

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

LA LOI DE 1912
sur
LA RECHERCHE de la PATERNITÉ
DEVANT la DOCTRINE et la JURISPRUDENCE

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

CAILLOL Aimé

Attaché au Parquet Général

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

MEMBRES DU JURY

MM. BECQUÉ, professeur, président.

MORIN, doyen.

DEMONTÈS, professeur.

} *Assesseurs.*

MONTPELLIER

IMPRIMERIE MARI-LAVIT

1, Rue de Sauvages, 1

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555404_0063

LA LOI DE 1912
SUR LA RECHERCHE DE LA PATERNITE
DEVANT LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

LA LOI DE 1912

sur

LA RECHERCHE de la PATERNITÉ
DEVANT la DOCTRINE et la JURISPRUDENCE

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

CAILLOL Aimé

Attaché au Parquet Général

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

MEMBRES DU JURY

MM. BECQUÉ, professeur, président.

MORIN, doyen.

DEMONTÈS, professeur.

} *Assesseurs.*

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT
1, Rue de Sauvages, 1

1934

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

ROCHE-AGUSSOL, professeur d'Economie Politique.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

DUPEYROUX, professeur de Droit constitutionnel.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTES, professeur de Droit Commercial.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

DONAT, Secrétaire.

ROCHETTE et DUBOIS, Secrétaires honoraires.

JURY

MM. BECQUÉ, professeur, *Président*.

MORIN, Doyen.

DEMONTES, professeur.

} *Assesseurs*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA LOI DE 1912

SUR LA RECHERCHE DE LA PATERNITE

DEVANT LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE

AVANT-PROPOS

Si l'établissement des liens unissant la mère à l'enfant est facilité par l'accouchement, acte physique, donc d'un contrôle plus aisé ; si, en matière de paternité légitime, le législateur moderne, grâce à la présomption de l'art. 312 du Code civil, s'est tiré d'embarras, au contraire, dès qu'il s'agit de démontrer la paternité naturelle, de multiples difficultés surgissent.

La filiation naturelle est doublement occulte, nous dit M. R. Savatier (1), car, à l'incertitude inhérente à toute paternité, s'ajoute l'incertitude résultant de ce qu'en l'absence de mariage, la mère n'est liée par aucun devoir de fidélité.

Du reste, les législateurs primitifs n'ignoraient pas totalement les liens purement relatifs qui unissent l'enfant naturel à son père présumé. En synthétisant

(1) R. Savatier. *La recherche de la Paternité naturelle*. Etude pratique de législation et de jurisprudence, Paris 1927.

leur conception, il semble bien que si les sociétés primitives, reposant sur le principe du matriarcat absolu, renoncèrent à reconnaître ces liens, c'est non seulement en raison du rôle simplement fécondant de l'élément masculin, rôle, par conséquent *tout à fait secondaire* (2), mais aussi et surtout, de l'incertitude absolue dans laquelle on se trouve pour attribuer une paternité indiscutable au père présumé (3). De même, si l'on jette un coup d'œil d'ensemble sur les législations des différentes Sociétés patriarcales, on s'aperçoit sans effort, qu'elles sont en parfaite harmonie avec la théorie formulée, hier encore, par la Biologie, en attribuant à l'élément mâle, le rôle prépondérant dans la procréation, mais elles n'en restent pas moins dans l'expectative la plus prudente et la plus réservée dès qu'il s'agit d'attribuer la paternité indubitable au père présumé. Si nous ajoutons enfin les méfiances de tous les législateurs modernes, qui ne sauraient s'expliquer que pour le même motif, nous

(2) Il est curieux de remarquer que les dernières données de la science biologique et embryologique soient connues de l'Antiquité.

En effet, il est aujourd'hui établi que le rôle de l'élément mâle dans le phénomène de la fécondation est tout à fait secondaire. Des éminents biologistes, français et belges et notamment M. Bataillon de la Faculté des Sciences de Montpellier sont arrivés à faire « segmenter » l'ovule, avec un procédé autre que l'intervention normale et régulière du spermatozoïde de l'espèce considérée. Ceci met en lumière la prépondérance de l'élément femelle dans la reproduction et la perpétuation de l'espèce, puisque l'élément mâle, n'est en définitive « *qu'un simple agent de segmentation* ». Nous n'insisterons pas sur ces détails qui sont clairement exposés dans tous les manuels d'embryologie et de zoologie.

(3) François Cinquin : *Etude sur la déclaration judiciaire de la paternité naturelle* - Thèse Lyon, p. 18 : « l'homme n'a eu qu'un effet fécondant »...

croyons avoir suffisamment démontré la complexité et la délicatesse du problème de la recherche de la paternité.

A chaque époque de l'histoire d'un peuple, chaque peuple, a adopté des solutions particulières suivant l'état des mœurs, les coutumes, l'esprit général et le degré de moralité (4). On peut toutefois adopter ce principe posé par Cinquin (5), suivant que la société repose sur le principe du matriarcat ou sur celui du patriarcat, la paternité perd ou gagne de l'influence et de l'importance. En passant sous silence ce qui aurait pu se passer pendant les périodes hypothétiques de promiscuité sexuelle, où nous n'avons aucune raison de croire un seul instant la possibilité d'attribuer la paternité naturelle à un membre du clan, nous pouvons formuler que, dans les agglomérations de la période totémique, où la virginité de la femme est tenue pour qualité négligeable, sinon un indice de défaveur, la recherche de la paternité ne présente aucune espèce d'intérêt.

Nous concluerons dans le même sens pour les pays de Polyandrie, la femme ayant plusieurs époux légaux, on se demande l'utilité d'une recherche de paternité. Celle-ci est, en effet, l'objet d'une réglementation sévère, posée par la coutume et est attribuée arbitrairement à un quelconque des maris. Dans les pays de Polygamie, le même phénomène se répète, à peu de nuance près. La situation des bâtards était rigoureusement réglementée et aucune recherche de paternité ne pouvait avoir lieu. L'exem-

(4) A. Baudin : *La recherche judiciaire de la paternité*. Thèse Toulouse, 1913, p. 10.

(5) *Etude sur la déclaration judiciaire de la Paternité naturelle*. Thèse Lyon 1912. loc. cit. p. 18.

ple en est fourni par le droit musulman et surtout par le droit hébraïque (6). Toutefois, en Grèce, lorsque la monogamie prévaut, le concubinat ne disparaissant pas autant, on voit progressivement se dégager la notion de lien naturel et de recherche de la paternité à Athènes (7).

A Rome, à l'époque ancienne, étaient seuls considérés comme descendants, ceux qui étaient sous la *patria potestas* du chef de famille, et encore cette filiation fut strictement subordonnée à la seule volonté de celui-ci. Les enfants nés en mariage n'avaient donc de lien de filiation agnatique qu'avec le père qui les avait reconnus solennellement (8). La mère et ses enfants n'avaient entre eux qu'une parenté collatérale : ils étaient frères et sœurs agnatiques, la mère *in manus* étant *loco sororis* vis-à-vis de ses enfants. En conséquence, l'union de fait, le concubinat et même le mariage *sine manu* ne créent, entre la mère et ses enfants qu'un lien du sang, dépourvu d'effets juridiques : pas de droit de succession, ni de devoir, ni même d'obligation alimentaire. Ce lien s'appelle la « cognatio » (9).

(6) Deutéronome XXIII, 2 : « Celui qui est issu d'une union illicite n'entrera point... »

(7) Cf. Cinquin. Th. citée, p. 21.

(8) Cf. Perrot : *Précis élémentaire de Droit romain*. Paris 1929, loc. cit., p. 294.

(9) Voy. *Manuel de droit Romain*, Girard, Paris, 1929.

ORIGINE ET DEVELOPPEMENT DE LA PATERNITE NATURELLE A ROME

a) Paternité légitime, fonction d'une reconnaissance.

Nous venons de dire ci-dessus, que l'enfant né d'une épouse légitime et sous la « manus » du pater familias n'entre pas de plein droit dans la familia et qu'il faut un acte volontaire de reconnaissance (*Susceptio*), fait en des formes consacrées, pour que l'enfant entre dans la famille. Voici en quoi consiste cet acte : On dépose l'enfant aux pieds du père ; celui-ci doit le prendre et l'élever dans ses bras (*Suscipere, Tollere Liberum*). Vient ensuite la cérémonie de la *Lustratio*, qui le purifie et l'associe au culte domestique. Enfin, le père octroie un prénom à l'enfant, le huitième jour s'il s'agit d'une fille, ou le neuvième jour si c'est un garçon. Remarquons bien que si le père ne veut pas faire du nouveau-né un membre de sa famille, il n'a qu'à le laisser à terre et se détourner de lui ; alors, il peut le laisser en vie et le traiter seulement en « *cliens* » de sa famille. Dans telle éventualité, l'enfant n'est lié à sa mère que par des liens de parenté naturelle dite de « *cognatio* ». Du reste, le père a le droit de se débarrasser de l'enfant en l'exposant.

b) Obligation de reconnaître les enfants nés pendant le mariage.

Le contrôle de l'opinion publique et autres membres de la *familia*, devait atténuer ce caractère d'arbitraire. Les mœurs n'ont pas tardé à rendre obliga-

toire pour le *pater familias*, l'acte solennel de reconnaissance du nouveau-né, quand il y avait de bonnes raisons de croire que celui-ci était son enfant. Puis quand il n'y avait pas de raison de croire le contraire.

c) *Paternité admise et dispensée de l'acte de reconnaissance.*

L'existence d'un cas de force majeure, motivait, au début, la dispense de l'acte solennel de reconnaissance. Exemple : si l'enfant naissait après la dissolution du mariage, ou après la mort du mari, après le divorce ou après la répudiation. Ainsi les Romains s'acheminent vers l'établissement d'une présomption de paternité, dans le cas de mariage légitime, et, cette fois, avec ou *sans manus*.

d) *Apparition d'une présomption de paternité légitime*

Par une première présomption, on admit que jusqu'à preuve contraire, l'enfant conçu pendant le mariage était né des œuvres du mari (*Is pater quem justae nuptiae demonstrant* : celui-là est le père que le mariage légal désigne comme tel).

Par une deuxième présomption, on admit que, jusqu'à preuve contraire encore, *la conception avait eu lieu pendant le mariage*, lorsque la naissance se plaçait, au moins six mois (180 jours) après le début du mariage, ou au plus 10 mois (300 jours), après la dissolution du mariage (10). Il devient alors néces-

(10) Les Obstétriciens sont d'accord pour affirmer que l'enfant peut naître viable à 180 jours. D'autre part, on sait que la durée d'une grossesse normale est de 9 mois solaires (ou encore 10 mois lunaires) ; mais on a signalé des cas de

saire de couper court à des fraudes possibles de supposition de part et de suppression de part, d'où les mesures prises de bonne heure contre les seconds mariages et continuées par le S. C. Plancien au II^e siècle et diverses autres Constitutions impériales au V^e siècle après J.-C.

e) *De la Paternité naturelle au sens romain.*

Un tel régime de présomption n'avait pour but que de consolider la *filiation agnatique*, encore identique à la *patria potestas*, mais il prenait son point d'appui sur des *considérations d'ordre physiologique*, en sorte que l'idée nouvelle d'une filiation paternelle, fondée sur le fait de la génération, s'est ainsi formée. La parenté cognatique, d'ordinaire confondue avec la filiation agnatique, pouvait se concevoir comme existant à part, par elle-même. Le prêteur à commencé par prendre en considération le lien de parenté *naturelle*, qui existait entre un père et son fils *légitime exclu de la famille* par l'émancipation, parce qu'il l'appelait à la succession prétorienne de son père *physiologique*, son ex-père légitime, à titre de cognat (11). Puis, à titre d'enfant, au même rang que ses collatéraux en puissance (12). Désormais, nous avons

« grossesse prolongée », ayant duré effectivement 300 jours. Cf. Ribemont Dessaignes, *Traité d'obstétrique* ; Fabre, *Précis d'accouchement* ; Dubrisay et Jeanin, *Précis d'Obstétrique* ; Lacassagne, *Précis de Médecine légale*. - Comme on le voit, ces délais de 180 et de 300 jours, reconnus exacts par la science, étaient déjà pleinement admis par les Romains.

(11) A défaut de tout agnat, bien entendu. Girard, Manuel de Droit romain, Paris 1892, p. 892 (Bonorum P. unde cognati).

(12) Cf. Girard, p. 897. B. P. unde liberi.

une *paternité naturelle* (au sens romain du mot), tout à fait distincte de la *patria potestas*. Mais ici, il y a lieu d'éviter une erreur facile : cette paternité naturelle nécessitait encore la procréation en juste noce. Nous y insistons : hors mariage, pas de paternité naturelle à l'époque classique.

f) Apparition de la notion de paternité naturelle au sens moderne.

On dit que c'est pour des motifs fiscaux que Théodose II et Valentinien III rendirent, en 443, la Constitution permettant désormais de légitimer un enfant né en concubinat, par *oblatio curiæ*, et que c'est pour encourager le mariage, qu'en 477, Constantin et Zénon permirent aux pères vivant en concubinage, de légitimer leurs enfants, à condition qu'ils transforment leur union en mariage ordinaire. Cette légitimation par *mariage subséquent* fut permanente en Orient sous le règne d'Anastase en 517 (13). La Nouvelle 538 de Justinien prévoit la légitimation par *Rescrit du prince* dans le cas où le mariage est rendu impossible par la mort, l'absence ou le mariage avec un autre homme de la concubine.

Mais bientôt le souffle puissant du christianisme vient balayer les institutions et les mœurs dissolues de la Rome impériale. La religion nouvelle, en se faisant une idée de la famille fondée sur le mariage, frappe de certaines incapacités les enfants conçus en dehors de lui. De là, naît l'idée de honte attachée aux unions hors mariage. D'un autre côté, imprégné de cet esprit de justice et d'humanité, le christianisme envisage

(13) Voy. pour tous détails : Girard pp. 202 et suiv.

l'idée de protection des enfants naturels, qui n'entreront jamais dans la famille de leurs auteurs, mais, en revanche, ceux-ci leur doivent toujours des aliments, et, pour les obtenir, l'enfant naturel aura le droit d'établir sa filiation, sauf s'il est adultérin ou incestueux.

Chez les Germains, l'enfant naturel n'a jamais le droit de rechercher sa filiation. Il a droit à la protection, à la nourriture et à l'éducation, mais les droits de famille et de succession lui restent fermés.

En droit Lombard, l'enfant naturel a un droit alimentaire et successoral égal à la moitié de la part de chaque enfant légitime, selon l'Edit de Rotharis (14). De même, il a un droit alimentaire dans le droit des Alamans, et en droit franc, il peut recevoir par donations autant que les enfants légitimes.

En droit canonique, la parenté naturelle est une parenté honteuse, mais il existe une certaine communauté de sang entre l'enfant et ses auteurs, engendrant des droits et des obligations, et l'enfant pourra de ce chef faire la preuve de sa filiation, avec cette réserve qu'il ne pourra employer la preuve testimoniale que s'il existe déjà un commencement de preuve par écrit ou des présomptions graves.

Ces considérations, préalablement posées, notre essai comportera une partie préliminaire, réservée à l'étude de la Recherche de la paternité naturelle avant la loi de 1912 : nous y exposerons successivement l'évolution historique jusqu'au Code civil de 1804, et les antécédents de la réforme de 1912.

Nous montrerons ensuite, dans une première partie l'esprit restrictif de la loi de 1912, puis nous exposerons dans une seconde partie, la position exten-

(14) Edit. de Rotharis, p. 157 et suivantes.

sive de la doctrine et de la jurisprudence dans l'interprétation des cas où la recherche de la paternité est autorisée.

Nous terminerons notre exposé par une analyse sommaire de la législation comparée, en y puisant au besoin certaines directives utiles pour une conclusion générale.

PARTIE PRELIMINAIRE

**LA RECHERCHE
DE LA PATERNITE NATURELLE
AVANT LA LOI DE 1912**



CHAPITRE PREMIER

EVOLUTION HISTORIQUE JUSQU'AU CODE CIVIL DE 1804

§ I. — ANCIEN DROIT

Nous allons résumer dans ce paragraphe, les quatre périodes successives, qui composent l'histoire de notre droit : période féodale, coutumière, droit révolutionnaire et œuvre du Code Civil de 1804.

En principe, dans l'ancienne France, et pendant les premières périodes, la recherche de la paternité fut largement permise, même pour les enfants adultérins et incestueux. Mais cette recherche n'aboutissait qu'à des fins alimentaires.

Dès que l'Empire franc se trouva morcelé en une foule de petites principautés rivales, le droit devint barbare, à l'image de la société féodale. L'enfant naturel non reconnu est un serf : mais il garde le droit d'établir sa filiation, afin d'obtenir des aliments (quoiqu'en fait, au témoignage de Beaumanoir, sa demande fût le plus souvent repoussée).

Lorsque la Royauté reprend le pouvoir, après une lutte longue et périlleuse contre les seigneurs, nous entrons plus particulièrement dans le domaine véritable du droit coutumier proprement dit (1). La recherche de la paternité est largement permise, quoiqu'elle n'aboutisse qu'à une fin alimentaire. Elle l'était, même pour les enfants adultérins et incestueux. La charge de prouver la paternité restait entière après que la provision avait été fournie.

Elle incombait à la mère qui pouvait se servir de tous les moyens possibles (2). Et ce principe se rencontre tant en pays de droit écrit qu'en pays de coutume. Si les auteurs de l'enfant conçu hors mariage, vivaient à ce moment en état de concubinage, l'enfant n'aura qu'à faire la preuve de ce concubinage (3). De même,

(1) Les bâtards de roi ou de grands seigneurs pouvaient monter parfois sur le trône et même partager le royaume avec les enfants légitimes. L'ordonnance de H. Capet exclut à jamais les bâtards du trône. Celle de Henri IV défend aux bâtards de nobles de prendre la qualité de gentilhomme en l'absence de lettres d'ennoblissement. L'ordonnance de Louis XIII spécifie que les bâtards des rois deviendront prince, ceux des princes seigneurs ; ceux des seigneurs, gentilhommes et ceux des gentilhommes, roturiers. Les bâtards de roturiers furent traités de serfs dans certaines provinces. Ce n'est qu'au XVI^e siècle que les coutumes en général leur accordent la qualité d'homme libre.

Pour toutes les questions concernant les bâtards voir G. Salzes. *La recherche judiciaire de la paternité naturelle*. Thèse de Droit, Montpellier 1920. p. 13 et suiv. Cf. D'Aguesseau. Dissertation sur les bâtards. Œuvres tome III, p. 418. Denisart V^e Bâtards, numéro 12.

(2) Jacquinet : *De la filiation Naturelle dans le Droit Intermédiaire*. Thèse droit de Paris, 1913, p. 30. Cf. Brillou. *Dictionnaire des Arrêts* V^e grossesse numéro 4.

(3) Baudin, *th. citée*, page 28.
Cf. Bacquet. *Traité de Droit de bâtardise*, 1^e partie. Ch. I, numéro 2.

si les deux auteurs n'ont eu que des relations accidentelles, l'enfant devra faire la preuve de ces relations et de leur coïncidence avec l'époque de sa conception. Cette action appartient à l'enfant et la mère ne peut l'exercer qu'en son nom et comme tutrice.

Le dicton : « *creditur virgini parturienti* », veut dire simplement qu'une femme vierge (ainsi que le prouve le mot « *virgo* »), et rendue enceinte, peut, avant son accouchement, exiger du père, une certaine somme d'argent, à titre de consignation, pour lui permettre de faire face aux « frais de gésine et d'accouchement ». Ce droit de la mère primipare fut l'objet d'études sérieuses et de controverses multiples, sur les détails desquels nous n'entreront point (4). Nous signalerons seulement, pour conclure, qu'après la naissance, et dès que la paturiante est en état de comparaître, le procès est jugé au fond et que si le défendeur triomphe, il peut répéter les sommes qu'il a versées à titre de provision.

Quant aux débats au fond, la mère doit prouver ses relations avec le défendeur pendant la période de conception, placée par l'ancien droit entre les dix mois et les six mois qui précèdent la naissance. Il appartient au père présumé de prouver que la femme a eu des relations avec un autre individu pendant la même période, s'il veut triompher au procès, conformément au principe « *exceptio plurium constupratorum* » ou « *plurium concubentium* » (5).

En outre, notre ancien droit admet pleinement la preuve littérale : écrits émanant du défendeur et

(4) Consulter à ce sujet - Planiol-Ripert et Rouast - *Traité de Droit Civil*, Tome II, Ch. VII, p. 747, note 3.

(5) *Etude sur la recherche de la Paternité en Droit comparé*, Lhospied, p. 256 et suiv.

contenant aveu de cohabitation, etc... La preuve, par le moyen de présomption est également recevable : telle est la ressemblance physique. Exemple : si l'accusé est nègre et que l'enfant soit né mulâtre ; si l'accusé est sourd et muet et que l'enfant soit affligé de la même infirmité (6) ; telle est également l'existence des tares identiques, l'épilepsie, la ladrerie. Fournel appelle *preuve naturelle* ce moyen de preuve par présomption.

Mais au principe « *Creditur virginibus* », la Jurisprudence et la doctrine ont essayé d'apporter des éclaircissements singuliers. L'arrêt du Parlement de Normandie du 15 mars 1723 en témoigne. Il réforme une sentence du bailli d'Arques, qui avait condamné le défendeur à se charger définitivement de l'entretien de l'enfant sur simple affirmation de la mère. Un autre, du même Parlement, déclare, au contraire, que les servantes qui vivent en communauté d'habitation avec le maître seront crues sur parole et d'une façon définitive, quand elles déclareront le maître père de leur enfant. Signalons encore deux arrêts du Parlement de Normandie, du 15 avril 1723 et du 22 décembre 1733, qui semblent démontrer que la déclaration de la mère fait préjuger le fond du procès (7) ; ce serait une présomption de paternité qui, jointe lors des débats au fond, à la présomption tirée du fait de la cohabitation, forme preuve complète.

L'arrêt du Parlement de Paris du 25 février 1661 est intéressant, en ce qu'il prononce la condamnation solidaire de tous ceux que la mère a désignés comme

(6) Fournel, *Traité de la séduction*, p. 130 et suiv.

(7) Baudin, *ib.* citée, Cf. Denisart, *grossesse* numéro 16 et Basset liv. IV. titr. II chap. III rapporté par Fournel page 122.

ayant cohabité avec elle, et, ainsi nous pouvons le rapprocher à certaines dispositions, des législations étrangères modernes, tels que le Code soviétique et le Code danois.

De telles pratiques tendaient manifestement à se généraliser, quand l'arrêt du Parlement de Paris du 4 octobre 1769 vint y mettre fin, en déboutant une servante qui s'était déclarée enceinte des œuvres de son maître. De plus, les dérogations à la maxime *creditur virgini...* entraînaient des abus, aussi il n'est pas surprenant d'entendre l'avocat général Servan s'écrier, en 1770, devant le Parlement de Grenoble : « *On les a vues (les filles mères) se former de leur fécondité un commerce d'un nouveau genre* » (8). Boerius s'élève avec force contre cette tendance : « Ces abus ont déterminé la Jurisprudence actuelle à ne plus donner aux servantes rendues mères cette foi aveugle dont elles étaient honorées ; leur déclaration n'a d'effet que *pour la provision*, et, lorsqu'il s'agit du fonds de la constatation, la qualité du maître ne forme pas le moindre préjugé. ».

§ II. — LOI DE BRUMAIRE AN II PRINCIPE DE LA PROHIBITION SES RESULTATS PRATIQUES

La loi révolutionnaire du 2 novembre 1793, en assimilant l'enfant naturel reconnu volontairement au descendant légitime, a interdit la recherche de la pa-

(8) Œuvres de Servan par de Portels. Paris 1823.

ternité. L'on sait l'idéal du droit révolutionnaire (1) ; il est basé sur les droits naturels de l'homme. Après la libération du sol, la libération des êtres s'impose. Dans la fameuse nuit du 4 août 1789, tous les droits féodaux sont supprimés, le droit de la bâtardise comme les autres. L'enfant naturel naît l'égal de l'enfant légitime, il a un droit égal à être nourri et élevé par ceux qui l'ont mis au jour. Les hommes ont des droits égaux au bonheur ; les enfants légitimes ne jouissent pas de qualités spéciales au moment de leur naissance (2). Le mariage, tout en étant une institution précieuse, ne constitue pas la seule source de la famille. De là cette volonté de réaction à outrance, qui aboutira à la loi du 12 Brumaire An II. Des trois assemblées révolutionnaires, Constituante, Assemblée Nationale et Convention, c'est la Constituante qui s'est occupée le plus du sort des enfants naturels. Dès 1789, les Cahiers demandent l'assimilation complète des enfants naturels à la descendance légitime. Mais, si la loi révolutionnaire du 2 novembre 1793 assimile entièrement *l'enfant naturel reconnu volontairement descendant légitime*, elle a interdit la recherche de la paternité. Seuls seront autorisés à rechercher leur paternité et à prouver leur filiation par la possession d'état, les enfants dont les père et mère sont décédés avant la loi de Brumaire, puisque l'art. 10 décide, pour les enfants naturels dont les auteurs vivent encore en ce moment, que leur condition sera réglée par le Code Civil.

Il faut arriver à la loi du 9 vendémiaire an IV (1795)

(1) Consulter notamment la thèse de E. Jacquinet : *La filiation naturelle en droit intermédiaire*, p. 67 et suiv.

(2) Jacquinet, loc. cit., p. 67.

pour que la rétroactivité fût abolie. Ajoutons que les enfants adultérins et incestueux sont écartés du bénéfice de la loi.

A maintes reprises, la Cour de Cassation a dû intervenir pour maintenir le principe de la prohibition de la recherche de la paternité, la loi ayant été violée par les Cours et Tribunaux.

D'abord ce fut une tendance à attaquer ce principe presque franchement sur le terrain de la recherche de la paternité (3), de la part des demanderesses. Ensuite, une transformation de l'action en recherche de la paternité en une action en dommages et intérêts pour séduction (arrêt du 5 Pluviôse An II, de la Cour de Cassation, cassant un arrêt de Cour d'Appel, lequel a condamné un sieur S... à payer à une fille-mère des frais de gésine, des dommages et intérêts et une pension pour l'enfant). « Considérant... que l'enfant né hors mariage ne peut avoir pour père que celui qui l'a reconnu volontairement ... que la décision qui a admis la demande formée par A..., a violé la loi du 12 Brumaire an II. Par ces motifs, casse, etc... »).

La tendance de la Cour suprême est nette, allant même plus loin, elle exige une reconnaissance volontaire de la part du père, de son plein gré, sans y avoir été contraint par une menace de fait ou de droit. Ainsi l'arrêt du 13 Vendémiaire, an V, annule tout simplement une reconnaissance authentique du père provoquée par des poursuites judiciaires (4). L'arrêt de la Cour de Cassation du 18 Vendémiaire, An II (1793), a cassé des décisions des Cours et Tribunaux accordant des indemnités pour dommages et intérêts, en dé-

(3) Voy. Dall. Répertoire tome 35. V. 569 et suiv.

(4) Voy. Dall. V. cité numéro 569.

tournant la Loi de Brumaire (5). Cette Jurisprudence reste intéressante. Elle marque l'esprit, la tendance et la doctrine d'une époque passée. Cette législation fut ainsi appliquée jusqu'à la promulgation du titre VII du Code Napoléon de la Paternité et de la filiation promulgué le 12 germinal, an XI (2 avril 1803).

§ III. — LE CODE DE 1804. — PORTEE DE LA PROHIBITION DE L'ANCIEN ARTICLE 340.

Au moment du vote de la loi de brumaire, nous sommes en pleine Révolution. Deux idées dominent : tous les hommes sont libres, tous sont égaux. Donc, on ne peut forcer un homme à reconnaître un enfant dont il repousse la paternité, ni traiter d'une façon différente l'enfant légitime et l'enfant naturel. Au contraire, l'état d'esprit n'est plus le même au moment des travaux préparatoires du Code Civil, où un besoin d'ordre se fait impérieusement sentir, puisque nous sommes au lendemain de la Terreur.

Du reste, au lendemain même de la loi de Brumaire les critiques commencèrent à se faire jour : On accorde une trop grande faveur à l'enfant naturel puisqu'on en fait l'égal de l'enfant légitime, la réglementation est trop rigoureuse et trop sévère pour la preuve de filiation... Le 18 Messidor an V, Siméon reconnaît devant le Conseil des cinq cents la nécessité d'accorder « certaines prérogatives au mariage ». Les autres dispositions de la Loi sont également l'objet d'une critique sévère : la Loi révolutionnaire ap-

(5) Sirey t. I p. 168. (1793).

paraît trop violente en rompant trop brusquement avec les traditions du passé sans avoir tenu compte des nécessités pratiques. Ajoutons le peu d'indulgence du Premier Consul envers les enfants naturels (1), et nous aurons compris que le Code Civil est une œuvre de réaction contre les exagérations du droit révolutionnaire.

La première rédaction du futur article 340 qui va servir de base aux discussions décide : « La loi n'admet point la recherche de la paternité non avouée ». Le consul Cambacérés est le premier à réclamer des exceptions pour les cas de viol et de rapt. Il ressort des diverses discussions que c'est la crainte de chantage et la peur du scandale public qui conduisirent à la prohibition de la recherche de la paternité. Il est intéressant de noter un passage de la déclaration de Defermon, lors d'une discussion, qui place la question sur son véritable terrain... « *Le danger, dit-il, c'est moins le chantage possible, que l'attribut d'une paternité, avec toutes ses conséquences, à quelqu'un qui n'est pas le père. Mais cette crainte risque de laisser l'enfant sans ressources, et ceci est une injustice* ».

Et ce n'est que le 2 Ventôse An XI que fût voté dans sa forme définitive le titre de la Paternité et de la Filiation contenant l'Art. 340, lequel prohibe la recherche de la paternité sauf dans le cas d'enlèvement. Mais la recherche de la filiation adultérine ou incestueuse demeure formellement interdite (3).

(1) La société n'a pas d'intérêt à ce que les bâtards soient reconnus »..., dit le Premier Consul.

(2) Cf. Cinquin, citant Fenet tome X pp. 73 et suiv.

(3) L'Art. 342 précise : « Un enfant ne sera jamais admis à la recherche soit de la paternité, soit de la maternité, dans les cas où, suivant l'article 335, la reconnaissance n'est pas admise ». C'est donc que la recherche de la paternité

Ainsi, croit-on, l'institution du mariage regagne dans cette sécurité ce qu'elle aurait pu perdre à être transformée en un contrat purement civil, trop souvent violé pendant la période que l'on a hâte de clore. Ainsi on évite les scandales et les recherches inquisitoriales. Ainsi, enfin, on arme les femmes d'un vif sentiment de leur responsabilité personnelle. On a trop sacrifié précédemment à la sensibilité, pour s'attacher à autre chose qu'à ces considérations raisonnables particulièrement piquantes en la matière.

Quant à la Jurisprudence, pendant la première moitié du XIX^e siècle, elle s'est maintenue dans une attitude de défense du principe de la prohibition de la recherche de la paternité naturelle. Elle défend nettement le principe de la prohibition en repoussant toute action de la mère, sous quelque forme qu'elle se produise toutes les fois qu'elle aboutit à la recherche de la paternité. La Cour de Cassation s'est maintenue dans cette attitude pendant presque les deux tiers du XIX^e siècle (4). Son arrêt du 10 mars 1808,

naturelle est interdite, toutes les fois qu'elle conduit à la reconnaissance d'une filiation adultérine ou incestueuse. Ce principe absolu concerne aussi bien *l'enfant qui voudrait établir sa filiation que les personnes qui voudraient rechercher la paternité pour s'en prévaloir contre lui* (Cassation Nov. 1819 S. 20-1-222).

(4) Demolombe, V, numéro 485 bis ; Aubry et Rau, IV, § 569, p. 191, Laurent t. IV, numéro 91 ; Baudry - Lacantinerie, Chauveau et Cheneaux - *Traité de Droit civil* : les personnes tome III, p. 626, numéro 677 ; Caen 24 avril 1850 -D. 55-2-177 ; Rennes 11 Avril 1866, D. 66-2-184 ; Paris 19-Janv. 1865 D. 65-2-21 ; Paris 14 Fév. 1890 D. 91-2-309 ; Paris 16 mars 1892, D. 93-2-541 et S. 94-2-30.

déclare formellement : « qu'admettre une obligation qui ne peut avoir d'autre cause que la paternité, c'est admettre indirectement la recherche de cette paternité et tromper la sage prévoyance de la loi, dont le but a été de prévenir les débats scandaleux » (5). Bref, crainte de scandale, interprétation rigoureuse du texte, barrière infranchissable opposées aux réclamations de la mère, tels sont les caractéristiques de l'état d'esprit de l'époque qui reste inflexible pendant plus de soixante ans.

(5) S. 1808-1-231. Cassation 26 mars 1806 Dalloz Paternité 598, I ; Cass. 4 octobre 1812, D. Pat. 548, 5 — 4 déc. 1837, D. Pat. 748, 2 - Caen 24 Août 1854 Sir. 55-2-178 ; Rennes 11 avril 1866. Dal. 66-2-184...

CHAPITRE II

ANTECEDENTS DE LA REFORME DE 1912

§ 1^{er}. — CRITIQUE DE LA PROHIBITION

L'article 340 ne pouvait résister à la critique. « C'était une des plus mauvaises dispositions du Code Civil... », nous dit M. Rouast (1). Le législateur de 1804 a exagéré l'importance des difficultés de la preuve de la paternité, par crainte des scandales et le désir de protéger les hommes honorables contre le chantage. Il est possible de réunir des présomptions telles que cette preuve puisse être tenue pour acquise : tels l'aveu du père, ou la cohabitation avec la mère à l'époque de la conception. Le scandale d'une recherche de la paternité est-il pire que celui d'une action en désaveu ? En réalité, sous le prétexte un peu hypocrite de la crainte de scandales, on a voulu, en 1804, assurer la protection des familles légitimes

(1) Planiol et Ripert, *Traité de Droit Civil français*, Tome II Ch. VII - A. Rouast, *La Famille*. Paris 1926.

contre les dissipations des jeunes gens. Ce qui est dangereux, déclare M. Savatier (2), c'est moins de permettre la recherche de la paternité que de lui donner des effets exagérés. Il y a quelque hypocrisie à donner le pas au repos du père et de sa famille sur ses plus stricts devoirs. Les lois étrangères fournissent d'ailleurs la preuve que la recherche de la paternité n'entraîne pas nécessairement d'abus (3). L'irresponsabilité du père naturel était une prime au libertinage. Il incite les hommes à se mal conduire. C'était une prime à la lâcheté du père..., c'était faire trop belle la part de l'égoïsme masculin. On favoriserait sciemment le calcul du séducteur, sûr de rester invulnérable par un abandon opportun. L'article 340 constituait l'une des tares les plus regrettables du Code Civil, nous répète à son tour M. Bonnecase. Le souci de ne point troubler la quiétude de la famille ne peut être mis en balance avec l'obligation naturelle qu'impose à celui qui a mis au monde un enfant de subvenir à son éducation et à son entretien. Nous n'avons pas ici l'intention de refaire après tant d'autres les critiques aussi judicieuses que logiques de cet article. En rappelant que la substance de ces critiques figure dans les divers discours prononcés à la Chambre des Députés et au Sénat, lors de l'élaboration de la loi de 1912, et en nous contentant de renvoyer aux déve-

(2) R. Savatier, *La Recherche de la Paternité Naturelle*, ouv. cit. pages 6, 7 et suivantes.

(3) L'Art. 1717 du Code Civil allemand établit sous certaines réserves une présomption de paternité contre tout homme ayant cohabité avec la mère entre le 181^e et 302^e jour avant la naissance de l'enfant. (Cf. Planiol et Ripert p. 750, en note). Baudry-Lacantinerie, *Traité théorique et pratique de Droit civil* - Supplément par J. Bonnecase, Tome I, p. 163 numéro 87, Paris 1924.

loppements faits par les auteurs, il nous suffira de donner ici un simple aperçu le plus sommaire possible. Ainsi, en réplique aux affirmations de Cambacérès lors de la discussion de l'ancien article du Code (4), M. Guillier, dans son Rapport au Sénat du 21 décembre 1908, se préoccupa d'opposer une réponse : « Les abus tenaient beaucoup plus à la procédure qu'au formalisme... Pour tarir la source des procès de chantage, il suffit de déterminer d'une façon rigoureuse les hypothèses rendant l'action recevable... La loi est-elle tenue à tant de ménagements vis-à-vis de celui qui, après avoir donné jour à un enfant, l'abandonne sans remords et se soustrait lâchement au devoir de la paternité ?... ». Dans l'acte de la génération, la responsabilité de l'homme est au moins égale à celle de la femme. Quoi de plus inique que de rejeter sur la mère seule tout le poids de la faute ou de l'imprudence commise et de permettre au père de se dérober au devoir que lui impose la loi naturelle à défaut de la loi écrite ? Les amateurs de succès féminins, ayant à redouter les investigations de la justice sévère et se trouvant exposés à subir ses arrêts se feront plus prudents ; les dangers de leurs entreprises rendront celles-ci moins fréquentes.

La Société souffre dans ses mœurs et les désordres sont favorisés puisqu'aucune loi répressive n'existe contre la séduction et la recherche de la paternité est interdite. Il est urgent que la Société use de ses droits, qu'elle exige que l'homme remplisse ses devoirs... Que voyons-nous autour de nous dans l'état présent ?

(4) Loaré, Lég. civ. tome VI p. 267 note 1 ; Fenet Trav. prép. du Code civ. Tome X p. 198 note A - Id - tome IV p. 120 déclaration de Tronchet - p. 212 - Exposé de Bigot-Préameneu - p. 267 - Rapport Lahary - P. 321 Discours Duveyrier.

Irresponsabilité de l'homme, abandon de l'enfant livré à la misère, à l'ignorance, à la corruption, et qui peut, par là, devenir un danger, une menace pour la Société ; multiplicité des crimes, infanticides, expositions d'enfants. Voilà les résultats de l'article 340 (5).

Quant à l'incertitude de la paternité, M. Savatier estime que la preuve par présomption n'a rien d'anormal et est couramment admise, toutes les fois qu'il ne s'agit pas d'actes juridiques ; d'autant plus que le Code Civil ne considérerait pas la paternité naturelle comme si incertaine qu'elle ne pût faire l'objet d'une reconnaissance volontaire : Or, au point de vue exactitude, une telle reconnaissance, procédant souvent de la passion ou de l'inexpérience du père, ne donne même pas les garanties de la reconnaissance judiciaire (6).

L'article 340, en laissant à la mère seule les charges de l'enfant exerce une influence néfaste sur la collectivité, en ce sens qu'il favorise les abandons, les avortements et les infanticides (7). Indirectement, il permet au père naturel de soustraire les biens de la famille légitime pour en faire des donations à l'enfant non reconnu : Celui-ci, effectivement, peut échapper aux rigueurs de l'article 908 du Code Civil pour bénéficier de libéralités supérieures, mais cette mince compensation ne présente qu'un intérêt aléatoire. Enfin,

(5) Bonnecase - Ouvrage cité p. 168 et suiv. numéro 89 ter Cf. Sirey - Lois annotées 1913 p. 430.
Extrait du discours de M. Rivet pendant la discussion générale de la loi.

(6) Loc. cit., p. 5.

(7) L. Crémieu, p. 227. *Des preuves de la filiation naturelle non reconnue* - Thèse Droit, Paris, 1907, fournit des statistiques tendant à prouver que la possibilité de la recherche de la Paternité augmente le nombre des mariages.

on peut ajouter que l'interdiction de la recherche de la paternité naturelle expose plus ou moins à l'inceste. Mais c'est surtout la situation véritablement injuste de la femme supportant toute seule une faute devant être partagée par son complice qui devait plus tard donner une impulsion nouvelle à la Jurisprudence, laquelle s'est efforcée d'améliorer, sans altérer apparemment les principes du Code, le sort de la fille-mère.

La deuxième phrase de l'article 340 (texte de 1804), admettait, on le sait, la déclaration judiciaire dans le cas d'enlèvement, lorsque l'époque de cet enlèvement se rapportait à celle de la conception. Sous cette dénomination d'enlèvement, bon nombre d'auteurs voulaient comprendre le rapt avec violence d'une femme majeure et la séduction frauduleuse d'une femme mineure, voire même le *viol* qui n'est, disaient-ils, qu'un enlèvement plus violent et de plus courte durée (8). M. Demolombe même émettait une théorie en vertu de laquelle la possession d'état constitue une sorte de reconnaissance tacite, analogue à la reconnaissance volontaire, dont l'enfant pouvait se prévaloir pour établir sa filiation. Tandis que d'autres, invoquant le caractère exceptionnel de la disposition, entendaient par enlèvement, le seul rapt violent, suivi de séquestration (9). Ces partisans de l'extension conçoivent l'enlèvement de deux façons : avec violence, il constitue le rapt, et sans violence, l'enlève-

(8) Marcadé, II, p. 74. Demante, II, numéro 69 bis. Demolombe V, numéro 490.

(9) Aubry et Rau, 4^{ème} édition VI 569 note 15 - Baudry-Lacantinerie et Cheneaux, IV, numéro 682.

ment par séduction. Alors, dans le cas d'enlèvement par rapt, l'action en recherche de la paternité peut s'exercer sans difficulté. Peu importe la manière dont l'enlèvement a eu lieu et que la femme n'ait subi aucune violence, le père est bien celui qui a enlevé la mère et *l'a tenue en sa charte privée alors qu'elle concevait*. La femme enlevée se trouve, de force ou de son plein gré, *soumise à une domination exclusive*, à une emprise qui n'en admet aucune autre, pendant le temps qu'elle dure. Mais, par ailleurs, on opine que le rapt *par séduction* et non suivi de séquestration, n'autorisera pas la recherche de la paternité, en ce sens que la femme sera restée libre et aucune présomption grave de paternité n'est possible dans ces conditions (10).

La Jurisprudence, tout en assimilant la contrainte physique à la contrainte *morale*, exige, dans ses rares Arrêts, l'élément caractéristique de la séquestration (11).

Pour l'enlèvement d'une personne mineure par fraude ou par violence, on sait qu'il est puni par l'article 354 du Code Pénal (12). En l'espèce, ceci importe peu, parce que le motif de la recherche de la paternité ne dépend pas du fait de savoir si l'enlèvement est punissable ou ne l'est pas : on permet la

(10) Cf. Aubry et Rau, 4^e Edit. IV, p. 194. 569, note 15 ; Baudry-Lacantinerie, Chauveau et Chéneaux, t. IV. numéro 682 p. 640, etc...

(11) Paris 29 mars 1821, D. Jur. Gén. V^o Patern. N^o 603 Bordeaux 30 juin 1885. D. 86-2-151, S. 87-2-57 ; Paris 5 juillet 1911. Gaz. Palais 1912-1-76.

(12) Pour tous détails utiles, consulter à ce sujet la Thèse de M. R. Fatoux, *La Juridiction correctionnelle du Tribunal Civil en matière de la recherche de la paternité*, Paris, 1922.

recherche parce que la paternité du ravisseur est vraisemblable, étant données la situation et les apparences qu'il a lui-même créées (13).

Pour déterminer que l'époque de l'enlèvement se rapporte à celle de la conception, on s'accorde, en général, à admettre que les magistrats devront utiliser les présomptions des articles 312 et suivants du Code Civil et que ceux-ci jouiront d'un pouvoir d'appréciation discrétionnaire.

Quant au mode de preuve, toutes les preuves, y compris la preuve testimoniale, même sans commencement de preuve par écrit, seront admises. Il serait évidemment impossible de statuer autrement (14).

§ 2^e. — TEMPERAMENTS A LA PROHIBITION RESULTANT DE LA JURISPRUDENCE

Pendant qu'un mouvement d'opinion commençait à battre en brèche l'article 340, et malgré la prohibition du législateur, la jurisprudence postérieure au Code Civil, par voie d'interprétation en procédant par étapes successives, va arriver, bien avant la loi de 1912, à tourner complètement l'article 340 et à admettre en fait d'une manière assez large la recherche de la paternité naturelle à fin d'aliments.

Les tribunaux furent frappés de l'injustice du texte qu'ils avaient à faire respecter ; leurs décisions

(13) Cassation 11 novembre 1819, Sirey 20-1-222 ; Lyon 22 janvier 1856 D. 56-2-255 ; Aix 5 janvier 1882 D. 82-2-132.

(14) Demolombe, V, n° 495 ; Demante, II, n° 69 bis, VII.

ne l'ont-elles pas souvent reconnu ? L. Cremieu (15) a distingué trois étapes, dans les tentatives novatrices et prétoriennes de la jurisprudence : D'abord l'emploi de l'article 1332 en matière de séduction ; ensuite la validation des promesses sous seing privé par lesquelles le père promet de subvenir aux besoins de son enfant naturel ; et, enfin, l'attaque directe de l'article 340.

La Jurisprudence admettait qu'en cas de séduction par manœuvres dolosives, abus d'autorité, ou promesses de mariage, la fille séduite et rendue mère pouvait demander des dommages et intérêts, calculés d'après les frais causés par la naissance, l'entretien et l'éducation de l'enfant.

En ce qui concerne l'emploi de l'article 1332 en matière de séduction, nous avons démontré que la Jurisprudence l'avait d'abord repoussé. Mais, dès le 24 mars 1845, nous pouvons constater des attendus fort curieux dans l'arrêt de la Cour Suprême : « Attendu, dit l'Arrêt, qu'il ne s'agissait point, devant la Cour royale, de rechercher quel était le père de l'enfant dont la demoiselle B... est accouchée ; que l'enfant, étranger aux débats en aucun cas, ne doit ni souffrir, ni profiter de la décision à intervenir ; que l'unique question soumise aux juges d'appel était de savoir si le demandeur en Cassation avait causé à la demoiselle B... un préjudice qu'il fut tenu de réparer ; attendu qu'il est constaté par Arrêt que L... a délaissé la fille B... après l'avoir séduite ; qu'il est la

(15) L. Cremieu - *Les preuves de la filiation naturelle non reconnue*, Th. Paris, 1907, p. 305.

seule et unique cause du dommage considérable qu'elle éprouve ; que la conséquence légale de ces faits était pour L... de réparer un tort qui ne pouvait être imputé qu'à lui... ». Remarquons que, dans cet Arrêt, la Cour de Cassation écarte résolument la question de paternité.

L'arrêt de la Cour de Caen du 10 juin 1862 (15 bis) nous offre un trait particulièrement original quand il déclare dans ses attendus que « ...cette séduction, qui ne peut être comparée aux autres séductions ordinaires, dans lesquelles on ne saurait trouver un coupable et une victime, constitue donc, de la part de L... une véritable faute, dont il doit réparation, s'il y a lieu, du préjudice souffert. »

Enfin, nous signalerons pour terminer l'Arrêt bien connu du 26 juillet 1864 (16) de la Cour Suprême qui confirma un Arrêt rendu par la Cour de la Seine :

« Attendu que l'arrêt attaqué, loin d'autoriser la
» recherche de la paternité, a déclaré formellement,
» au contraire, que cette recherche était positive-
» ment prohibée par la Loi, qu'il n'a fondé la con-
» damnation prononcée que sur le préjudice causé
» par le séducteur ; que, considérant cette cause
» d'obligation comme fondée sur l'article 1382 du
» Code Civil, il a déclaré qu'on ne devait pas la
» rechercher dans des suppositions qui la rendrait
» *nulle*, comme contraire aux lois et aux bonnes
» mœurs, d'où il suit *que ledit arrêt n'a pas violé l'ar-*
» *ticle 340 du Code Civil...* ».

(15 bis) D. 62-2-1929.

(16) D. 64-1-347 et s. 65, 1, 39, avec une note M. Moreau.

Dès lors, la Jurisprudence ne doit plus varier (17). Notons que, pour l'application de l'article 1382, les conditions requises pour l'obtention des dommages et intérêts sont toujours maintenues, à savoir l'existence d'un fait illicite, d'une part, celle d'une faute imputable à son auteur et un rapport de causalité entre le fait et l'existence du dommage, d'autre part.

(17) Ne pouvant matériellement citer tous les arrêts à ce sujet, les références que nous donnons ci-dessous sont forcément incomplètes.

Toulouse, 5 juillet 1843, et Cassation, 24 mars 1845, D. 45-1-177 ; Caen, 1850, D. 55-2-177 ; Douai, 3 déc. 1853, D. 55-2-132 et S. 54-2-193 ; Dijon, 16 avr. 1861, D. 65-5-423 ; Colmar, 31 déc. 1863, D. 65-2-21 et S. 65-2-169 ; Grenoble, 18 mars 1864, D. 65-2-21 ; Cassation 26 juillet 1864, D. 64-1-347 et S. 65-1-33 ; Dijon 20 déc. 1867 D. 68-2-48 ; Dijon 1 déc. 1868 D. 68-2-248 et S. 69-2-15 ; Angers 2 déc. 1868, D. 69-2-241 ; Cassation 17 mai 1870 D. 71-1-52 ; Aix 21 mai 1874 D. 76-2-85 ; Nîmes 21 déc. 1875, D. 76-2-206 ; Paris 14 fév. 1877, D. 77-2-96 ; Bourges 28 mai 1879, D. 80-2-111 et S. 80-2-166 ; Orléans 2 mars 1881, D. 82-2-244 ; Bourges 6 juin 1881, D. 82-2-117 et S. 82-2-149 ; Paris 14 fév. 1890, D. 91-2-309 ; Cassation 25 fév. 1890, D. 90-1-412 et S. 93-1-423 ; Paris 16 mars 1892, D. 93-2-541 et S. 94-2-30 ; Dijon 27 mai 1892, D. 93-2-183 et S. 92-2-197 ; Paris 4 juin 1892, D. 92-2-588 ; Orléans 12 janv. 1893, D. 93-2-487 et S. 93-2-267 ; Douai 1er mai 1894, D. 95-2-47 ; Douai 18 mars 1895, D. 95-2-351 ; Lyon 30 mai 1895, D. 96-2-278 ; Nancy 12 nov. 1896, D. 96-2-250 ; Grenoble 2 fév. 1897, D. 98-2-57 ; Cassation Req. du 23 avril 1901, D. 1901-1-360 ; Paris 28 mars 1905, D. 1905-5-36 ; Quimper 15 mars 1905, D. 1905-5-36 ; Seine 23 janv. 1908, D. 1908-5-29 ; Rouen 6 mai 1905, D. 1908-2-246 ; Civ. 2 déc. 1907, D. 1908-1-201 ; Chambéry 17 mars 1908, D. 1909-2-263 et S. 1909-3-309 ; Alger 13 fév. 1908, D. 1909-2-5 ; Caen 19 juin 1907, cf. Rec. des sommaires, 1908, p. 393, n° 2220 ; Auxerre 8 avr. 1908, *Le Droit* du 30 avr. 1908 ; Toulouse 9 juillet 1908, Rec. des sommaires, 1909, p. 648, n° 3516 ; Grenoble 13 juillet 1909, Rec. des sommaires, 1909, n° 2824 ; Lyon 11 mai 1911, Rec. des som., 1911, n° 6496 - *Moniteur judiciaire de Lyon*, 7 juillet 1911.

L'existence du fait est assez facile à démontrer. La naissance de l'enfant peut, du reste, le constituer, ainsi que le veulent la plupart des décisions dont nous donnions les références ci-dessus. Et, en ce qui concerne la *faute*, la Jurisprudence admet volontiers que l'action sera recevable dès que le séducteur se sera servi de manœuvres déloyales ou déshonnêtes pour arriver à ses fins. Ceci, nous l'avons déjà trouvé dans l'Arrêt de Caen de 1862. Mais ce ne sont donc que ces manœuvres qui constituent la *faute* qu'on lui impute et des suites de laquelle on le force à accorder réparation. Ainsi un Arrêt de la Cour d'Amiens du 1^{er} décembre 1881 (17 bis), décide que deux jeunes gens obéissant aux entraînements de leur âge et de leur sexe, ont exercé l'un sur l'autre, une *séduction mutuelle* et se sont livrés volontairement l'un à l'autre ; que leur *faute a été commune*. Nous en rapprochons l'arrêt de la Cour de Caen du 5 juillet 1875 (18), déboutant de son action la femme qui *a abusé de sa supériorité d'âge pour se laisser séduire* (19). Un arrêt de la Cour de Cassation du 23 avril 1901 (20) déclare également qu'il y a séduction mutuelle,

(17 bis) Dalloz 1882-2-117.

(17) Dalloz, 1875-2-231.

(19) Voy. également : Seine, 13 déc. 1899 ; *Gaz. Trib.*, 1900-2-458.

(20) Dalloz, 1901-1-360.

Dans le même sens : Rouen 7 déc. 1825, D. 26-2-87 ; Caen 6 mars 1850, D. 55-3-389 ; Lyon 16 avril 1861, D. 61-3-423 ; Caen 5 juillet 1875, S. 75-2-331 ; Bourges 1^{er} déc. 1881, S. 82-2-156 ; Douai 18 mars 1895, D. 95-2-352 ; Seine 13 juin 1898, *Gaz. Trib.* 1898-, 11, 2, 240 ; Cassation 23 avril 1901, D. 1901-1-360 ; Seine 15 janvier 1903, *Le Droit*, 17 avril 1903 ; Reims 31 juillet 1903, *Gaz. du Pal.*, 1903, 2, 273 ; Epinal, 2 déc. 1905, *Gaz. du Pal.*, 19 fév. 1906 ; Seine 12 janv. 1906, *Gaz. des Trib.*, 8 avril 1906.

quand il y a entraînement réciproque et faute commune », et met, de ce chef, le défendeur hors de cause.

Ces réserves posées, la jurisprudence admet largement les demandes en dommages-intérêts pour cause de séduction sur le fondement de l'article 1382 dans tous les cas de manœuvres dolosives. Et, de même, en cas de séduction par abus d'autorité. Ainsi, si le séducteur a profité de l'influence que lui donnent ses rapports avec la victime ; s'il a abusé du respect ou de la crainte qu'inspirent ses fonctions pour l'amener à se donner à lui, il y a séduction frauduleuse.

Tout ce qui constitue une supériorité physique ou morale de l'homme engage entièrement sa responsabilité, lorsqu'il s'en sert pour amener une femme à se donner à lui (21).

— Un arrêt de la Cour d'Aix du 21 mars 1874 (22) condamne le maître qui a séduit sa servante en la menaçant de renvoi (23).

— Un arrêt de la Cour de Bourges du 21 mai 1879 condamne un individu pour avoir séduit une parente plus jeune.

— Des dommages-intérêts sont accordés par un arrêt de la Cour de Paris du 16 mars 1892 (24) à une jeune fille de 14 ans, séduite et rendue mère par son patron âgé de 58 ans.

— Le fils d'un industriel est condamné parce qu'il a séduit une ouvrière (25).

(21) Bordeaux 14 déc. 1864, S. 65-2-7 ; Lyon 1er déc. 1868, D. 68-2-248 ; Nîmes 18 mars 1901, S. 1902-2-207.

(22) D. 76-2-85.

(23) Arrêts rendus dans des espèces identiques : Aix 21 mars 1874, D. 76-2-85 ; Lyon 12 juillet 1890, D. 91-2-46.

(24) D. 93-2-54.

(25) C. de Dijon, 1^{er} déc. 1868, D. 68-2-248 ; même sens : Paris 14 février 1890, action délictuelle, D. 91-2-309.

— Un arrêt de la Cour de Cassation du 26 juillet 1864 condamne un maire de la commune de l'Est, coupable d'avoir abusé du prestige attaché à ses fonctions pour séduire une de ses administrées.

Dans le même sens, la Jurisprudence estime qu'il y aura manœuvres dolosives au cas de séduction par promesses de mariage. Dès lors il y aura base suffisante à une action en indemnité au profit de la femme si ces promesses ont pour but de l'amener à se donner (26).

L'Arrêt de la Cour de Cassation du 12 novembre 1901 (26 bis) accorde même des dommages-intérêts pour réparation du préjudice moral causé à la femme par l'inexécution des promesses de mariage.

Mais c'est dans la question de preuve du dommage causé à la fille séduite que nous trouvons surtout un effort considérable de la Jurisprudence. A ce sujet, l'Arrêt de la Cour de Paris du 16 mars 1892 (26 ter), nous offre un trait particulièrement piquant : « ...Tenir compte du préjudice matériel c'est rechercher indirectement la paternité... Mais le problème du préjudice moral est absolument indépendant de cette question de paternité... » (27), nous dit cet Arrêt.

Une fois le terrain acquis, l'opinion contraire, jusqu'alors appuyée sur quelques arrêts exceptionnels,

(26) Orléans 2 mars 1881, D 82-2-244 ; Bourges 6 juin 1881, D. 82-2-117 ; Douai 18 mars 1895, D. 95-2-352 ; La Rochelle 8 janv. 1899, Gaz. du Pal. 99-1-447 ; Bordeaux, 1^{er} avr. 1901, Rec. Jud. de Bordeaux 1901-1-28 ; Cassat. 14 avril 1902, Gaz. des Trib., 16 avril 1902 ; Lyon 9 nov. 1904, *Moniteur de Lyon*, 4 janv. 1905 ; Seine 6 fév. 1905, Gaz. du Pal. 1905-1-469.

(26 bis) D. 1902-1-46.

(26) ter) D. 93-2-541.

(27) Cassation 24 avril 1850, D. 55-2-177 ; Nîmes 21 déc. 1875, D. 76-2-206 ; Paris 14 fév. 1890, D. 91-2-309 ; Bourges 7 novembre 1900, Gaz. des Trib. 1901-1-226 ; Rennes 3 juil. 1903, Gaz. Pal. 1903-2-273.

tendait à prévaloir à son tour. Désormais, le préjudice matériel sera pris largement en considération. Et c'est dans un arrêt de la Cour de Montpellier du 10 mai 1851 (28), qu'on trouve, pour la première fois, l'explication de cette interprétation large de l'article 1382 : « que l'intimée demande uniquement à prouver que la grossesse est l'œuvre du sieur S... ; que cette demande a pour but, non pas de constater l'état civil de l'enfant, mais d'obtenir la condamnation du sieur S... à la réparation d'un préjudice qui lui serait imputable... » (29). Cette Jurisprudence ne tarde pas à se généraliser* et on peut dire qu'à la fin elle est unanime à ce sens.

Il nous reste maintenant à relater le lien de cause à effet entre les manœuvres frauduleuses et le préjudice subi par la victime. D'abord, les Tribunaux ont repoussé toute demande de dommages-intérêts lorsque le séducteur était marié et que la victime le savait, parce qu'elle ne pouvait, par suite, raisonnablement espérer qu'il remplirait les promesses de mariage à elle faites (30).

Pour les promesses de mariage, la doctrine (31) et la Jurisprudence se partagent en deux : Certains

(28) D. 55-2-177.

(29) Dans ce sens : Caen 10 juin 1850, D. 55- 2-177 ; Dijon 10 avril 1861, D. 61-5-423 ; Cassation 26 juillet 1864, D. 64-1-397 ; Dijon 27 août 1892, D. 93-2-103 ; Nancy 12 nov. 1896, D. 96-2-520 ; Nîmes 18 mars 1901, Sirey 1902-2-207.

(30) Amiens 1^{er} déc. 1881, D. 82-2-117 ; Paris 23 juin 1883, Gaz. des Trib., 30 juin 1883.

(31) a) Pour la nécessité d'un commencement de preuve par écrit : Laurent, *Droit civil français*, tome II, n° 310 ; Ambroise Colin, *Des fiançailles*, page 191, Paris, 1894.

b) Contre la nécessité d'un commencement de preuve par écrit : Demolombe, *Traité de Droit civil*, tome V, 4^e édition, Paris, 1870.

arrêts exigeaient un commencement de preuve par écrit (32). Une conception inverse estime qu'il s'agit là d'un quasi-délit constitué par la séduction frauduleuse, et, comme tel, peut être prouvé par tous les moyens (33).

Il fallait en arriver au célèbre Arrêt de la Cour Suprême du 2 décembre 1907 (34), pour trancher définitivement la question, mais, encore cette fois, sous un angle nouveau, nous semble-t-il. Cet arrêt allègue effectivement que si le dol peut être prouvé par tous moyens et que si les engagements suivent les règles ordinaires des articles 1341 et suivants, le fait complexe de séduction ne nécessite pas moins un commencement de preuve par écrit préalable à l'audition des témoins : « ...qu'une semblable articulation portait à la fois sur un fait pur et simple et sur un fait juridique, et qu'en raison de cette complexité, elle ne pouvait, vu l'importance du litige, être déclarée recevable, qu'autant qu'il eût existé dans la cause, un commencement de preuve par écrit, ou que la demoiselle B... eût démontré qu'elle s'était trouvée dans l'impossibilité de se procurer un document de cette nature... » (35).

(32) Rennes 11 avril 1866, D. 66-2-184 ; Toulouse 29 mars 1889, *La loi* du 2 août 1889 ; Grenoble 2 février 1897, D. 98-2-57.

(33) Caen 4 février 1895, *Gaz. du Palais*, 1896, 1, n° 9.

(34) Rapporté dans *Dalloz*, 1908-1-201.

(35) Même, sens : Cour de Cassation 10 février 1909, D. 1909-1-157 ; Cf. Civ. 3 déc. 1924, D. P. 1925-1-124 ; Civ. 12 nov. 1929, *Gaz. Pal.* 1929-2-946 ; Cassation Colmar 5 août 1926.

Contra : Nancy 22 déc. 1921, *Gaz. Pal.* 1922-1-367 ; Poitiers 28 mars 1927, *Gaz. Pal.* 1927-2-227, et 29 oct. 1928, D. P. 1929, note de M. Voirin : pas de preuve littéraire, car basé sur art. 1382.

Il nous reste peu de chose à dire en ce qui concerne les éléments du dommage dont la répartition était mise à la charge du séducteur. Elle comprenait, on le sait, les frais d'accouchement et d'entretien de l'enfant. Or, en faire état c'était déclarer judiciairement que l'enfant était issu des œuvres du séducteur, et ce, contrairement au principe du Code Civil. La légalité de cette répartition ayant paru douteuse, certains arrêts n'admettaient pas qu'on pût tenir compte de ces éléments dans le calcul du préjudice (36). Tandis que la plupart des autres plus hardis, calculaient l'indemnité sur l'ensemble des inconvénients qui résultent de la séduction (37).

Néanmoins, tous acceptaient de fixer l'indemnité sous forme de pension.

**

Partant du principe d'application de l'article 1382 en matière de séduction, la lutte contre l'article 340 devenait plus précise et aboutissait à rendre vaine sa prohibition, la Jurisprudence validant les promesses d'entretien de l'enfant, par acte sous seing privé émanant du père. Dans tous les cas, le père protégé par l'interdiction de la recherche de la paternité, n'en avait pas moins l'obligation naturelle de participer à l'entretien de son enfant, de sorte que tout engagement, explicite ou implicite pris par lui en ce sens, était civilement obligatoire, sans aucune con-

(36) Rennes 11 avril 1866, D. 66-2-184 ; Paris 14 fév. 1890, D. 91-2-309 ; Paris 16 mars 1892, D. 93-2-541 et S. 94-2-30.

(37) Dijon 27 mai 1892, D. 93-2-183 et S. 92-2-197 ; Rouen 6 mai 1905, D. 1908-2-246 et S. 1906-2-263 ; Req. 17 juillet 1911, D. 1915-1-52 et S. 1911-1-440. ; Civ. 26 juillet 1864, D. 64-1-347 et S. 65-1-33. — Planiol et Ripert, A. Rouast, *Traité de Droit Civil*, p. 751.

dition de forme, comme fondé sur un devoir moral (38).

Voici, esquissée en deux mots, la genèse de ces atteintes directes au principe même de l'article 340. Après avoir créé un délit civil — celui de séduction frauduleuse — au profit de la fille-mère, la Jurisprudence donnait force de loi à une convention qui devait être regardée comme nulle. La conséquence en est que le séducteur est condamné, même s'il y a eu « faule commune » et que l'action peut être exercée et par la mère et par l'enfant (39).

Les Tribunaux posent en principe qu'il existe une obligation naturelle à la charge de celui qui se croit le père d'un enfant ; cette obligation a pour objet la charge et l'entretien de celui-ci. Or, un tel point de départ reste faible puisque, si le fondement de l'obligation naturelle n'est qu'une croyance en une paternité non établie, il manquera totalement dès que cette croyance disparaîtra. Et on ne peut le remplacer alors que par la propre croyance non avouée des magistrats en cette paternité devenue gênante pour son auteur ! D'autre part, la reconnaissance écrite de cette obligation naturelle la transforme en une obligation civile qui peut servir de base à une condamnation. On trouve, exposé dans un Arrêt de la Cour

(38) Savatier, *loc. cit.*, p. 6.

(39) Bordeaux 5 avril 1847, D. 48-2-97 ; Cass. 27 mai 1860, D. 62-1-208 ; Limoges 22 janv. 1864, D. 64-2-197 ; Aix 23 fév. 1865, Sirey 65-2-28 ; Cass. 15 janv. 1873, D. 73-1-180 ; Nîmes 22 déc. 1875, D. 76-2-206 ; Cass. 3 avril 1881, D. 82-1-251 ; Paris 14 fév. 1890, D. 91-2-309 ; Dijon 27 mai 1892, Sirey 92-2-198 ; Nancy 12 nov. 1896, D. 96-2-520 ; Bord. 13 mars 1900, *Recueil de Bord.* 1900-1-273 ; Reims 31 juillet 1903, *Gaz. du Palais* 1903-2-273.

d'Angers du 11 août 1871 (40), le fondement de cette action. Celui-ci déclare, en substance, que la confirmation écrite d'une obligation naturelle la transforme en obligation civile. Dès lors, aucune forme n'est requise, la Jurisprudence partant de ce principe qu'il ne s'agit ni d'un aveu de paternité, ni d'une reconnaissance de l'enfant naturel, mais simplement d'une obligation pure et simple née de la reconnaissance d'une dette naturelle.

Nous trouvons, dans un Arrêt de la Cour de Bordeaux du 11 mars 1896 (41), des attendus intéressants, quand ils déclarent qu'à défaut d'un engagement écrit formel, émanant du père, la preuve testimoniale ou même par simple présomption, est admise, à condition qu'il existe un commencement de preuve par écrit (42). De même, un Arrêt de la Cour de Lyon du 30 mai 1895 (43), a condamné le père, de ce chef qu'il avait secouru la mère pendant la grossesse, et qu'il avait contribué à l'entretien de l'enfant pendant les premiers mois de la naissance.

— Un arrêt de la Cour d'Aix du 8 avril 1823 (44), condamne le défendeur qui a payé volontairement les mois de nourrice de l'enfant.

— Allant plus loin, un jugement du Tribunal de Saint-Sever du 14 juin 1906 (45), condamne un homme qui a demandé par lettre à sa concubine de lui fixer le chiffre approximatif des dépenses nécessitées par

(40) D. 72-1-180.

(41) V. *Recueil Judic. de Bord.*, 1896, 1, 268.

(42) Voir p. 44 et suiv.

(43) D. 96-2-278.

(44) D. 73-2-139.

(45) Journal « *Le Droit* » du 25 août 1906.

l'entretien de l'enfant (46). Bref, depuis 1862, la Jurisprudence a toujours validé l'écrit émanant du père et contenant un engagement de ce genre.

✱
✱✱

La Jurisprudence a guidé les Travaux préparatoires de la loi nouvelle. En jetant un coup d'œil d'ensemble sur son œuvre, on constate, en fait, qu'au point de vue droit pratique, la prohibition de l'article 340 est perdue de vue et que la recherche de la paternité largement autorisée par les Tribunaux n'aboutira qu'à une obligation alimentaire au profit de la mère et de l'enfant. En l'absence d'une reconnaissance volontaire et authentique, la filiation naturelle paternelle continue à ne produire aucun droit de succession, aucun droit de puissance paternelle.

Par ailleurs, cette étude de la Jurisprudence n'a pas simplement un intérêt rétrospectif, car c'est elle qui a déterminé les cas d'ouverture de la recherche de la paternité de la loi de 1912. Elle fondait sur la paternité naturelle, deux actions fort importantes :

a) Une action délictuelle, au profit de la mère.

b) Une action alimentaire, au profit de l'enfant, lorsque le père présumé avait pris l'engagement de pourvoir à son entretien.

Or, non seulement ces deux actions n'ont pas été supprimées par le nouvel article, mais encore les auteurs de la loi ont affirmé si nettement l'intention de maintenir la jurisprudence antérieure qu'on peut

(46) Quoique, aux yeux de la Cour Suprême, la promesse d'une somme d'argent ne soit pas un fait constitutif de la séduction dolosive. Ainsi décident ses arrêts du 23 Janv. 1887. Sirey 87-1-363, et du 2 Janv. 1897, D. 97-1-126.

dire que celle-ci a, aujourd'hui, reçu une sorte de « consécration législative » (47).

§ 3^e. — TRAVAUX PREPARATOIRES DE LA LOI DE 1912

La Jurisprudence fut l'expression de l'opinion publique, en indiquant que l'heure était venue de réformer une législation surannée et d'épargner aux magistrats l'emploi de subterfuges équitables certes, mais indignes de leur science et de notre pays de logique et de clarté.

Les atténuations apportées par la Jurisprudence n'empêchaient pas les écoles les plus opposées d'attaquer le principe du Code Civil, d'abord à cause de la prime qu'il donnait à l'immoralité du père et ensuite à cause de sa rigueur pour la mère et l'enfant. N'empêche qu'il trouvait toujours des défenseurs, à en juger par ce fait que le projet de réforme qui devait définitivement aboutir à la Loi promulguée le 16 novembre 1912 avait été déposé sur le Bureau du Sénat dès le 8 janvier 1905, par MM. Rivet et Bérenger (48).

(47) Savatier ouv. cité numéro 109, p. 193.

(48) Voici dans leur ordre chronologique les divers projets de Loi qui furent longtemps sans résultat :

17 fév. 1878, Projet au Sénat ; Bérenger, de Belcastel, Foucher de Careil et Schoelcher.

26 mai 1883, à la Chambre ; Projet Gustave Rivet.

16 juin 1890 et 9 juillet 1895 : 2^{ème} et 3^{ème} Projets Rivet.

28 janv. 1895, à la Chambre : Projet A. Groussier, R. Viviani, J. Jaurès, Millerand, Clovis Hugues.

17 juillet 1897, à la Chambre : projet J. Goujon au nom de la Commission chargée d'examiner les projets Rivet et Grous-

Sans entrer dans les détails des travaux préparatoires de cette loi, nous nous contenterons uniquement de relater certains points de vue pris plus tard en considération par la Jurisprudence, ou nécessaires à l'interprétation de la Loi.

A ce titre, nous signalerons le Projet Rivet-Bérenger qui, après avoir prévu les cas de rapt et de viol, de séduction dolosive nécessitant un commencement de preuve par écrit, d'aveu écrit émanant du père prétendu, admet deux sortes d'aveux tacites : celui qui est constitué par la cohabitation notoire du défendeur et de la mère, pendant la période de la conception, et celui qui est constitué par la possession d'état. Le père présumé, dit l'article 3, peut invoquer l'exception d'inconduite.

Le délai de l'action est de un an après l'accouchement, ou de deux ans après la cessation de la cohabitation ou des soins donnés à l'enfant (50). Mais une telle possession d'état était dépourvue d'un de ses éléments traditionnels parce qu'on n'exigeait pas que l'enfant fut reconnu par tout le monde comme issu de son père prétendu. Au cours de la discussion au Sénat, pendant la séance du 11 novembre 1910 (51),

sier ci-dessus. — 7 décembre 1900 : quatrième projet Rivet. — 24 déc. 1900 : Projet Viviani. — 28 janv. 1905 : Projet Rivet-Bérenger, celui-là même qui devait aboutir à la loi de 1912. — 9 mai 1905 : projet Sembat, etc...

Voy. *Journal Officiel* : Année 1878, p. 1649 ; 1883, p. 1419 ; 1895, p. 140, numéro 1197 ; 1897, Annexe numéro 2.524, p. 1.407 ; 1.900, Annexe numéro 2.011, p. 126 ; 1.900, Annexe numéro 2.098 page 269 ; 1905 Annexe numéro 16.

(50) Comparer ceci à la Jurisprudence que nous avons longuement exposée et expliquée p. 43-44 et suiv.

(51) J. O. 1908 Annexe numéro 369. Deux rapports supplémentaires 23 juin et 6 nov. 1910. J. O. 1910 Annexe 322. D. 1912-4-122 page 18 col. 1 et 3.

le nom, encore un autre des trois éléments de la possession d'état disparu (52). Mais on exigea que le père prétendu ait pourvu ou participé à l'entretien et à l'éducation de l'enfant en qualité de père.

L'intérêt des Rapports Guillier nous paraît immense en ce qu'ils contiennent la presque totalité de la doctrine et des arguments invoqués en faveur de la femme délaissée. Pour caractériser la date du viol ou de l'enlèvement, c'est lui qui a proposé d'adopter les limites prescrites par l'article 312. « Nous sommes partisans du maintien de la présomption légale », dit-il.

Nous lisons, d'autre part, le passage suivant dans le Rapport Violette (53) : « Ce qu'il faut retenir du texte, c'est la très large interprétation. Les termes, abus d'autorité, promesse de mariage ou de fiançailles, n'en sont que des commentaires, sous la forme d'une énumération purement indicative... Le fait qu'il ne faut pas oublier, qu'il s'agit d'une femme, c'est-à-dire d'un être particulièrement sensible, impressionnable, exposé aux entreprises de toutes sortes, doit entrer en ligne de compte... ».

Quoiqu'il en soit, on peut remarquer, d'une manière générale, que les déclarations de M. Guillier au Sénat sont pleines de prudence et moins larges que celles de M. Violette à la Chambre. Ainsi, le texte original proposé par MM. Rivet et Béranger n'employait que le mot « cohabitation notoire », et c'est l'amendement Richard, à la Commission Sénatoriale, qui lui substitua le mot « concubinage notoire ». Or, les déclara-

(52) La possession d'état comprend trois éléments (*nomen, tractus fama*).

(53) D. 1912-4-119, col. 1.

tions de M. Guillier au Sénat (54), évoquent nettement le sens du mot concubinage notoire, comme étant synonyme « d'union libre » et non susceptible d'interprétation trop large. Mais la thèse contraire fut fermement soutenue par M. Violette à la Chambre (55), lorsqu'il déclarait : « Il ne faut pas comprendre sous cette rubrique les liaisons, assez fréquentes dans un certain monde, dans lesquelles la maîtresse vit hors du domicile particulier de son amant. ». Par ailleurs, il déclare notamment qu'un homme qui aurait abandonné sa maîtresse aux premières nouvelles de sa grossesse, et plus de 180 jours avant la naissance, pourra cependant être déclaré père de l'enfant, à condition que le juge ait une confirmation de la paternité dans d'autres éléments d'appréciation. Ceci semble refléter la mentalité un peu différente des deux Assemblées. « Il me semble, nous dit M. Savatier (56), que l'interprète ne doit suivre ni l'une ni l'autre de parti-pris, mais adopter, en cas de divergence, les solutions les plus conformes à l'esprit général et à la logique de la Loi. »

Enfin, nous notons particulièrement ici la séance du Sénat du 14 juin 1919 (57), où un membre de phrase exigeant que le viol et l'enlèvement fussent judiciairement constatés, a été rejeté au cours des débats.

(54) D. 1912-4-121.

(55) *Doc. parl.* 1912, chambre numéro 796. D. 1912-4-121, colonne 2.

(56) Savatier : *La Recherche de la Paternité Naturelle*, Paris, Dalloz 1927, loc. cit., p. 9.

(57) J. O. 15 juin 1910 Déb. parl. Sénat p. 1505 D. 1912-4-118, col. 3.

Au fait, la loi ne consacre nullement dans toute sa plénitude le droit de l'enfant à faire la preuve de la paternité naturelle. Ce droit se trouve, au contraire, enfermé dans les limites très précises, et subordonné, quant à sa preuve, à des règles très étroites, tout au moins d'après les travaux préparatoires (58).

(58) Voy. à ce sujet Bonnecasse, loc. cit. numéro 91 p. 173.

PREMIERE PARTIE

**ESPRIT RESTRICTIF
DE LA LOI DE 1912**

CHAPITRE I

CARACTERES GENERAUX DE LA LOI DE 1912

§ 1^{er}. — CARACTERE FACULTATIF DE LA DECLARATION DE PATERNITE

Si l'on se réfère aux travaux préparatoires, l'on voit que la Loi de 1912 ne renverse point d'une façon absolue l'ancien principe de l'interdiction de la recherche de la paternité, ainsi qu'en témoigne ce passage du Rapport de M. Violette à la Chambre des Députés : « Ce n'est pas une abrogation sans réserve de l'article 340 du Code Civil ». La loi se propose d'être prudente. Elle dénombre les hypothèses qui lui paraissent susceptibles d'engendrer une action, et elle les dénombre limitativement. Nous rapprochons ici l'amendement Richard qui exprime l'idée que la recherche de la paternité naturelle restait interdite sauf les exceptions stipulées. L'on sait que cet amendement a été rejeté par le Sénat (1).

(1)D. 1912-4-117. Col. 3.

D'autre part, loin d'admettre la recherche de la paternité naturelle en règle générale, l'article 340 nouveau subordonne toujours la recevabilité de l'action à l'établissement préalable de faits déterminés, qui sont énumérés limitativement sous cinq rubriques par le texte même. Ces faits préétablis rendant recevable la recherche de la paternité, se rattachent, en réalité, à trois idées distinctes : D'abord, sous les numéros 1 et 2 viennent une série de faits impliquant, à la charge du père naturel, une responsabilité moralement aggravée : viol, rapt, séduction dolosive. Puis, sous les numéros 3 et 5 du même article, apparaît l'idée de l'efficacité de l'aveu du père. Enfin, le numéro 4 fait allusion à une troisième idée, celle de la présomption de paternité qui résulte du concubinage notoire, sans oublier que cette présomption est moins forte qu'en cas de mariage (*Pater is est quem nuptiae demonstrant*), puisqu'elle n'aboutit qu'à rendre la recherche de paternité simplement recevable.

Au surplus, la déclaration de la paternité naturelle présente un caractère essentiellement facultatif pour les juges : l'article 1^{er} le dit sans équivoque, lorsqu'il termine par ces mots : « La paternité hors mariage *peut* être judiciairement déclarée ». Il en résulte cette conséquence, admise unanimement par les auteurs, que, lorsque la recherche de la paternité naturelle est recevable, l'existence d'un cas d'ouverture étant établi, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'elle soit fondée : le juge peut encore, d'après les débats, suivre sa conviction personnelle et ne pas prononcer un jugement déclarant la paternité du défendeur. Tandis qu'il y a des causes péremptoires de divorce, il n'y a pas de causes péremptoires de déclaration de pater-

nité naturelle : ici le pouvoir d'appréciation du Tribunal est toujours entier.

§ 2^e. — CARACTERE LIMITATIF DES CAS OU LA PATERNITE PEUT ETRE DECLAREE

Au moment du vote de la loi, les réformateurs ont dû, pour désarmer les défiances qui s'étaient jusqu'alors opposées à toute modification de l'article 340, faire preuve de prudence, et tenir largement compte de la part de vérité qui s'attachait aux objections adverses. Un simple rapprochement des articles 340 et 341 nous le montre, alors que la recherche de la maternité est admise sans réserve si la preuve exigée est fournie. Au contraire, le législateur subordonne la recevabilité de l'action en recherche de paternité à l'établissement préalable de faits déterminés. D'autre part, par crainte de chantage, de scandale et d'abus, les auteurs de la loi de 1912 ont interdit la reproduction des débats judiciaires. La mesure prise à cet égard est contenue dans l'article 2^e qui complète l'article 39 § 1 de la loi du 29 juillet 1881. Mais la prudence du législateur se traduit encore par les limites entre lesquels la loi restreint l'action : elle n'ouvre celle-ci qu'à l'enfant seul, tout en la cantonnant dans un délai assez bref, qu'elle soit d'ailleurs exercée par l'enfant lui-même ou, s'il est mineur, par ses représentants. Enfin et surtout nous verrons que la loi s'efforce d'arrêter toute action de mauvaise foi, en créant un délit nouveau destiné à être incorporé à l'article 400 du Code Pénal, délit dont nous nous efforcerons de déterminer plus loin la nature exacte : son intérêt reste remarquable, car les peines prévues sont

prononcées par le Tribunal Civil qui rejette la demande : ce qui constitue une dérogation au principe général de notre organisation judiciaire.

Le législateur ne s'en tient pas là : par un redoublement de précaution, il prévoit encore plusieurs fins de non recevoir qui paralysent d'emblée l'action en recherche de la paternité naturelle. Ces « fins de non recevoir » forment une barrière qui s'impose au juge et que celui-ci ne pourra franchir lorsque sa conviction personnelle l'inclinerait à déclarer la paternité ; on évite ainsi certains jugements vraisemblablement entachés d'erreur, et, en tout cas, scandaleux (2). Elles sont d'ordre public, puisqu'elles s'appuient sur le péril entraîné, pour la société, par l'abus de recherches de paternité et que, d'ailleurs, l'état des personnes ne peut être l'objet d'aucune renonciation ni d'aucune transaction.

D'autre part, la fin de non-recevoir, opposée *in limine litis* par le défendeur, a l'avantage de couper court immédiatement au procès, et, par suite, d'empêcher une enquête qui pourrait révéler inutilement les désordres de sa conduite.

Toutefois aucune des fins de non-recevoir qui interdisent la recherche de paternité ne s'oppose aux actions en indemnités fondées soit sur le délit du père, soit sur ses obligations naturelles. Or, ces actions en indemnité posant en fait la question de paternité ne sont, au point de vue scandale, ni plus ni moins redoutables que l'action d'état.

Si, normalement, une fin de non-recevoir est opposée *in limine litis* (3), rien n'empêche de l'opposer également en tout état de cause, le tribunal doit ar-

(2) Rouast-loc. cit. p. 772-numéro 909.

(3) Dijon 29 déc. 1913. Gaz. Trib. 1914-1-51.

rêter toute enquête en cours s'il la reconnaît exacte. Le juge peut suppléer d'office quand une fin de non recevoir existe et n'est pas opposée par le défendeur.

Le juge saisi d'une action en recherche de paternité doit successivement examiner 3 ordres de questions :

1. Si l'affaire peut être arrêtée d'emblée par une fin de non recevoir ;

2. Les fins de non recevoir ayant été repoussées, le juge a encore à examiner si le demandeur peut employer au moins un des adminicules énumérés par l'Art. 340 et rendant recevable l'action.

3. Alors seulement, après avoir constaté la recevabilité de l'action, il a à se faire une conviction sur la réalité de la paternité et à statuer sur le fond.

Enfin le rejet des fins de non recevoir ne préjuge en rien du sort de l'action.

L'Art. 340 indique trois fins de non recevoir : 1. Inconduite notoire de la mère ; 2. Commerce avec un autre individu ; 3. Impossibilité physique de cohabiter.

Mais en réalité, il en existe d'autres qui sont signalées par tous les auteurs. En premier lieu viennent sans conteste les Art. 335 et 342, qui interdisent la preuve de la filiation adultérine ou incestueuse. Ensuite le paragraphe 5 de l'Art. 340 qui déclare que l'action n'appartient qu'à l'enfant et qui s'oppose ainsi à ce que l'action soit recevable après sa mort, constitue également une fin de non recevoir.

Mais, d'autre part, partant du principe qu'un individu ne peut avoir deux pères, l'existence d'une autre paternité déjà reconnue, volontairement ou judiciairement, est encore une fin de non recevoir contre l'action. Il n'est pas jusqu'à l'expiration des délais

prévus par l'article 340, qui ne constitue une véritable fin de non recevoir. Enfin, parfois le demandeur se trouve dans l'impossibilité d'établir sa filiation paternelle, s'il n'a précédemment fait reconnaître sa filiation maternelle et, pareille fin de non-recevoir reste aussi efficace, on le conçoit, que toutes autres (4).

Ces réserves formulés, les Tribunaux ne peuvent accueillir des fins de non recevoir non prévues par la loi. « Aucune autre fin de non recevoir ne pourrait être admise sans texte spécial. Les dispositions qui les établissent sont en effet des dispositions à interpréter limitativement » (5).

Quant à la charge de la preuve, il appartient au père présumé, défendeur à l'action, de faire la preuve de la fin de non recevoir qu'il invoque pour faire échouer la demande. Celui-ci est libre de faire appel à des témoignages ou à des indices, la loi n'ayant fixé aucune règle relativement aux preuves qui peuvent être produites.

Avant de terminer l'exposé des caractères généraux de la loi du 12 novembre 1912, il convient d'examiner l'autorité du jugement rendu sur une recherche de

(4) Consulter notamment : Savatier, p. 99 et suiv. ; Rouast, p. 777 numéro 913.

(5) Les auteurs ne sont pas unanimes à déclarer qu'il y a impossibilité d'agir avant la naissance de l'enfant. « L'action ne peut être prématurément intentée qu'au cas d'aveu ou de séduction, et encore faut-il que le père n'oppose pas une fin de non recevoir, car toutes les fins de non recevoir sont basées sur l'époque de la conception » (Planiol, Ripert, Rouast, numéro 928, loc. cit.).

« Pourtant la loi ne consent pas à écarter les raisons d'ordre public qui combattent la recherche de la paternité en faveur d'un enfant simplement conçu, et qui peut ne pas naître viable. Ce serait risquer un scandale inutile ». (Savatier, loc. cit, p. 155).

paternité naturelle. La solution qui nous paraît la plus logique mais qui, malheureusement n'a pas prévalu, fut donné par un arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier du 24 mai 1922. Cet arrêt affirmait que le jugement déclarant la paternité naturelle avait une autorité absolue. M. Savatier est en faveur de cette solution, car une pareille thèse lui paraît conciliable avec l'indivisibilité générale de l'état des personnes. Tel n'est pourtant pas l'avis de la majorité de la doctrine ni celui de la Cour Suprême (6).

L'arrêt de la Chambre des Requêtes du 8 juin 1931 (7) affirme à nouveau, que le jugement reconnaissant la paternité naturelle d'un individu a simplement une autorité relative.

(6) Ch. Civ. 23 avril 1925 cassant l'arrêt de Montpellier ci-dessus. D. 25-1-201 avec une note critique de M. Savatier.

(7) S. 1931-1-367.



CHAPITRE II

PRECAUTIONS CONTRE LES DEMANDES DE MAUVAISE FOI : SANCTIONS PENALES EN CAS DE REJET. == INTERDICTION DE REPRODUIRE LES DEBATS

Si la demande est rejetée, le demandeur est d'abord, il va de soi, condamné aux dépens, sans préjudice de dommages-intérêts au cas de demande abusive. Il n'est pas indispensable, dans cette dernière éventualité, que la femme soit de mauvaise foi ; il suffit qu'elle ait agi avec une légèreté certaine. Mais, dans le cas de mauvaise foi du demandeur, cette sanction n'a pas paru suffisante aux auteurs de la loi de 1912. Le législateur crée un délit nouveau (article 3), incorporé à l'article 400 du Code Pénal (2), et qui consiste dans le

(2) Les peines sont un emprisonnement d'un à cinq ans et une amende de 50 francs à 3.000 francs. La loi du 16 nov. 1912 y ajoute la possibilité de prononcer l'interdiction de séjour pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus dans un rayon déterminé (Art. 400 C. Pén. complété par la Loi du 16 Nov. 1912 article 3.

fait d'introduire et de soutenir la demande de mauvaise foi. Par une dérogation remarquable aux principes de notre organisation judiciaire, les peines prévues sont prononcées par le Tribunal Civil qui rejette la demande. L'appel doit être interjeté suivant les règles habituelles du Code de Procédure.

Pour déterminer la nature exacte de ce nouveau délit, il y a intérêt à décèler l'idée directrice latente qui a poussé le législateur. Il créait une nouvelle action qu'il jugeait susceptible d'entraîner des abus. C'est donc dans le fait même de l'introduction de la demande, quand elle est faite de mauvaise foi, que le législateur voit un délit, et ce, abstraction faite des motifs qui ont inspiré cette demande. C'est « *un délit de lèse-état civil*. » (3). Il se rapproche au fond, plus de l'usurpation d'état civil, de l'outrage à magistrat, de la diffamation et surtout de l'escroquerie que du chantage.

Selon MM. Colin et Capitant, le nouveau paragraphe de l'article 400 du Code Pénal concernant le demandeur de mauvaise foi s'applique uniquement au cas où l'enfant lui-même intente l'action dans l'année de sa majorité. M. Lhospied (4), soutient le contraire, en faisant valoir qu'il s'agit ici d'une matière *exceptionnelle* où *les principes de droit ont dû se modeler sur la réalité des faits*.

Au fait, ce texte a été rarement appliqué jusqu'ici (5). La réalisation de ce délit exige que la mauvaise

(3) Fatoux, loc. cit., p. 25.

(4) Nous notons toutefois un cas : Tribunal de Bourg 5 juillet 1922. Cf. « *La Loi* » du 9 Août 1922.

(5) Thèse de Paris 1914 - *Etude sur la recherche de la paternité en Droit comparé* p. 654.

foi du demandeur soit démontrée (6). Il faut prouver chez la femme la certitude que le défendeur ne pouvait être le père (7), l'absence complète de relations sexuelles, fait négatif à peu près impossible à établir.

Pour l'application de la peine correctionnelle, certains auteurs disent que la peine pourra être prononcée d'office et a fortiori, le défendeur aurait la faculté d'en demander l'application. Il est impossible d'adopter telle thèse (8). On a douté même du droit du défendeur de solliciter l'application de la peine au demandeur.

C'est au Ministère public qu'il appartient de requérir les peines prévues. Le Parquet doit ordonner la comparution de la partie incriminée ; la peine ne peut être prononcée que par le jugement même qui rejette la demande, et si l'action du demandeur est jugée abusive et de mauvaise foi, il encourra la condamnation aux peines portées au § 2 de l'article 400 C. P., complété à ces fins par l'article 3 de la loi de 1912.

Il est évident que le tribunal n'est pas astreint à prononcer la condamnation requise et qu'il jouit de la plénitude de son pouvoir d'appréciation (9).

(6) Voy. Trib. de Grasse 26 juillet 1913, Gaz. T. 13-2-481. — Trib. Sens 13 nov. 1913 - G. Trib. 14-2-172. — Tr. Poitiers 3 nov. 1915 « *La Loi* » 23 mars 1916.

(7) Trib. Poitiers 3 nov. 1915 cité.

(8) Cf. Planiol, Ripert Rouast p. 789 numéro 931. Chevalier p. 154. A. Colin et Capitant quatrième édition p. 329. Bartin sous Aubry et Rau IX, p. 286. Circulaire minist. du 7 déc. 1912.

(9) Perruchot : *Résultats de la Loi de 1912*. Thèse Paris 1931.

A ces sanctions pénales possibles, la loi du 12 novembre 1912 ajoute l'interdiction de reproduire les débats, l'article 2 édicte : « L'article 39 § 1^{er} de la loi du 29 juillet 1881 (10) est complété par les mots : « Il est interdit de rendre compte..., ainsi que des débats de procès en déclaration de paternité. » L'intention du législateur est, ici, de sauvegarder l'honneur des familles, en même temps que de décevoir les amateurs de scandale, pour qui le compte rendu sensationnel d'un procès de nature épineuse est une aubaine. Ainsi l'aventurière qui aura compté sur la presse pour se tailler un joli succès de scandale et se faire une réclame de son inconduite dans le monde où elle opère, saura que le jugement seul sera rendu public au moyen d'un bref communiqué (11). La peine prévue est de 100 francs à 2.000 francs d'amende. Toutefois, l'interdiction de publier le jugement ne saurait être étendue sans texte aux actions alimentaires ou en indemnités fondées sur une paternité naturelle (12). Néanmoins, elle atteindrait ces actions si celles-ci étaient jointes à une action en recherche de paternité dans la même instance.

(10) Loi du 29 juillet 1881, art 39, 1^{er} : « Il est interdit de rendre compte des procès en diffamation où la preuve n'est pas admise... »

(11) Voir à ce sujet Rapport Violette.

(12) Savatier p. 138. numéro 81.

CHAPITRE III

ATTRIBUTION EXCLUSIVE DE L'ACTION A L'ENFANT. — DELAI D'EXERCICE A PEINE DE DECHEANCE

Le législateur de 1912 a voulu assurer à l'enfant naturel un nom et des droits successoraux. Aussi spécifie-t-il : « *L'action n'appartient qu'à l'enfant.* Pendant la minorité de l'enfant, la mère, même mineure, a seule qualité pour l'intenter. » On ne saurait être plus précis pour exclure les créanciers et les héritiers : Il s'agit, en effet, ici, avant tout, d'une question d'état. Ce qui, du reste, n'empêchera pas la mère d'intenter l'action de droit commun basée sur l'article 1382. Elle peut obtenir personnellement une indemnité pour le préjudice moral résultant de la séduction et de l'abandon, pour le préjudice matériel représenté par les frais d'accouchement et d'entretien de l'enfant (1). De cette façon, et sans confusion aucune, les

(1) Se reporter notamment à ce que nous avons dit au chap. 2, § 2.

doubles droits de la mère et de l'enfant seront parfaitement sauvegardés.

S'il est logique d'admettre que l'action en recherche, action d'état, commencée par l'enfant, soit refusée à ses héritiers après son décès, on peut également affirmer que l'enfant ne peut y renoncer à l'avance ; il ne peut ni transiger, ni compromettre à ce sujet (2). De même, si on réfléchit que les actions relatives à l'état des personnes intéressent *l'ordre public*, on peut dire que l'enfant ne pourra pas, non plus, se désister au cours des débats.

Selon l'alinéa 6, un tuteur pourra être nommé par le Tribunal de Première instance, faisant fonction de conseil de famille, si la mère n'est pas dans les conditions requises pour intenter l'action. Mais le droit exclusif accordé à la mère pendant la minorité de l'enfant n'est pas sans inconvénients pour celui-ci. Elle peut s'abstenir d'exercer l'action, et nul ne peut se substituer à elle. Elle pourra se laisser tenter par l'offre d'une grosse somme et, en n'exerçant pas l'action, priver l'enfant de son droit à un état civil et à une existence régulière (3). D'autant mieux que l'action peut être dirigée non seulement contre le *père présumé*, même âgé de moins de 18 ans (4), mais aussi contre ses héritiers ou successeurs (5). M. Rouast estime même qu'on devrait décider que la renonciation des héritiers proches à la succession du père décé-

(2) C. Procéd. Civ. art. 1004.

(3) Le Contre-projet Louis Martin du 10 Nov. 1910, proposait, dans tous les cas, la nomination par le Tribunal d'un « tuteur *ad hoc* » (cf. Baudin p. 145).

(4) La loi est muette à ce sujet mais nous raisonnons par analogie avec la reconnaissance volontaire. Baudin, th. cit., p. 145. Cf. Demolombe, tome V, p. 441.

dé, notamment s'ils sont des descendants ou des ascendants, n'empêche pas de les poursuivre, parce que leur renonciation n'a pas pour effet de rompre le lien de famille (6).

Normalement, l'état des personnes est *imprescriptible*, mais les auteurs de la loi du 16 novembre 1912, faisant leurs les deux arguments essentiels des adversaires de la recherche de la paternité, à savoir : l'incertitude et le scandale, ont fixé à deux ans le délai dans lequel l'action doit être intentée. Le point de départ de ce délai est le jour de l'accouchement, ou le jour de la cessation soit du concubinage notoire, soit de la participation du père prétendu à l'entretien et à l'éducation de l'enfant. La déchéance résultant de l'expiration des délais est d'ordre public (7). Des auteurs et quelques arrêts voulaient voir là une prescription (8), et non un délai préfix à peine de déchéance. Mais la Cour Suprême et la plupart des auteurs ont fait prévaloir cette seconde notion.

La question repose, du reste, sur une distinction d'école passablement artificielle, car l'intention indubitable des auteurs de la loi a été d'imposer à la

(6) Voy. en ce sens, Planiol, Ripert et Rouast p. 781, numéro 921 Cf. Trib. Lyon 5 juin 1913, gaz. Pal. 1913-2-299 ; Tr. Havre 18 décembre 1913, Gaz. Trib. 1914-2-131 ; Trib. Senlis 3 mai 1916, D. 1920-2-96, Tr. Nice 7 déc. 1921, Gaz. Pal. 1922-1-459 ; Tr. Seine 24 Déc. 1921. D. 1922-2-136.

(7) Cf. En ce sens Lyon 30 juin 1921 Gaz. Pal. 4 janvier 1921-2-367 ; Trib. Nantes 26 juillet 1922, gaz. Pal. 4 janv. 1923 Bordeaux 29 mai 1924, Gaz. trib. 1925-2-182.

(8) Contra : Tr. Seine 27 avril 1920, gaz. Pal. 1920-2-396. Savatier loc. cit. p. 142 - numéro 83.

(9) Wahl numéro 84 et S. Bartin p. 284 note 35. Lavollée p. 138 ; Bruin numéro 80 bis auteurs cités par Planiol et Ripert numéro 929 p. 786. — Nancy 8 décemb. 1920. D. 1921-2-83 cf. même auteur.

volonté même contraire des parties, une règle qu'ils estimaient commandée par les nécessités sociales.

Signalons seulement que la déchéance encourue par la mère est inopposable à l'enfant, qui jouit, à sa majorité, d'un autre délai de un an pour intenter l'action (10). Mais l'interruption du cours du délai, résultant de l'action en justice, n'a pas pour effet de faire courir un nouveau délai égal au précédent, encore moins un délai de trente ans. En ce sens, il est exact de dire que les délais de l'article 340 ne connaissent aucune interruption de prescription (11). Enfin l'action s'éteint par la mort de l'enfant (12), en sorte que ses héritiers ne sauraient non plus poursuivre valablement l'action qu'il aurait intentée de son vivant (13).

(10) Les Moratoires créés par le Décret du 10 août 1914 suspendant le cours des prescriptions se sont appliqués aux délais imposés à la recherche de la paternité naturelle. Voy. à ce sujet : Poitiers 18 mai, G. P. 1925-2-263.

Req. du 15 mars 1926, G. P. 16 avril 1926.

Voy. notamment à ce sujet : Civ. 7 mai 1923, D. 1923-1-57, note Sarrut, et Sirey 1924-1-139, note Huguenney ; Tr. Seine 16 déc. 1913, Gaz. Trib. 24 fév. 1914 ; Trib. Béziers 22 juin 1922, Gaz. Trib. 11 oct. 1922 ; Poitiers 18 mars 1925, Gaz. Palais 26 juin 1925 ; — Planiol, Ripert et Rouast, p. 789, n° 129 ; A. Colin et Capitant, I, pp. 339, 340 ; Savatier, p. 142, n° 83.

(11) Savatier, p. 149, n° 186. Cf. Seine 16 déc. 1913, G. T. 14-2-128 ; 13 janv. 1914, G. T. 14-2-167 ; 20 mars 1914, G. T. 14-2-360.

(12) Trib. Rouen, 28 janv. 1924, *La loi*, 30 juillet, note Lévy ; Tr. Valence 21 juillet 1925, G. P., 25-2-570.

Planiol, Ripert, Rouast, Savatier, etc.

(13) Rouast, ouv. cit. n° 916, p. 778. Cfr. Vienne 6 mars 1924, G. P. 24-1-716.

« On ne comprend pas que l'Arrêt de la Cour d'Alger du 29 octobre 1924 (14), ait admis la mère à continuer l'action après la mort de l'enfant » (15).

Il nous reste à envisager deux hypothèses non prévues par la loi. Le premier cas est celui où l'enfant est un mineur émancipé. Les auteurs décident ici, en général, que le droit d'agir reste à la mère, nonobstant l'émancipation (16). Cette solution est contraire au principe général, d'après lequel le mineur émancipé n'est plus représenté par personne pour toutes les actions qui lui appartiennent. D'autre part, la mère, étant simple tutrice, son droit cesse naturellement avec la fin de la tutelle par l'émancipation. Le mineur émancipé ne pouvant exercer une action d'état sans l'assistance de son curateur (17), la même règle doit être suivie ici, faute de texte qui permette de décider le contraire, et, en bonne logique, l'assistance du mineur émancipé devrait être réservée à la mère.

Le deuxième cas est celui d'interdiction de l'enfant après sa majorité. Fréquemment, il arrive que le représentant de l'enfant ne soit autre que sa mère ou que le tuteur qui gérât déjà les intérêts de l'enfant mineur. Il semble impossible que l'interdiction ou l'interdiction fasse perdre à l'enfant le bénéfice du délai de l'année qui suit sa majorité (18). On décidera que l'enfant peut agir pendant les intervalles lucides, si l'on admet qu'il peut exercer pendant ces périodes ses droits extra-patrimoniaux (19).

(14) Cf. Dalloz, 1925-2-91.

(15) Rouast, loc. cit., p. 779, note 1. Cf. Req. 18 mars 1925, D. H. 1925, p. 290.

(16) Wahl, n° 74 ; Bartin, op. cit., p. 283, n° 22.

(17) Voy. notamment Tr. Bagnères-de-Bigorre 16 mars 1917, Gaz. Pal. 6 juin 1917.

(18) Savatier, p. 159, n° 93.

(19) Planiol, Ripert, Rouast, n° 919, p. 781.

CHAPITRE IV

FINS DE NON RECEVOIR OPPOSABLES A L'ACTION

Venons-en maintenant aux fins de non recevoir proprement dites expressément prévues par le texte :

- 1° Inconduite notoire de la mère ;
- 2° Commerce avec un autre individu ;
- 3° Impossibilité physique de cohabiter.

1° Inconduite notoire de la mère.

A priori, ces dispositions de la loi paraissent suffisamment explicites pour qu'on n'ait pas besoin d'y insister. Il n'en est pourtant pas ainsi dans la réalité des faits.

D'abord, pour ce qui est de la période légale de conception, on sait qu'aux termes de l'article 312, elle est comprise entre le 300^e et 180^e jour avant la naissance (1) : C'est à cette définition que le législateur

(1) Ce qui n'était pas la règle posée par notre ancien Droit : voy. part. prélim., chap. I.

de 1912 a entendu se référer, cela résulte sans aucun doute, des travaux préparatoires.

Il en résulte que, durant ce laps de temps, la mère de l'enfant ne doit pas avoir été d'une inconduite notoire, à peine de voir repousser la demande. Mais qu'est-ce qu'une inconduite notoire ? Il ne saurait s'agir ici d'une infidélité démontrée. La formule légale vise les cas où aucune infidélité précise, déterminée, ne pourrait être établie à la charge de la mère, mais où sa réputation et son genre de vie donneraient tout lieu de penser qu'elle n'avait pu être fidèle au père prétendu. Les travaux préparatoires de la Loi de 1912 nous indiquent que cette fin de non recevoir ne fait aucunement double emploi avec l'infidélité démontrée (2). Ainsi donc, il appartient au défendeur d'apporter la preuve de l'inconduite de la femme, c'est-à-dire le fait pour elle de se donner à tout venant, soit par vénalité, soit par vice, à un moment quelconque de la conception (3), « *inconduite notoire, connue d'un certain monde où ces sortes de femmes sont détaillées, cataloguées et appréciées, comme des chevaux de course ou des objets de luxe* » (4). La

(2) M. de Lamarzelle, lors de la discussion au Sénat, le 25 janvier 1910, a dit « *qu'il importait de déclarer expressément que l'exercice de l'action serait toujours refusé à la prostituée* ». M. Guillier, rapporteur, intervint en disant « *qu'il est utile que l'inconduite soit nommée à côté du commerce avec un autre individu, parce qu'il est à peu près impossible d'apporter la preuve des relations de la fille publique avec tel ou tel de ses amants* ». J. O. 11 N., p. 1735 ; Dall. 2-123, col. 1 et 2.

(3) Savatier, loc. cit., pp. 103 et 104, « pour ne pas désespérer du relèvement moral des prostituées, le législateur n'a voulu tenir compte de l'inconduite notoire que si elle coïncide avec la période légale de la conception. Postérieure ou antérieure, elle ne rendrait pas l'action irrecevable ».

(4) Baudin, p. 130, loc. cit.

preuve de l'inconduite notoire est libre, nous dit M. Savatier, plus difficile que celle d'un fait déterminé d'infidélité, en ce sens qu'elle requiert la preuve du caractère *public* de la mauvaise conduite ; néanmoins plus facile, en ce sens qu'elle exige moins de précision. On pourrait faire état des propos et de la tenue de la femme (inconduite), ainsi que de la réputation générale qu'elle possède (notoriété). Quoiqu'il en soit, « cette réputation seule ne saurait suffire, si elle ne s'appuie sur des faits appréciés par le Tribunal » (5).

2° *En ce qui concerne le commerce avec un autre individu* : Le fait constituant cette fin de non recevoir doit se rapporter à la même période prévue par l'article 312. Il suffira *qu'à une époque quelconque* de cette période la femme ait eu des relations intimes avec un autre que le père prétendu pour que l'action doive être rejetée d'emblée, le fait envisagé ne se rapportant pas au fond, mais à la recevabilité de l'action (6). Mettre en concours les divers individus qui ont eu des relations avec la mère, pendant la période légale, pour déterminer quel est, parmi eux, le père vraisemblable, c'est le fond de la recherche que la loi a voulu éviter par crainte de scandale, d'où la fin de non recevoir dont il s'agit. Pour qu'elle puisse jouer, conformément à l'intention du législateur, il

(5) Cf. Tr. du Havre 9 février 1924, G. T. 1^{er} octobre 1924.

(6) Savatier, citant Wahl n° 61, Brun n° 63, Lavollée n° 127, Chevalier n° 87.

En sens contraire : Voy. Rouast, n° 911, p^e 775, loc. cit. : « *Mais un rapport isolé, ou même des relations limitées à une époque de la période légale, ne seraient pas suffisantes pour constituer la fin de non recevoir prévue* ».

faut qu'elle arrête net l'action, sans aucune appréciation du juge sur sa portée de fait (7).

Il s'agit donc, ici, d'une infidélité passagère de la femme, qui s'oppose nettement à l'inconduite notoire.

Ceci dit, il appartient au père prétendu d'établir le fait matériel des relations, l'identité du ou des hommes avec qui elles ont eu lieu, et, enfin, leur coïncidence avec l'époque de la conception. Les auteurs commentent les inconvénients de ces dispositions, faux témoignages possibles, abus du principe « *plurium* »... (8).

3° *Impossibilité physique de cohabiter :*

La majorité des auteurs remarquent l'analogie de cette fin de non recevoir avec l'article 312 concernant le désaveu en matière de filiation légitime (9), et, par là, conformément aux règles dégagées par la Jurisprudence pour l'application de l'article 312, concluent que l'allégation de *l'impuissance naturelle*, ou de l'impuberté doit être rejetée pour éviter tout scandale possible (10). Mais, par contre, il faudrait assimiler à

(7) Savatier, p. 102.

En sens contraire : Baudin, Th. citée., loc. cit., p. 131.

« La femme pourra répondre en produisant des témoins qui attesteront que le deuxième amant était dans l'impossibilité d'être le père de l'enfant. Evidemment cette faculté laissée au demandeur risque de prolonger les débats déjà scandaleux par eux-mêmes... Néanmoins, cette faculté laissée au demandeur *étant de droit commun*, on ne peut songer à la lui retirer en l'absence d'un texte formel.

(8) Voy. supra, art. prélim., chap. 2.

(9) *Contra :* H. Lavollée, p. 130.

Voy. en ce sens : Req. 29 nov. 1921, D. 21-1-251, et Trib. de Dijon 29 juin 1925, G. P. 25-2-533.

(10) Cf. Colin et Capitant, p. 303 ; Duchesne, p. 163 ; Rouast, n° 912, p. 775 ; Savatier, n° 62, p. 106 ; Chevalier, th., p. 90 ; Baudin, th., p. 130 ; Wahl, n° 65-66.

l'impuissance accidentelle, celle qui dériverait d'une maladie.

La même similitude des textes entraîne également l'exigence d'une preuve de l'impossibilité pour le prétendu père d'être l'auteur de l'enfant, pendant toute la période légale prévue par l'article 312.

En ce qui concerne l'éloignement, plusieurs hypothèses sont possibles, détention, emprisonnement, internement dans un asile, résidence à l'étranger, où aucune difficulté ne se pose, puisqu'il suffit au défendeur à l'action de prouver l'éloignement. Mais où la question devient délicate, c'est quand il s'agit d'une petite distance rendant possible l'entrevue de l'homme et de la femme, pendant toute la période légale du 300^e au 180^e jour avant la naissance. La solution est la suivante : l'impossibilité de cohabitation ne constitue une fin de non recevoir qu'autant qu'elle a duré pendant toute la période légale de la conception, autrement la question de filiation paternelle nécessite un examen du fond, et il ne s'agit plus d'irrecevabilité (11).

Avant de clore ce paragraphe, il nous faut parler, en deux mots, de l'adultérinité et de l'inceste. Pour ce dernier, il faut s'en tenir aux limites fixées par les articles 161, 162 et 163 du Code Civil, sauf extension de la fin de non recevoir, même aux cas, visés par l'article 164, où certaines prohibitions au mariage pour cause de parenté peuvent être levées au moyen d'une dispense accordée par le gouvernement.

(11) Savatier, p. 106.

Même sens : Rouast, n° 912, p. 777, loc. cit. : « Le juge reste toujours libre après avoir rejeté la fin de non recevoir, de ne pas déclarer la paternité, s'il estime que cette absence jette un doute sur celle-ci »,

Quant à la fin de non recevoir pour adultérinité, elle reste pleinement admise si le père recherché a été marié pendant toute la période légale de la conception, à savoir, mariage antérieur de plus de 300 jours à la naissance, sans s'être dissous plus de 180 jours avant la naissance (12). « La loi française ne présume pas l'adultère, mais, bien au contraire, elle présume son absence » (13). La paternité d'un homme ne peut être judiciairement déclarée lorsqu'il se trouvait, à l'époque de la conception, marié avec une autre femme que la mère régulièrement reconnue. (Notons que celle-ci peut exercer l'action en indemnité). Dans le même sens, lorsque la mère était mariée à l'époque de la conception de l'enfant et que le mari a désavoué cet enfant, le complice de l'adultère ne saurait être recherché.



L'exposé des précautions accumulées par la loi de 1912 : caractère facultatif de la déclaration de paternité, preuves précises auxquelles le juge devra subordonner la recevabilité de l'action, peines contre le demandeur téméraire, délais très courts pendant lesquels la demande est possible..., nous a permis de dégager l'esprit restrictif de la réforme.

Cependant, par une contradiction intime analogue à celle qu'a révélée la loi de 1884 sur le divorce, la loi de 1912 contenait en elle-même les germes d'une évolution ultérieure dans le sens de l'admission plus large de la recherche de la paternité naturelle.

Si, en effet, le nouvel article 340 limite les cas dans

(12) Cf. Rennes 19 nov. 1919, motifs, D. 20-2-89.

(13) Savatier, p. 110.

lesquels l'action est ouverte, on a pu dire que « ces prétendus cas exceptionnels renferment, en fait, la grande majorité des hypothèses dans lesquelles une recherche de paternité pourrait être entreprise sous un régime d'absolue liberté » (14). Et alors, « qu'importe que le législateur n'ait autorisé la recherche que dans cinq cas déterminés, si certains de ces cas sont susceptibles d'applications indéfiniment extensibles ? » (15).

C'est cette évolution ultérieure qu'il nous faut maintenant examiner en précisant la position de la doctrine et de la jurisprudence récentes dans chacun des cas visés par la loi : enlèvement et viol, séduction, aveu écrit non équivoque, concubinage notoire, entretien et éducation de l'enfant.

(14) Rouast, op. cit., n° 890, p. 753.

(15) Bonnecase, *Traité de Droit civil*, tome I, suppl. n° 153, p. 276.

DEUXIEME PARTIE

**POSITION EXTENSIVE
DE LA JURISPRUDENCE
ET DE LA DOCTRINE
DANS L'INTERPRETATION DES CAS
OU LA RECHERCHE
DE LA PATERNITE EST AUTORISEE**

CHAPITRE PREMIER

ENLEVEMENT ET VIOL

§ 1^{er}. — DEFINITION

L'article 340 nous dit que la recherche de la paternité naturelle est admise en cas de viol ou enlèvement. Or, le mot « viol » ne figurait point dans l'ancien article 340. Nous avons expliqué ce que pensaient les auteurs du mot « *enlèvement* », qui était alors, le seul cas dans lequel la recherche était permise (1) ; les partisans de l'extension y assimilaient le « viol » qui, à leurs yeux, n'est qu'un enlèvement de plus courte durée, et la Jurisprudence exigeait, pour qu'il y ait enlèvement, l'élément caractéristique de la séquestration, tout en assimilant la contrainte physique à la contrainte morale. Si nous y ajoutons le passage suivant du Rapport Guillier « ...l'enlèvement est un fait de violence accompagné de séquestration, et, à cet égard, le projet qui vous est soumis n'innove

(1) Voy. supra, part. prélim. chap. II.

pas... », nous avons bien la preuve que le texte nouveau n'a pas tranché la controverse, parce qu'il se contente de reproduire simplement le texte du Code.

Ni le Code Civil, ni le Code Pénal ne définissent le viol, mais la loi de 1912 a implicitement adopté la notion définie par la Jurisprudence pénale. « *Le viol s'entend d'une conjonction sexuelle consommée malgré la femme.* »

Il faut ici assimiler la violence physique à la violence morale et, d'une façon générale, le fait d'abuser d'une femme contre sa volonté.

Quant à l'enlèvement, si la violence n'est point nécessaire au moment même de cet enlèvement, la séquestration doit être imposée bon gré mal gré, puisque nous avons expliqué ci-dessus que la nécessité de la séquestration subsiste sous le régime de 1912.

§ 2°. — INUTILITE D'UNE CONDAMNATION PENALE

La date du viol et de l'enlèvement ne soulève pas de graves difficultés, en ce sens que la loi exige seulement que les relations qui les caractérisent se soient produites à un moment correspondant à la conception possible de l'enfant. Par conséquent, en l'absence de restriction légale, et si la conception a été contemporaine du fait coupable, la preuve de l'enlèvement ou du viol peut être faite par tous moyens. Les travaux préparatoires attestent que cette possibilité s'apprécie en droit d'après les limites de l'article 312 (2) ; cela ne veut nullement dire que la séquestra-

(2) Savatier, loc. cit., n. 28, n° 15, citant Garçon, C. Pén. annoté, sous les articles 351 à 333, n° 13.

tion doit avoir duré pendant toute la période légale de la conception. Si l'enfant avait été conçu à une date certainement postérieure à la séquestration, d'une liaison commencée par enlèvement, il pourrait encore rechercher sa paternité, mais à condition de fournir un commencement de preuve par écrit. Le juge pourra ordonner une enquête médicale, à la demande du défendeur, pour démontrer que la conception était certainement antérieure à l'enlèvement ou au viol. La preuve du viol ou de l'enlèvement peut résulter d'une condamnation pénale, mais celle-ci n'est pas nécessaire (3). Il est intéressant de préciser ici l'indépendance voulue de la recherche de la paternité par rapport aux résultats de l'action publique, permettant ainsi de déroger à la célèbre règle : « le criminel tient le Civil en état ». Dans le même ordre d'idée, on a voulu que la recherche de paternité puisse valablement se fonder même sur une infraction prescrite au point de vue criminel, et que le viol puisse être pris en considération, même si son auteur est déclaré non coupable par la juridiction pénale.

(3) Rouast, n° 893 à 756.

CHAPITRE II

SEDUCTION

§ 1^{er}. — FAITS A CONSIDERER COMME MANŒUVRES DOLOSIVES

« La paternité hors mariage peut être déclarée dans le cas de séduction accomplie à l'aide des manœuvres dolosives, abus d'autorité, promesses de mariage ou fiançailles... », nous dit le texte. Abordons l'analyse de chacun de ces termes.

Pour ce qui concerne la séduction, nous adopterons la définition suivante que nous empruntons à Baudin (1) : *C'est un ensemble de manœuvres appuyées sur la ruse, le mensonge ou les menaces, dans le but d'amener une femme à se donner à l'auteur de ces menaces.* » Nous ajouterons avec M. Rouast (2) : *« La loi veut que la séduction ait été obtenue par des manœuvres dolosives, c'est-à-dire par des faits qui*

(1) Th. citée, p. 104.

(2) Ouv. cité, n. 757, n° 895.

constituent une faute civile, parce que la séduction n'ouvre une action en dommages-intérêts que dans ce cas ». Et, pour ne pas allonger inutilement nos citations, nous nous contenterons seulement de conclure qu'ici encore, la recherche de la paternité présente un reflet pénal. En conséquence, comme telle, cette sanction implique à la charge du défendeur une culpabilité suffisante. Dans la pensée des auteurs de la loi, cette culpabilité doit être la même que celle qui justifiait une action de la mère en dommages-intérêts (3).

Il n'y a donc pas lieu de distinguer la séduction par promesse de mariage des autres cas de séduction, en ce sens que toutes les séductions sont des faits d'*ordre délictuel*, où la victime n'a eu aucune part consciente et active, qu'elle ne pouvait prévoir, et dont, par suite, il lui était impossible de se ménager d'avance la preuve écrite. Les principes généraux, affirmés d'ailleurs par l'article 1348, auraient donc voulu qu'on lui permit d'apporter cette preuve librement, au besoin par témoins ou par présomptions. Décider autrement, c'est se résoudre à n'atteindre que le séducteur maladroît, c'est-à-dire, en général, le moins roué. Le fondement de l'action paraît également délictuel, quel que soit le moyen de la séduction (4). Bref, ce qui

(3) Voy. *supra*, pp. 32 et suiv.

(4) En ce qui concerne l'action en dommages-intérêts, nous savons que la Cour de Cassation a commencé par se fixer, en dehors même du cas de séduction, au sujet de l'action en indemnité intentée par la fiancée injustement délaissée. Nous avons eu, à maintes reprises, l'occasion de parler de l'arrêt de la Chambre civile du 2 décembre 1907, à propos du fait complexe de séduction, lequel exige un commencement de preuve par écrit. Certaines cours d'appel ont repoussé cette solution (Nancy 22 déc. 1921, *Gaz. Pal.* 1922-1-367, cité ; Col-

apparaît aux yeux de la doctrine comme le propre de la séduction, ce n'est pas tant le résultat (les relations sexuelles), que les moyens par lesquels il a été obtenu : la promesse de mariage ou les autres manœuvres dolosives. Ce sont donc bien ces manœuvres dolosives qui se voient imposer la condition d'un commencement de preuve par écrit, comme nous le verrons ci-dessous.

En définitive, l'action d'état ne peut s'appuyer que sur la preuve écrite de la séduction, tandis que l'action en dommages-intérêts est loin de l'exiger toujours.

La jurisprudence récente relative à la recherche de la paternité naturelle se montre encore particulièrement fertile en espèces concernant la séduction, dont l'importance est fortement soulignée par la plupart des décisions et arrêts relatifs à la recherche de la

mar 5 août 1926, cité ; Poitiers 28 mars 1927, G. Pal. 1927-2-227 et 29 octobre 1928, D. P. 1929-2-19, note de M. Voïrin), et autorisé la preuve par témoins, pour la raison que la demande en dommages-intérêts, étant fondée sur l'art. 1382, échappe aux règles de la preuve littérale. Mais les arrêts de la Chambre civile maintiennent le principe consacré par son précédent arrêt, à savoir, *exigence d'un commencement de preuve par écrit, à moins de démontrer que le demandeur s'était trouvé dans l'impossibilité de se procurer un document de cette nature* (Civ. 3 déc. 1924, D. P. 1925-1-124, 4^e espèce, et Civ. 12 nov. 1929, cassant arrêt Colmar précité, Gaz. Pal., 1929-2-946).

Nous relevons dans le Rec. Hebd. Dal. 1933, un article intitulé : *Permis de séduire*, dont l'auteur est M. H. Capitant, et qui a pour but de commenter la proposition de loi déposée par M. le député E. Pezet. Ce projet de loi tend à supprimer purement et simplement le commencement de preuve par écrit, tout en envisageant une présomption de promesse en mariage. M. H. Capitant reproche à l'auteur du projet d'avoir été trop prudent en limitant sa proposition à la seule action en responsabilité

paternité naturelle et dont nous avons donné les références par ailleurs. D'abord, en ce qui concerne la notion même de « *séduction* », il est définitivement admis qu'elle comporte à sa base un *acte déloyal, une tromperie*. La doctrine, de son côté est, nous venons de le dire, unanime à accepter cette définition, qui, du reste, était tirée des solutions antérieures de la jurisprudence (5).

Mais où son interprétation demeure délicate, c'est quand il s'agit de *déterminer à quel point un acte est déloyal*, puisque l'article 340 ne donne ni précision, ni limitation. La jurisprudence, il est vrai, laisse une entière liberté aux juges, parce qu'il suffit à ceux-ci de constater dans leurs motifs, outre la fréquentation des amants, la différence d'âge, la croyance de la femme à une recherche légitime, la tromperie, pour qu'ils parlent à bon droit de séduction ; voire même le simple fait d'abuser d'une faiblesse d'esprit notoire chez la fille séduite, pour l'amener à des relations sexuelles (6). Il ressort de tout ceci que la séduction comprend deux éléments : les manœuvres d'abord, mais aussi leur résultat, les relations sexuelles. Quant à la preuve de cette séduction, l'ancienne jurisprudence et la doctrine s'étaient partagées en deux opinions : dans la première, on considérait la séduction frauduleuse comme un délit pouvant être prouvé par tous moyens ; mais une opinion inverse exigeait toujours un commencement de preuve par écrit.

Nous avons relaté la solution de la Cour Suprême de 1907 qui a mis fin à cette controverse et qui adop-

(5) Jug. Trib. Saint-Claude, 23 juillet 1913, G. P. 13-2-449 ;
— Jug. Tr. Belfort, 13 mars 1925, S. 25-2-121.

(6) Bordeaux 8 juin 1927, Gaz. Pal. 1927-2-226, cité.
Contrà : Grenoble 20 juin 1923, D. H. 1924-17.

fait une solution intermédiaire dans la controverse qui séparait alors la jurisprudence et la doctrine. Ceci dit, c'est bien des manœuvres séductrices, et non du fait de la paternité, que la preuve doit être faite. Par conséquent, il ne suffirait point que le demandeur produisit un écrit du père faisant allusion à sa paternité ou la supposant : ce pourrait être un cas d'aveu, mais si le demandeur invoque la séduction, le commencement de preuve par écrit doit se rapporter au fait de séduction, et non à la paternité (7). Toutefois, il nous faut encore revenir à l'Arrêt de 1907 ci-dessus. Il dit : « Si le dol peut être prouvé par tous moyens, etc..., le fait complexe de séduction ne nécessite pas moins un commencement de preuve par écrit..., qu'en raison de cette complexité..., etc., elle ne pouvait être déclarée recevable qu'autant qu'il eut existé dans la cause un commencement de preuve par écrit ou que la demoiselle B... eut démontré *qu'elle s'était trouvée dans l'impossibilité de se procurer un document de cette nature* » (8). Si nous avons de nouveau reproduit ces attendus, c'est pour mieux les comparer à la jurisprudence contemporaine en la matière.

Le dol se mesure au degré d'immoralité de son auteur, le texte semble nous indiquer deux types de manœuvres dolosives quand il parle de promesses de mariage ou d'abus d'autorité. Nous avons vu que le rapporteur à la Chambre a souligné la largeur de cette notion. Du reste, en synthétisant les applications

(7) Solution adoptée par Cour Caen 4 février 1914, Gaz. Trib. 4 sept. 1914 ; Poitiers 13 nov. 1922, Gaz. Pal. 1923-1-31.

(8) *Contra* : Poitiers 20 janvier 1919, *La Loi*, 3 mars 1919 : C'est en vain que la demanderesse allègue que l'écrit qu'elle possédait a disparu.

les plus fréquentes faites par la jurisprudence et qui ont déjà été signalées dans les chapitres précédents, il semble que nous sommes en mesure de conclure, qu'au fond de toute séduction dolosive, il y a nécessairement une tromperie ou une forme atténuée de la violence, et que cette tromperie peut résulter des manœuvres sciemment employées par le séducteur averti pour arriver à ses fins, alors que la victime inexpérimentée, ignorant le but poursuivi, ne leur attribuait qu'un sens affectueux, bienveillant ou bienfaisant. Ici encore, nous constatons son harmonie parfaite avec la doctrine.

L'arrêt de la Cour de Toulouse du 14 mars 1928 (9) qui a trouvé un aveu non équivoque dans le fait que le père présumé avait parlé de son remords ; celui de la Cour de Dijon du 14 juin 1927 (10), lequel a condamné un homme qui avait promis de réparer, laissent bien sous-entendre, de près ou de loin, le dol employé par le défendeur. Il est même arrivé à la Cour de Poitiers de trouver de suffisantes allusions à une promesse de mariage (11), dans le fait que les amants, dans leurs lettres, se désignaient tendrement par des expressions telles que « ma petite femme chérie », « mon petit homme »...

Nous résumerons donc ce point en mettant en évidence que le *dolus bonus* du commerce amoureux, quelque enflammé qu'en soit le ton, dans les promesses de style solennellement faites au début de tout amour : *éternelle tendresse et éternelle fidélité...*, ne saurait être pris en considération. Il ne trom-

(9) Sirey 1928-2-130.

(10) Gaz. Pal. 1927-2-408.

(11) Poitiers 28 mars 1927, Sirey 1029-2-1 et Gaz Pal. 1927-1-288.

pe, a-t-on dit, que ceux qui veulent bien se laisser tromper. Déjà, sous l'empire du Code Civil, l'Arrêt de la Cour d'Amiens (12) décide que deux jeunes gens obéissant aux entraînements de leur âge et de leur sexe, ont exercé l'un sur l'autre une *séduction mutuelle* et se sont livrés volontairement l'un à l'autre ; que leur faute a été commune ; celui de la Cour de Caen (13) déboutait de son action la femme qui a abusé de sa supériorité d'âge pour se laisser séduire. La Cour Suprême, dans son Arrêt du 23 avril 1901 (14), déclare également qu'il y a faute commune et entraînement réciproque, et met, de ce chef, le défendeur hors de cause. La Jurisprudence contemporaine adopte également cette manière de voir (15).

ABUS D'AUTORITE

Il s'agit ici d'une autorité, d'une supériorité physique ou morale, détenue par le père présumé et grâce à laquelle il a pu triompher des résistances de la mère : telle est la conception de la Jurisprudence. Ajoutons que cette autorité, peut, non seulement être celle d'un maître ou d'un supérieur hiérarchique dérivant d'un louage d'ouvrage ou de service (16), mais peut aussi dériver des relations de parenté et être une autorité familiale, comme elle peut provenir de la constitution sociale du pays (arrêt de Cassation de

(12) 1^{er} déc. 1881, D. 1882-2-17.

(13) Dalloz 1875-2-231.

(14) 1901-1-360 .

(15) Notamment jugement Trib. Saint-Claude 23 juillet 1913, G. P. 13-2-449 ; Trib. Belfort 13 mars 1925, S. 25-2-121 ; Montpellier 5 fév. 1923, G. P. 1923-1-578.

(16) Voy. également : Caen 4 fév. 1914, G. T., 4 sept. 1914 ; Civ. 1^{er} fév. 1921, D. 1923-1-57, note Sarrut, et Sirey 1921-1-212 ; Tr. Auxerre 9 mai 1923 (voir motif), G. P. 23-2-250.

1864 condamnant un maire) ou de la profession libérale du séducteur (médecin, instituteur).

SÉDUCTION PAR PROMESSES DE MARIAGE
OU FIANÇAILLES

Nous avons vu que l'ancienne Jurisprudence estimait qu'il y avait base suffisante à une action en indemnité au profit de la femme si les promesses de mariage avaient pour but de l'amener à se donner. C'est à ce titre que la promesse de mariage, rompue après que la fiancée a consenti à des rapports sexuels, constitue un cas de séduction dolosive ouvrant l'action en recherche de paternité (17). Elle suppose non seulement l'initiative de l'homme dans la liaison hors mariage et la promesse de mariage faite à la mère, mais aussi l'antériorité de cette promesse de mariage aux relations (18) et un lien de causalité entre ces promesses et les relations (18 bis). Il ne suffit pas que les premières aient précédé les secondes ; il faut que le juge estime la preuve faite que, sans promesse de mariage, la femme ne se serait pas donnée à l'homme. Il faut enfin le caractère mensonger de ces promesses. Précisons, toutefois, que de véritables fiançailles ne sont pas nécessaires pour qu'il y ait promesse de mariage ; mais le simple fait d'entretenir l'espoir d'un

(17) Voy. Planiol, n° 896, p. 758. Cf. Rennes, 2 février 1925, D. H. 1925, p. 250.

(18 et 18 bis) Req. 17 juillet 1911, D. 1915-1-52, S. 1911-1-440 ; Tr. Marseille 9 oct. 1913, G. T. 1913-2-412 ; Paris 9 nov. 1916, D. 20-2-96 ; Tr. Seine 16 nov. 1922 (act. délict.), D. 22-5-19, G. P. 4 janv. 1923 ; Tr. Bourges 30 nov. 1922, G. P. 1922-1-34 ; Lyon 7 juin 1923, *Mon. jud. de Lyon*, 3 déc. 1923 ; Caen 12 janv. 1925, G. P. Rec., tome I, 1926 ; Tr. Bel-fort 13 mars 1925, S. 25-2-121. Cf. Wahl, n° 32.

mariage non promis n'est pas suffisant (19), réserve faite de sa prise possible en considération comme manœuvre dolosive ; la preuve de la promesse peut bien résulter d'un fait postérieur à celle-ci. L'ancienne Jurisprudence rejetait la demande en dommages-intérêts de la femme fondée sur la promesse de mariage, toutes les fois que le séducteur était marié, *parce que, la « femme ne pouvait espérer raisonnablement que son séducteur remplirait sa promesse »*. Aujourd'hui, il semble, selon M. Savatier (20), que les tribunaux puissent faire état, pour établir la séduction, d'une promesse de mariage émanée d'un homme déjà marié, étant donné la facilité du divorce. Encore faudrait-il pour cela que le séducteur ait fait croire à sa victime qu'il avait des causes légitimes de divorce.

Un fait capital reste à souligner du côté de la Jurisprudence : nous avons vu que *quel que soit l'acte reproché au prétendu séducteur, il n'y a séduction que si cet acte est bien la cause des relations sexuelles incriminées*. L'exemple le plus net en est fourni ici à propos de la séduction par promesse de mariage : la séduction ne sera retenue qu'au seul cas où la promesse de mariage a provoqué les relations sexuelles, donc, forcément, la promesse doit être antérieure à celles-ci (21).

Par ailleurs, nous signalerons l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 29 avril 1922 (22), qui avait vu dans un acte de publications de mariage un commence-

(19) Paris 9 nov. 1916, D. 20-2-96.

(20) Note dans Dalloz Périodique, 4^e cahier, 1932, 1^e partie, p. 73, 3^e col.

(21) Colmar 1^{er} mars 1927, Gaz. Pal, 1927-1-288 ; Civ. 27 juin 1927, D. H. 1927, 433 et S. 1927-1-385.

(22) D. P. 1923-1-22, cf. Pourvoi Riom, 15 avril 1920 ; D. P. 1921-2-39.

ment de preuve par écrit suffisant pour établir qu'il y avait eu *séduction* (23). Il est clair qu'un pareil acte n'établissait nullement les relations sexuelles des fiancés pendant la période légale de conception et ne démontrait qu'une chose : la promesse de mariage.

§ 2°. — NECESSITE D'UN COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ECRIT

Reprenons encore l'expression même de la Loi. L'article 340 indique que « *la paternité lors mariage peut être déclarée* dans le cas de séduction accomplie à l'aide de manœuvres dolosives, abus d'autorité, promesses de mariage ou fiançailles s'il existe un commencement de preuve par écrit dans les termes de l'article 1347. » L'interprète reste embarrassé pour déterminer à quelle partie de la phrase s'applique la condition du commencement de preuve par écrit. Concerne-t-elle la séduction dans son entier, ou bien, simplement, les manœuvres dolosives, les abus d'autorité, les promesses de mariage ou fiançailles ? Pour ce qui concerne les promesses de mariage ou fiançailles, de l'avis des auteurs, il reste certain qu'aux yeux de la loi de 1912 il n'y a aucune restriction quant à la nécessité d'un commencement de preuve par écrit, et que c'est en vain que le demandeur allèguerait qu'il n'a pas été possible de se procurer un écrit (24). D'ailleurs, dit-on, si l'on entrait dans cette voie, la nécessi-

(23) Comparer : H. Capitant : *Le Permis de séduire* ; Chronique, p. 2, 3^e parag., D. H. 1933.

(24) Bartin, sous Aubry et Rau, IX, 569, p. 274, note 1 quindecies ; Planiol, Ripert (Rouast), n^o 900, p. 761 ; Savatier, n^o 22, p. 413 ; A. Colin et Capitant, tome I, p. 302.

té d'un commencement de preuve par écrit disparaîtrait en fait dans tous les cas ; l'article 1348 en fait foi, et aussi la nature même de la séduction. Au contraire, dès qu'il s'agit de la séduction frauduleuse en général, la doctrine et une partie de la jurisprudence l'avaient toujours considérée comme un délit pouvant être prouvé par tous moyens. C'est alors qu'intervint la solution intermédiaire prise par la Cour Suprême, dans son Arrêt de 1907, qui a mis fin à cette controverse. Bien avant la loi de 1912, la Jurisprudence a fait la distinction et elle entend la maintenir. Elle reconnaît effectivement que la séduction par abus d'autorité ou par manœuvres dolosives en général peut se prouver sans témoins ; mais dès qu'il s'agit de séduction par promesse de mariage, elle exige un commencement de preuve par écrit. A la lumière de ces précédents, les auteurs de la Loi de 1912 ont voulu qu'en plus de témoignages ou indices, le demandeur fournisse un commencement de preuve par écrit, et ils ont précisé, afin d'éviter l'article 324, que ce commencement de preuve par écrit devait être conforme à la définition de l'article 1347. En cela ils n'ont fait que consacrer l'arrêt de la Cour de Cassation ci-dessus signalé qui, nous le savons, adoptait une solution intermédiaire dans la controverse qui séparait alors la doctrine et la Jurisprudence.

Mais, actuellement, la doctrine estime logiquement qu'il n'y a pas lieu de distinguer la séduction par promesse de mariage des autres cas de séduction ; en ce sens que toutes les séductions sont d'ordre délictuel. Les principes généraux affirmés d'ailleurs par l'article 1348 auraient voulu qu'on permit d'en apporter librement la preuve. Le fondement de l'action paraît également délictuel, quel que soit le moyen de la séduction.

Sous l'influence de la doctrine, la jurisprudence, sans se départir de la logique juridique, a apporté des atténuations importantes à la rigueur de l'exigence de la Loi. D'abord, nous avons signalé que le demandeur peut se dispenser de produire le commencement de preuve par écrit, toutes les fois « qu'il est à même de prouver qu'il s'était trouvé dans l'impossibilité de produire un document de cette nature. » La doctrine n'est pas satisfaite de cette largesse jurisprudentielle. D'aucuns allèguent que la situation du demandeur demeure encore fort mauvaise, car, en pratique, les plus coupables montrent une telle prévoyance, qu'ils échappent facilement à la recherche de la paternité. C'est, d'ailleurs, cette « cruelle ironie » (25), qui a motivé en partie la proposition de loi tendant à une organisation plus efficace de la responsabilité civile pour dommages de maternité en cas de séduction, présenté par M. Ernest Pezet à la Chambre des Députés, le 11 juillet 1932 (26).

L'arrêt de la Chambre des Requêtes du 29 avril 1922 (27), se contente d'un écrit non émané du défendeur : ces derniers temps, en effet, il était d'usage chez les séducteurs avertis de faire écrire leurs missives par un tiers, ou à la machine à écrire, ou encore d'apposer des signatures fantaisistes. Désormais, pareilles manœuvres sont déjouées. Au plus, il n'est point nécessaire que l'écrit soit contemporain de la séduction, ainsi que le déclarent les arrêts de la Chambre des Requêtes du 19 décembre 1923 (28) et

(25) Expression de M. Savatier.

(26) D. Heb., 5 janv. 1933, Chronique, page 5.

(27) D. P. 1923-1-22.

(28) D. P. 1924-1-38.

de la Chambre Civile du 25 octobre 1932 (29). L'écrit peut aussi bien émaner des héritiers du défendeur si la demande est formulée après le décès du père. La Cour de Cassation se contente d'un écrit postérieur même de plusieurs années à la séduction.

L'arrêt de la Chambre des Requêtes du 29 avril 1922, nous l'avons signalé ci-dessus, avait vu dans un acte de publication de mariage un commencement de preuve par écrit (30). Il reste toutefois quelques difficultés à propos de certaines formules enveloppées que les Tribunaux interprètent un peu à leur gré, et parfois non sans se contredire les uns les autres. C'est ainsi que le Tribunal de Vitry-le-François, dans son jugement du 23 avril 1931 (31), n'a pas vu un aveu suffisant dans une proposition écrite de mariage faite à la mère enceinte, tandis que la Cour de Poitiers, dans son arrêt du 28 mars 1927 (32), avait retenu pour aveu une lettre dans laquelle l'amant exprimait le sentiment que ses parents allaient être obligés de consentir au mariage, comme l'arrêt de Montpellier du 4 janvier 1932 (33), qui a trouvé un aveu non équivoque dans le fait que le défendeur s'était exprimé comme ayant des droits sur l'enfant, ou, enfin, l'arrêt de Dijon du 14 juin 1927, pour un homme qui avait promis de réparer (34).

Il reste maintenant à déterminer sur quel point doit porter le commencement de preuve par écrit. La doctrine estime qu'il doit porter sur le fait de tromperie

(29) Gaz. Pal., 26 oct. 1932.

(30) Req. 29 avril 1922, cité, D. 1923-1-22, cité.

(31) Gaz. Pal. 1931-2-562.

(32) S. 1929-2-1.

(33) D. H., 1932, 126.

(34) Gaz. Pal. 1927-2-408.

ou de violence atténuée. La jurisprudence est également dans ce sens (35). D'autre part, puisque la violence atténuée ou la tromperie résultent elles-mêmes de plusieurs éléments complexes, il n'est pas nécessaire que le commencement de preuve par écrit les établisse tous. Par exemple, s'il s'agit d'une séduction par promesse de mariage, il suffira uniquement qu'il rende cette promesse vraisemblable, sans se préoccuper nécessairement des autres faits constitutifs de la séduction : initiative du séducteur, sa mauvaise foi, lien de causalité entre la promesse et la liaison ; s'il s'agit d'abus d'autorité, il suffira que ce fait résulte d'un écrit. Enfin, le célèbre arrêt de la Chambre Civile du 20 juillet 1931 nous indique clairement que c'est au fait de tromperie, à l'acte dolosif que doit se rapporter le commencement de preuve par écrit.

Mais la plus grave difficulté qu'ait soulignée la jurisprudence contemporaine porte sur la question de savoir si le commencement de preuve par écrit nécessaire à la démonstration de la séduction peut être recherché dans une comparution personnelle ou un interrogatoire sur faits et articles. La doctrine, dans sa majorité, était, jusqu'à ces derniers temps, unanime en faveur de l'usage de la comparution personnelle et de l'interrogatoire sur faits et articles (36). M. Savatier écrit à ce sujet : « Nous n'hésitons pas à dire que l'affirmative s'impose absolument. Elle est commandée aussi bien par les principes juridiques que

(35) Il n'est pas nécessaire que l'existence des relations sexuelles soit rendue vraisemblable par l'écrit invoqué : Riom 15 nov. 1920, D. 21-2-393 ; Nancy 22 déc. 1921, G. P. 22-1-367 ; Ar. Ch. Req. 29 avril 1922, D. 23-1-22 ; Poitiers, 13 nov. 1922, G. P. 23-1-31 ; Ch. Req. 5 janvier 1925, Dal-Habd. 25, 41.

(36) Entre autres : Rouast, n° 900 ; Josserand, I, n° 1120 ; Colin et H. Capitant, I, n° 276.

par les affirmations formelles des travaux préparatoires. Les objections faites par certains arrêts, ou par quelques auteurs (37), ne nous paraissent pas résister à un examen sérieux » (38). Par ailleurs, se référant à un arrêt de la Chambre de Requête du 2 décembre 1919, cet éminent auteur conclut logiquement que les réticences et le refus de comparaître peuvent être retenus comme commencement de preuve par écrit (39).

Ne nous étonnons pas si la jurisprudence se partage en deux camps : Le Tribunal de Bordeaux, dans son jugement en date du 24 juillet 1930 (40) et la Cour de Poitiers par son arrêt du 16 avril 1931 (41), sont pour l'admissibilité de ces procédures. A cet égard, nous citons surtout l'arrêt de la Cour d'Alger du 4 mars 1925. Cet arrêt a admis que le commencement de preuve par écrit peut être remplacé par l'aveu du défendeur provoqué par un interrogatoire sur faits et articles (42). On remarquera d'ailleurs que si cet interrogatoire aboutit à un véritable aveu de paternité, celui-ci vaut comme reconnaissance régulière de l'enfant.

Mais l'admissibilité de ces procédures est repoussée par les Cours et Tribunaux suivants : Dijon, 17 octobre 1929 (43) ; Tribunal de Saint-Dié, 20 novembre 1931 (44) ; Caen, 20 avril 1932 (45).

(37) A ce sujet : Cf. Gaudemet, *Revue trimestrielle*, 1930, p. 100, et 1932, p. 137.

(38) Loc. cit., note dans Recueil Périod. Dal., 4^e cahier, 1933, p. 74.

(39) Savatier, note dans Dalloz, 1926-1-89.

(40) Gaz. Pal. 1930-1-760.

(41) D. H., 1931, 358.

(42) Gaz. Pal., 14 mai 1925.

(43) Gaz. Pal. 1929-2-782.

(44) Gaz. Pal. 1932-1-341.

(45) Gaz. Pal., 15 juin 1932.

L'attitude de la Cour Suprême est, peut-on dire, encore hésitante. Ainsi cette question délicate qui semblait avoir été tranchée par un arrêt de la Chambre Civile du 1^{er} février 1921 (46), a été à nouveau effleurée, mais non résolue dans l'arrêt de la Chambre Civile du 20 juillet 1931 : « La Cour sur le moyen unique : Attendu que le pourvoi reproche uniquement à l'arrêt attaqué d'avoir, nonobstant l'absence de commencement de preuve par écrit touchant le fait de séduction, autorisé la demoiselle G... à faire la preuve par témoins des faits articulés par elle à l'appui d'une demande en déclaration judiciaire de paternité fondée sur le paragraphe 2 de l'article 340 Code Civil, pour ce motif qu'il n'est pas besoin d'un commencement de preuve écrit pour prouver le fait même de séduction..., etc..., l'arrêt attaqué déclare, par ailleurs, trouver dans une comparution personnelle des parties, les éléments nécessaires pour constituer le commencement de preuve par écrit autorisant la preuve par témoins d'une promesse de mariage faite par M... à la demoiselle G... Qu'une telle constatation, contre laquelle aucune critique n'est formulée, est suffisante ; d'où il suit, abstraction faite des motifs surabondants, que la décision ordonnant une enquête à l'effet de prouver les faits articulés par celle-ci, à l'appui de sa demande se trouve suffisamment justifiée ; — Par ces motifs, rejette » (47).

(46) D. 1923-1-57.

(47) Du 20 juillet 1931, Ch. civ. ; MM. Péan, pr... Beudant, rap. Mancel, Av. gén. - Croquez et Souriac, av. D. P. 1932-1-73, avec une note de M. Savatier, et S. 1932-1-25.

CHAPITRE III

AVEU ECRIT NON EQUIVOQUE

§ 1^{er}. — OBJET DE L'AVEU

L'aveu sous seing privé n'a pas été mis à la hauteur de l'aveu authentique ; il ne fait pas foi de la paternité, mais rend seulement recevable l'action en recherché de paternité. Il est intéressant de remarquer que ce paragraphe du nouvel article 340 reproduit les termes mêmes dont se servaient les auteurs du projet de loi. En cette matière, ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que, *malgré cet aveu écrit, l'action en recherche de paternité peut être rejetée. Si les pouvoirs des juges sont limités quant à la recevabilité de l'action, au contraire ils sont souverains dès qu'il s'agit du jugement du fond.*

Quant à l'objet de cet aveu, la doctrine et la jurisprudence sont encore hésitantes, pour définir d'une façon formelle sur quel fait précis l'aveu exigé doit

porter : néanmoins, la plupart des tribunaux (1) et la majorité des auteurs décident que, non seulement le père présumé doit avouer les relations intimes avec la mère, mais que l'écrit produit doit aussi faire allusion à la conception de l'enfant.

Il appartient aux Tribunaux de contrôler la valeur de l'aveu en se basant sur l'expérience (2) et sur la liberté (3) avec lesquelles il aura été donné. Mais, ici, il faut préciser que l'incapacité juridique du mineur ou de l'interdit n'empêche pas un aveu valable, s'il est fait en connaissance de cause.

§ 2^e. — CARACTERES DE L'AVEU

Cet aveu doit être écrit, nous dit l'article 340, 3^o : d'où exclusion du simple commencement de preuve par écrit ; et, pour répondre à la définition générale de l'aveu, il faut que cet écrit constitue une preuve indépendante des faits auxquels il se rapporte. Mais la loi ne précise pas quelle doit être la nature de cet écrit. Il doit émaner du père, nous dit le texte : donc un aveu de ses héritiers sera inopérant pour rendre l'action recevable. En effet, l'aveu ne peut être rete-

(1) Un jugement du Tr. Dijon 22 janv. 1923. Rec. Dijon 1923-10, a retenu comme aveu valable ou « aveu conditionnel » le fait que l'amant se bornait à reconnaître d'avance la possibilité qu'un enfant vienne à naître plus tard des relations qu'il avait avec sa maîtresse.

(2) Tr. Toulouse 3 mars 1920 (aveu fait par un mineur, ne manifestant pas la conscience bien nette du sens des mots employés), G. T. 21-2-191 ; Bourges 28 fév. 1922 (espèce analogue), D. 23-2-157, G. P. 22-1-451. Cf. Savatier, p. 60.

(3) Tr. Dunkerque 29 janv. 1914, G. P. 14-1-343 : déclarations arrachées par l'importunité ; Nancy 22 déc. 1921, G. P. 22-1-367 : déclarations arrachées par violence.

nu ici que comme mode de preuve, et non comme acquiescement, puisqu'il s'agit d'une action d'état. Le texte cite « des lettres ou quelque autre écrit privé » : Il en ressort qu'on pourra produire des papiers personnels du père dont il se serait dessaisi librement (4). Les lettres missives contenant un aveu de paternité, en effet, ne peuvent être produites que si le demandeur en a la légitime possession (5). La signature du père n'est pas indispensable, pourvu que l'écrit soit de sa main ou qu'il ait été fait sur son ordre. Le mot « *émane* », en effet, a un sens plutôt technique.

Le texte précise enfin que l'aveu écrit doit être exempt d'équivoque, et ceci est compréhensible, car il s'agit d'une preuve unique de la paternité et non pas un commencement de preuve par écrit ; ce dernier demande, on le sait, à être renforcé par des présomptions ou des témoignages (6). Il faut donc que l'écrit soit clair, précis, formel, exempt de réticence, non susceptible de contradiction et sérieux, c'est-à-dire qu'il n'ait pas été fait à la légère ou dans des circonstances qui lui enlèvent toute valeur probante. En conséquence, il faut écarter toute déclaration à double sens, ou dubitative, du père.

Seulement, nous verrons que, si les Tribunaux ont une tendance légitime à se montrer assez sévères pour admettre qu'un aveu soit exempt d'équivoque (7), la

(4) Rouast, n° 902.

(5) Paris 20 avr. 1925, G. T. 24 déc. 1925.

(6) Marseille 9 oct. 1913, Gaz. Tr. 9 déc. 1913 ; Tr. Châteauroux 16 février 1914, Gaz. Trib. 17 avril 1914.

(7) Ainsi est équivoque un aveu qui émet des doutes sur l'origine de la grossesse. Tr. Belfort 23 déc. 1913, D. 1914-2-99 ; Tr. Grasse 26 juillet 1913 ; Tr. de Marseille 9 oct. 1913, Gaz. Trib. 8 nov. et 9 déc. 1913. Voy. aussi Toulouse 3 juin

Cour de Cassation paraît laisser une liberté très large au juge du fond (8), pour apprécier le caractère équivoque de l'aveu d'après les circonstances. On l'a même vu déclarer que lorsqu'une lettre est conçue en termes volontairement ambigus et inexpressifs, calculés de manière à rendre intelligible leur véritable signification pour d'autres que la mère, il appartient au juge du fond de l'interpréter, et il peut, lorsqu'il ne la dénature pas, y voir un aveu non équivoque (9).

1918, *La loi* 24 août 1918 ; Paris 17 déc. 1920, D. 21-2-59 ; Trib. Havre 26 nov. 1921, Gaz. Trib. 8 mai 1922 ; Lyon 26 oct. 1923, Gaz. Pal. 1924-1-78.

(8) Req. 17 oct. 1922, D. 23-1-59 et Sirey 1923-1-35, G. P. 22-2-648 ; Civ. 3 déc. 1924, D. 25-1-124, Sirey 1925-1-29 ; Req. 13 mai 1925, D. H. 1925, p. 430.

(9) Voy. à ce sujet Cour de Cass. Ch. des Req. du 10 janvier 1923, Gaz. des Trib. 1923-1-76 (sommaire) et S. 23, Bull. des som., 5.

CHAPITRE IV

CONCUBINAGE NOTOIRE

§ 1^{er}. — DEFINITION DU CONCUBINAGE

L'action en recherche de paternité naturelle, dispose l'article 340, § 4, est recevable « dans le cas où le père prétendu et la mère ont vécu en état de concubinage notoire pendant la période légale de la conception. »

« En autorisant la déclaration judiciaire de paternité dans le concubinage notoire, les auteurs de la loi ne se sont inspirés d'aucun précédent, ils ont innové et même innové hardiment, renonçant, pour la première fois, au parti-pris d'ignorance du législateur en présence du fait social du concubinage » (1). Nous savons que, dans notre ancien droit, la recherche de la paternité étant permise, il suffisait à l'enfant de faire la preuve du concubinage, et même, si ses auteurs n'avaient eu que des relations accidentelles, de

(1) Rouast, n° 903, pp. 764 et 765, loc. cit.

faire la preuve de ces relations et de leur coïncidence avec l'époque de la conception, comprise entre les 10^e et 6^e mois qui précèdent la naissance (2). Mais ce qu'il est important de préciser ici, c'est la divergence des points de vue lors des travaux préparatoires de la loi de 1912. Nous voyons là le véritable point de départ de la très vive controverse qui a divisé pendant longtemps la Jurisprudence des Tribunaux et Cours d'Appel. « *Le législateur s'était imaginé à tort*, dit M. Savatier, *que le mot concubinage notoire avait un sens technique déjà bien défini* » (3). La doctrine soutient généralement la définition large du mot « *concubinage notoire* », adoptant ainsi une solution qui s'appuie sur le rapport Violette à la Chambre, lequel neutralisait le rapport Guillier au Sénat (4).

M. Rouast dit que le concubinage reste à définir. Selon cet éminent auteur, cette notion implique une continuité de relations ; d'où exclusion des relations passagères ou espacées en raison de la faiblesse trop marquée de la présomption de paternité qui en résulterait ; il faut que, sans être quotidiennes, les relations aient été régulières et les absences explicables par des raisons qui n'impliquent pas la rupture. Elle implique également un certain genre de vie de la femme rendant de sa part vraisemblable la fidélité ; vie commune, preuves d'attachement données à

(2) Cf. Damante, *Traité de Bâtardise*, 1^e part., ch. I, n^o 2, et Brillonn, *Dictionnaire des Arrêts*, V. grossesse, ns 4, etc., cités p. 13 et suiv.

(3) Savatier, *La Recherche de la Paternité Naturelle*, Paris, 1927.

(4) Doctrine inverse, en faveur de la définition étroite : Benoit-Cattin, *Les effets juridiques de l'union libre*, p. 79 et suiv., Th. Droit, Grenoble, 1922 ; Viglié, *Les lois nouvelles*, Paris, 1913, 1^e part., p. 14.

l'amant, changement de domicile pour le suivre, correspondance suivie pendant les absences. « C'est peut-être même pendant les absences de l'amant qu'on pourra le plus sûrement juger cet engagement (de fidélité) par la conduite de la femme ». La Jurisprudence et la doctrine nous donnent un aperçu systématique des indices pouvant mettre en évidence le concubinage notoire, sans que, toutefois ceux-ci soient considérés comme rigoureusement indispensables : C'est ainsi que, pour la plupart des auteurs, le concubinage implique la continuité et la régularité des relations, la communauté d'habitation, l'imitation du mariage, l'unification des conditions sociales ou fusion des existences et la compénétration des familles (adoption de la maîtresse dans la famille de l'amant ou réciproquement) (5).

Le moment est venu de revenir sur la jurisprudence pour savoir ce qu'elle entend par ce mot concubinage. Nous avons fait allusion ci-dessus de la vive controverse qui l'a longtemps divisée. A l'instar de la doctrine, l'interprétation restrictive s'appuyant sur le rapport Guillier voyait dans le mot « concubinage » un synonyme de « *vie en faux ménage* » d'autant plus que, seule, l'union libre comporte une présomption de fidélité qu'on puisse mettre en parallèle avec la présomption légale résultant du mariage (6).

Mais, bien avant les arrêts de la Cour Suprême qui n'ont fait qu'adopter le point de vue de la majorité de

(5) N° 46 à 50, Savetier, *La Recherche de la Paternité*.

(6) En faveur de cette définition étroite, on peut citer : Nancy, 3 janvier 1914 ; Caen, 8 juillet 1914, D. 1920-2-93 ; Paris 15 mars 1916, D. 1917-2-118, S. 1918-2-30 ; Paris 2 nov. 1916, D. 1920-2-96 ; Bordeaux 30 nov. 1916, D. 1920-2-98 et S. 1918-2-30 ; Poitiers 17 juin 1918, Gaz. Pal. 1918-1-484.

la doctrine en déclarant inutile la communauté d'habitation de personnes qui ont des relations intimes (7), un certain nombre de Cour d'appel avaient déjà fait prévaloir la définition large du concubinage. La solution s'appuie sur le rapport Violette et surtout sur le sens large du mot « concubinage », ainsi qu'il appert de l'ancien art. 230 (qui n'autorisait la demande en divorce qu'autant que le mari de la femme outragée avait tenu sa « concubine » au domicile conjugal, ce qui impliquait qu'il peut y avoir « concubinage » sans vie commune). Enfin, la vie commune ne constitue pas une garantie de fidélité de la femme, d'autant mieux que la loi de 1912 n'a pas eu pour objet de créer une présomption légale de fidélité dans le cas d'union libre, comme il en existe une dans le mariage (8).

En définitive la Cour de Cassation a condamné la définition étroite, ce qui ne veut pas dire que les arrêts et jugements peuvent librement déclarer la paternité quand il leur apparaîtra qu'il y a eu concubinage notoire, sans qu'ils aient à s'en expliquer (9).

De nombreuses décisions jurisprudentielles relatives au concubinage notoire prennent en considération la notion d'engagement tacite de fidélité de la femme. Après avoir écarté la définition étroite du mot « concubinage », la Jurisprudence récente se

(7) Req. 12 janv. 1921, D. 1922-1-36, S. 21-1-199 ; Civ. 7 fév. 1922, D. 1922-1-36, S. 1922-1-321, note Cassin ; Civ. 12 mai 1925, D. H. 1925, p. 450.

(8) Trib. Seine 23 octobre 1913, D. 1914-2-98 ; Nancy 28 nov. 1918, D. 1920-2-98, S. 1918-2-85.

Et, après l'arrêt de la Cassation, Montpellier 4 déc. 1922, Gaz. Pal. 26 janv. 1923.

(9) Rouast, cf. Req. du 22 oct. 1924 et 10 nov. 1924, motifs, D. 1924-1-125.

tient dans une sage réserve et n'apporte pas d'éléments très nouveaux en cette matière. Il nous est impossible d'affirmer que la jurisprudence ait voulu adopter la notion extensive, pour ce simple motif que de toute façon elle exige la stabilité, le caractère de continuité de l'union pour qu'il y ait concubinage (10). Mais il n'en reste pas moins vrai, d'autre part, que la jurisprudence a repoussé toute tentative donnant à ce mot une définition étroite, à en juger par les nombreux tempéraments qu'elle a apportés prudemment à son propre principe. Ainsi nous avons vu que la communauté d'habitation ne saurait plus être exigée comme un élément essentiel du concubinage notoire. De plus certaines décisions de justice, allant plus loin, arrivent jusqu'à présumer l'engagement tacite de fidélité de la femme dans chaque cas d'espèce, grâce à un indice quelconque permettant de le déceler ; ajoutons que cette notion de stabilité et de continuité des relations n'a pas du tout un sens aussi étroit qu'on pourrait se l'imaginer (11).

En définitive, nous reproduisons ici le critérium proposé par M. Savatier (12), parce que nombre d'arrêts d'appel l'ont adopté, et surtout parce que la Cour Suprême s'y est implicitement ralliée : « Le concubi-

(10) Cass. 21 déc. 1920 (S. 1920-1-84) et 12 janv. 1921 (S. 1921-1-199), qui ont décidé que « le concubinage notoire résultait des relations continues, stables, publiques... »

(11) Mêmes arrêts que ci-dessus... « et le concubinage subsistait quoiqu'il y ait eu une certaine interruption des relations à un moment donné de la période légale de conception ».

Ibid., Req. du 24 avril 1928 (S. 1928-1-287) : « Il est inutile que le concubinage notoire se soit prolongé pendant toute la période légale de conception ».

(12) *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, tome 52, année 1932, page 432, 1^{er} paragr.

nage notoire prévu par l'art. 340 se caractérise par l'engagement tacite, et d'ailleurs révocable, de fidélité de la concubine, engagement décelé par les circonstances dont les relations s'entourent publiquement » (13). Nous venons de dire que c'est implicitement à la même idée que se rallie la Cour de Cassation quand elle parle de la stabilité nécessaire des relations.

Ce qui ne signifie nullement que les concubins doivent nécessairement s'être présentés aux tiers comme faux ménages (15). Mais, par contre, le défaut de surveillance de la femme, à laquelle serait laissée une absolue liberté, paraît exclure en général le concubinage notoire (16), et, comme la notoriété est spé-

(13) M. Bonécasse, partisan enthousiaste de l'interprétation large de la notion de concubinage notoire, reproche à la Jurisprudence une interprétation qu'il juge trop étroite. « Les cours d'appel se sont manifestement montrées réfractaires à une application tant soit peu large de la loi..., l'art. 340 était tellement entré dans les mœurs et était tellement favorable à certaines catégories sociales que les Cours d'Appel, sous l'influence d'un milieu ambiant, n'ont appliqué qu'à regret la loi nouvelle » (*Traité de droit civil*, Baudry-Lacantinerie; supplément, par J. Bonécasse, tome I, Paris, loc. cit., p. 269, n° 152).

(14) Même sens : Arrêts Cass. 21 déc. 1920 et 12 janv. 1921.

(15) A ce sujet : Req. 9 déc. 1929, S. 1930-1-175.

Dans le même sens : Cassation 7 fév. 1922 (Sirey 1922-1-321), cassant l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 20 nov. 1926 : « Attendu que l'arrêt attaqué a repoussé la demande pour ce motif de droit que le concubinage notoire ne peut s'entendre que de toute cohabitation notoire entre le prétendu père et la mère, pendant la période légale de la conception, c'est-à-dire de la vie commune menée par un homme et une femme qui ne sont pas mariés, mais qui ont donné à leur association les apparences d'une union légitime ; attendu qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué a violé le texte de la loi susvisé ; Casse..., etc. »

(16) Req. 9 déc. 1924, cité.

cialement exigée par le texte, le même arrêt déclare en outre que le concubinage n'existe pas si la femme a laissé ignorer ses sorties nocturnes aux personnes habitant avec elle. Autant dire que des relations seront réputées notoires et publiques, si les concubins ne prennent pas la précaution de les tenir secrètes.

§ II. — NOTORIÉTÉ DU CONCUBINAGE.

Il ressort nettement de la formule légale « vécu en état de concubinage notoire » que la liaison ne doit pas être secrète, il faut qu'elle soit connue au moins d'un certain milieu, sinon de l'ensemble du public, impliquant ainsi un certain affichage.

Mais en cette matière, la doctrine admet volontiers que la notion de notoriété suppose implicitement celle de la fidélité de la femme (17). Nous verrons que la Jurisprudence ne tarda pas à adopter cette manière de voir. Ceci dit, nombreux ont les indices permettant de supposer la fidélité de la femme : en premier lieu vient l'indice de l'engagement de fidélité révélé par la continuité des rapports et liaisons, affichant la volonté de s'unir hors mariage, la communauté d'habitation, la façon de suivre son amant ou sa maîtresse lorsque l'un ou l'autre change de domicile ;

(17) Bonnecase, *Traité pratique et théorique de Droit civil*, supplément, tome I., Paris, 1924, p. 275, n° 153 : « Que le législateur l'ait ou non réellement voulu, cette notion (la notion juridique incluse dans une loi) doit être appliquée dans toute son ampleur, à moins qu'une disposition formelle de la loi n'en restreigne le sens. Procéder de la sorte est d'ailleurs faire prévaloir l'intention du législateur, car celui-ci, en encastrant une notion sans restriction, est sensé avoir voulu faire jouer pleinement la dite notion. »

en deuxième lieu l'imitation du mariage, en donnant à l'union les apparences de la vie conjugale, par exemple le fait de s'appeler mon épouse ou mon mari, le fait de se faire appeler ainsi, par un tiers ; en troisième lieu, la mise en commun, dans une intimité complète et profonde de tout ce qui contribue à la vie matérielle et morale (fusion des existences) ; et enfin la compénétration familiale, l'adoption de la maîtresse dans la famille de l'amant ou vice versa, en appelant par exemple la mère de sa concubine « *belle-maman* ». Et tout ceci ne sera pas tenu secret, mais au contraire revêtira un certain caractère de publicité.

Quant à la Juisprudence en cette matière, on peut considérer qu'elle n'est pas en contradiction avec la doctrine. *Tout d'abord, la Cour de Cassation exige que la relation ne soit pas secrète : Il faut que l'entourage de la concubine ait eu communément connaissance de ses relation* (18).

Un arrêt de la Cour de Toulouse du 9 décembre 125 (19) a même exclu la notoriété du concubinage, par ce fait que, même au cas d'habitation commune, les concubins avaient dissimulé le passage faisant communiquer les appartements où ils couchent respectivement (20). Par contre un arrêt de la Cour de Poitiers du 18 mai 1925 (21) admet pleinement qu'il y a notoriété du concubinage puisque la maîtresse avait demandé une allocation en cette qualité lors du service militaire de l'amant.

(18) Voy. à ce sujet : Req. 22 oct. 1924 et 10 nov. 1924, D. 1925-1-125, 2^e et 3^e espèces.

(19) S. 25-2-118.

(20) Même sens : Paris 15 mars 1916, D. 17-2-118, S. 18-19-230. L'arrêt estime que le concubinage n'est pas notoire, à raison de la dissimulation des rapports sexuels.

(21) G. P. 25-2-263.

Par ailleurs, la Jurisprudence prend en considération l'apparence de fidélité de la femme, et selon elle cette apparence résultera de la vie commune. La Cour de Douai du 17 mars 1924 (22) a jugé une espèce où la concubine fut présentée comme portant le nom de l'amant.

Nombreux sont les Arrêts qui semblent trouver le caractère distinctif du concubinage notoire, dans la mise en commun d'une intimité profonde et complète, de tout ce qui contribue à la vie matérielle ou morale des amants : C'est la « *fusion des existences* » selon les arrêts suivants (23).

D'autres arrêts appellent ce fait « *communauté d'existence* » (24).

Nous avons vu que ce n'est pas seulement les apparences de la vie conjugale qui caractérisent le concubinage notoire. En revanche le fait, de la part d'une femme, de se présenter en public comme mariée est considéré par la Jurisprudence comme de nature à faire présumer chez cette femme un engagement notoire de fidélité (25).

C'est, du reste, ce à quoi beaucoup de décisions font allusion en exigeant la stabilité des relations (26).

(22) G. P. 17 juin 1924.

(23) Paris 9 nov. 1916, D. 20-2-96 ; Paris 15 mars 1916, D. 17-2-118 ; Tr. du Havre 27 fév. 1920, G. T. 20-2-414 ; Trib. du Havre 4 mars 1922, D. 23, 516.

(24) Paris 9 déc. 1921, D. 22-5-13 ; Nîmes 9 janv. 1922, D. 23-5-6 ; Toulouse 9 déc. 1925, S. 25-2-118.

(25) 10 nov. 1924, D. 25-1-125 ; Civ. 12 mai 1925, D. 25-1-126 et S. 25-1-323.

(26) Tr. de Belfort 23 déc. 1913, D. 14-2-99 ; Tr. du Havre 27 fév. 1920, G. T. 20-2-414 ; Montpellier 4 déc. 1922, Gaz. Pal 26 janv. 1923 ; Douai 17 mars 1924, G. P. 24-2-115 ; Toulouse 9 déc. 1925, S. 25-2-118.

La décision du Tribunal du Havre du 27 février 1920, ci-dessus citée, parle de la régularité et de la fréquence des rapports sexuels en tant qu'indice de la fidélité de la femme. C'est d'ailleurs au même titre que se prononce le jugement du Tribunal de Nancy du 28 novembre 1918 (27), lorsqu'il déclare que les absences de l'amant appelé loin de sa maîtresse par des affaires quelconques, n'empêcheront pas qu'il y ait notamment concubinage, si pendant ces absences la femme s'est publiquement considérée comme liée par un engagement de fidélité (28).

Si donc, la communauté d'habitation ne saurait être exigée comme un élément essentiel du concubinage notoire, elle constitue néanmoins un indice grave de fidélité de la femme surtout si les amants se suivent dans leurs changements de domicile (29).

D'autre part, partant de la même idée de fidélité de la femme, le fait de se présenter en public comme mariée est de nature à faire présumer chez la femme la fidélité : ainsi a jugé le Tribunal du Havre du 27 février 1920 (30).

La Cour de Cassation, on le devine, est nettement de cet avis (31).

Les cours et tribunaux vont, dès lors, jusqu'à présumer l'existence de cet engagement de fidélité de la femme, dans chaque cas d'espèce considéré.

(27) D. 20-2-98.

(28) (Voy. dans ce sens : Req. 21 déc. 1920, D. 21-155, S. 21-1-84 ; Req. 12 janv. 1921, D. 22-1-36, S. 21-1-199. — Egalement : Poitiers 18 mai 1925, G. P. 25-2-263 ; Tr. Dijon 29 juin 1925, G. P. 25-2-533.

(29) A ce sujet : Arrêt de Douai du 17 mars 1924, G. P. 1924-2-115.

(30) G. T. 20-2-414.

(31) Voy. Req. 10 nov. 1924, D. 25-1-125 ; Civ. 12 mai 1925, D. 25-1-126 et S. 25-1-323.

Ainsi le jugement du Tr. du Havre du 27 fév. 1920 précité trouve dans le fait de s'appeler entre eux *ma femme, mon époux*, un indice extrêmement sérieux de l'engagement de fidélité. Tel est également l'arrêt de la Cour de Poitiers du 18 Mai 1925 (32).

La Cour de Douai, dans un arrêt en date du 17 mars 1924 (33), considère également que le fait de se faire appeler par les *tiers* M. et Mme X..., terme réservé au mariage, constitue un indice faisant présumer un engagement de fidélité. Dans le même sens : Jugement du Tribunal du Havre précité, où l'amant appelait la mère de sa concubine « *Belle-maman* ».

Certaines décisions tiennent compte des indices se rapportant à l'intimité intellectuelle et morale, pour présumer la fidélité : temps passé ensemble dans la journée : correspondance indiquant les soucis et espoirs partagés. C'est dans ce sens que se prononcent les décisions du Tribunal du Havre (27 février 1920), de la Cour de Poitiers (18 mai 1925) et du Tribunal de Dijon (29 juin 1925) précitées (34).

La Cour de Cassation indique comme indice d'engagement de fidélité l'adoption de la maîtresse dans la famille de l'amant (35) ; car la famille manifeste ainsi à cette femme une confiance qui ne peut guère s'expliquer que par son engagement, au moins tacite, de fidélité. Réciproquement, le Tribunal du Havre (27 février 1920 précité), admet que si l'amant est accueilli en titre dans la famille de la maîtresse, c'est que celle-ci approuve les relations et autorise implicitement la femme à s'engager à l'homme.

(32) G. P. 25-2-263.

(33) G. P. 17 juin 1924.

(34) G. P. 25-2-263.

(35) Req. 12 janvier 1921, D. 22-1-36 et S. 21-1-199.

D'autre part, selon la Cour de Cassation (36), les marques d'intérêt données en commun par la concubine à un enfant que l'amant considère comme sien, faisant ainsi confiance à la fidélité de la femme, constituent un indice grave.

Quant à la promesse expresse de fidélité, on la trouve dans le mariage nul, qui, faute de bonne foi, ne vaut plus que comme concubinage (37) ou encore dans les fiançailles.

Le texte de l'article 340, § 4, vise le concubinage notoire « *pendant la période légale de la conception* ». En cette matière, selon la doctrine, le concubinage, à l'inverse de la séduction, étant un simple état, doit exister au moment de la conception ; mais on ne doit pas lire étroitement le texte et affirmer par suite que le concubinage doit exister *pendant toute la période légale de la conception* (38) ; pour justifier cette thèse, la doctrine s'appuie sur une déclaration de M. Violette à la Chambre. M. Rouast propose une solution intermédiaire, étant donné le risque encouru d'égarer les juges dans la recherche du véritable père. Les remarques logiques que fait cet éminent auteur ne manquent pas de frapper l'esprit dans cette question délicate, lorsqu'il dit notamment qu'il est possible que le concubinage ait commencé à une époque où la femme était déjà enceinte, ou ait pris fin, avant le début de la grossesse. En conséquence, il met en évidence la possibilité qu'ont les juges d'éclairer leur religion sur la date probable de la conception, au moyen d'une enquête médicale, basée sur l'état de l'enfant à la naissance. Il prouve que cette enquête reste au-

(36) Req. 12 janvier 1921, D. 22-1-36.

(37) Req. 30 avril 1918, D. 19-1-21 et S. 18-19-1-176.

(38) Contra : Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, 10^e édit., I, n° 1526.

torisée sans qu'on puisse lui opposer le caractère irréfragable de la présomption de paternité établie par l'article 312, texte qui n'a qu'une portée générale et ne s'applique à toute filiation qu'en ce qui concerne la fixation de la durée extrême de la grossesse (39).

La jurisprudence a pleinement sanctionné cette manière de voir. Quelques décisions déclarent qu'il suffit que le concubinage notoire ait existé pendant une période quelconque de la période de conception (40).

D'autres arrêts moins hardis formulent avec quelque réserve leurs attendus, lorsqu'ils affirment que la constatation que le concubinage a duré pendant toute la période légale de conception demeure utile (41).

La Cour de Cassation paraît plutôt s'inspirer de la doctrine et des premiers arrêts ci-dessus relatés (42). D'autre part, dans son arrêt du 11 juillet 1923 (43), elle a reconnu la validité du jugement ordonnant une expertise médicale pour éclairer le tribunal sur la date probable de la conception.

Nous voyons enfin l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 24 avril 1928 (44), nullement en contradiction avec les arrêts antérieurs, déclarer à nouveau, sans équivoque, qu'il est inutile que le concubinage notoire se soit prolongé pendant toute la période légale de la conception.

(39) Rouast, n° 906, p. 769.

(40) Tr. Tunis 10 mars 1914, G. P. 14-1-617 et G. T. 25 avril 1914; Paris 9 nov. 1916, D. 1920-2-96.

(41) Nancy 20 nov. 1918, D. 1920-2-98, S. 1918-2-85; Montpellier 4 déc. 1922, 4 déc. 1922, Gaz. Trib. 1923-1-163.

(42) Req. du 10 nov. 1924, rap. dans D. 1925-1-125.

Voy. Civ. 11 juillet 1923, D. 1923-1-131 et S. 1924-1-113, avec une note de M. Hugueney.

(43) S. 1928-1-287.

CHAPITRE V

**ENTRETIEN ET EDUCATION
DE L'ENFANT**

§ 1^{er}. — FONDAMENT

Les auteurs interprètent diversement l'origine de cette disposition de la loi. Il y en a d'abord qui voient dans ce texte une consécration de l'ancienne jurisprudence, concernant l'obligation civile du père qui a promis de concourir à l'entretien de son enfant naturel : les auteurs de la proposition de réforme auraient visé à compléter cette jurisprudence, en joignant l'action d'état à l'action pécuniaire (1). D'autres auteurs rapprochent ce titre de l'aveu écrit (2) : l'aveu tacite serait admis en ce cas comme particulièrement probant (3). D'autres enfin, se rapportant aux travaux préparatoires de la loi, estiment que ce texte est

(1) A. Colin et Capitant, tome I, p. 299-303.

(2) Bartin, sur Aubry et Rau, § 569, note 1, et p. 276, § 5.

(3) Voy. à ce sujet, Projet Rivet, Béranger.

destiné à faire jouer à la possession d'état un rôle en matière de filiation naturelle. Quoiqu'il en soit, tout le monde s'accorde à affirmer que l'idée maîtresse du texte est la conséquence de l'un des trois éléments, de la possession d'état, dont on ne retient que le fait pour le père d'avoir traité l'enfant comme son fils (tractus), en exigeant qu'il ait pourvu ou participé à l'entretien en qualité de père.

Il reste à commenter les termes « *pourvu ou participé* » dont la loi s'est servie pour désigner la part prise par le défendeur à l'entretien de l'enfant. A ce sujet, la doctrine estime que l'aveu implicite prévu par l'article 340, 5°, exige trois éléments, à savoir : a) soins ou subsides *effectifs* et *réguliers* donnés à l'enfant ; b) Circonstances attestant que le père prétendu les a fournis en qualité de père, et c) liberté de cet aveu implicite du père (4). En outre, si les deux termes « *éducation et entretien* » sont expressément mentionnés par la loi, c'est que le devoir d'éducation *incombe au père*, et s'il n'avait participé qu'à l'entretien de l'enfant, *sans pourvoir à son éducation, on ne pourrait dire qu'il l'a traité* comme son fils (5). Par définition, ces subsides impliquent une idée de continuité (6), quoique la participation à l'entretien peut tout aussi bien se présenter en nature que sous forme de secours pécuniaires fournis à la mère. De même, si les subsides doivent être *effectifs*, il faut

(4) Savatier, p. 66, n° 38 et suiv.

(5) Planiol, Ripert et Rouast, 771, n° 908 ; Vhal, n° 48.

Contra : Savatier, pp. 67 et 68 : « Si par hasard, le père est sans ressources, tout se ramène à sa contribution à l'éducation. D'autre part, s'il se contente de fournir des subsides en argent, ceux-ci concourent, par la force des choses, à la fois à l'éducation et à l'entretien de l'enfant », loc. cit.

(6) Lhospied, pp. 143, 144, Th. citée.

remarquer qu'une promesse écrite d'entretien peut garder toute sa validité comme aveu écrit non équivoque, et ce, sur le fondement de l'article 340, 3°, que nous avons précédemment étudié.

Mais là où la loi est assez délicate à commenter, c'est quand il s'agit de savoir ce qu'elle entend exactement par les mots « *en qualité de père* ». Comme c'est à cet aveu, et non à une véritable possession d'état, qu'en définitive la loi se réfère, il n'est nullement nécessaire que la qualité de père ait été prise publiquement. Mais, la condition de publicité étant écartée, il reste encore à savoir pour quel motif précis la loi a tenu à formuler expressément ces mots « *en qualité de père* ». Ce serait pour les opposer au fait de fournir, *par simple idée de charité*, des subsides à un enfant naturel (7) ; ou encore au fait que la famille du père prétendu envoie des secours à la demanderesse. Bref, si aucune difficulté ne se présente, au cas où le père, en fournissant sa contribution, entendait remplir son devoir de père, par contre s'il s'est abstenu de faire part *de son intention à cet égard*, la difficulté reste entière. Pour sauvegarder l'intérêt de la mère et de l'enfant, on ne doit pas permettre la recherche de la paternité en l'absence de cette intention, de contribuer à l'entretien et à l'éducation de l'enfant en qualité de père, sinon, en face du péril et par prudence, le père prétendu va se désintéresser complètement du sort de l'enfant. Nous n'insisterons pas davantage sur les conséquences sociales et sur le résultat inévitable de cette précaution que ne manquerait pas de prendre le père présumé.

(7) Comme le dit M. Rouast, p. 771, dans son *Traité de Droit Civil*, se conformant ainsi à la manière de voir exprimée dans le rapport Bérenger au Sénat.

Si le père s'est abstenu de faire part de ses intentions, il appartiendra au juge de décider, d'après les circonstances de sa conduite, si elle implique de sa part, un *aveu implicite de paternité*. C'est, du reste, également l'avis de la plupart des auteurs et notamment celui de M. Rouast, lorsqu'il écrit : « *Cette intention sera souvent difficile à établir, car le défendeur ne manquera pas d'alléguer qu'il a fourni des subsides à sa maîtresse simplement pour prévenir toute tentative de chantage. Il y a là une question de fait que les tribunaux résoudront dans chaque cas, en s'inspirant des circonstances.* »

§ 2^e. — CONDITIONS REQUISES

Tels sont les commentaires et l'avis de la doctrine en ce qui concerne ce cinquième cas d'ouverture de la recherche de la paternité naturelle. Les points suivants sont donc désormais définitivement acquis :

Les soins ou subsides doivent être effectifs et réguliers.

Ils doivent être fournis par le père présumé.

Les circonstances doivent attester qu'il les fournissait en qualité de père.

L'aveu du père résultant de sa contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant n'aura de valeur qu'autant qu'il est libre. Abordons maintenant l'étude de la Jurisprudence à ce sujet : ici encore, on peut dire qu'elle a largement influencé la doctrine, tout au moins la majorité de celle-ci, et, en règle générale, les divergences des points de vue restent de très peu d'importance, en ce sens qu'ils ne portent que sur des questions secondaires.

La Jurisprudence n'a pas perdu de vue que l'entretien et l'éducation de l'enfant devront garder un certain caractère de continuité, pour répondre exactement à l'esprit de la loi (8).

De plus, l'arrêt de Grenoble du 25 avril 1922 spécifie qu'il ne suffirait pas, pour établir que le défendeur a pourvu ou participé à l'entretien de l'enfant, d'alléguer un ou deux versements faits à la mère. La Cour de Paris, par son arrêt en date du 15 mars 1916, dit que des versements isolés faits à la mère, même à l'occasion de l'accouchement, ne constituent pas un capital mis en réserve pour l'entretien et l'éducation à venir.

Une simple promesse d'entretien non suivie d'effet n'a aucune valeur aux yeux de la Jurisprudence : il faut que les subsides soient effectifs. Dans ce sens, les décisions du Tribunal de Marseille du 9 octobre 1913 (9), du Tribunal de la Seine du 24 octobre 1913 (10) et de la Cour de Lyon du 26 octobre 1923 précitées.

En ce qui concerne les termes « *en qualité de père* », la Jurisprudence a une conception plus large que celle de certains auteurs (11), ainsi qu'en jugera par l'arrêt de la Cour d'Aix du 16 février 1924 (12), lequel pose nettement le principe que la qualité de père n'a point besoin d'être prise publiquement et qu'il suffit que, dans ses rapports avec la mère de l'enfant, le

(8) Tr. de Sens 13 nov. 1913, G. P. 14-1-420 ; Paris 15 mars 1916, D. 17-2-118 et S. 18-19-2-30 ; Grenoble 25 avril 1922, *Rec. Grenoble* 1923, 32 ; Lyon 26 oct. 1923, G. P. 24-1-78 ; Aix 16 févr. 1924, *La loi*, 14 nov. 1924.

(9) G. T. 13-2-412.

(10) D. 14-2-98.

(11) Wahl, n° 48.

(12) *La Loi*, 14 novembre 1924.

défendeur ait manifesté qu'il était mû par la conscience de ses devoirs de paternité.

Loin de poser un critérium bien défini, la Cour de Cassation accorde, bien au contraire, une latitude des plus grandes aux juges du fait, en leur abandonnant les recherches de l'intention du père présumé. En effet, elle leur permet de présumer la « *qualité de père* », d'après la fréquence et la prolongation des secours. Dans ce sens, l'Arrêt de la Chambre Civile du 26 juillet 1921 (13). Mais celui de la Chambre Civile du 8 février 1922 (14), est encore plus *explicite*. Il résulte de ses attendus qu'on ne peut donner de formule précise et que la Cour de Cassation abandonne aux juges du fait, ces recherches d'intention du père présumé. La conséquence en est que la souveraineté de ceux-ci s'étend à tous les éléments constitutifs de ce cinquième cas d'ouverture de recherche de la paternité, sous réserve d'une précision que nous formulerons à la fin de ce paragraphe.

En conséquence, il suffit que l'intention du père de se comporter comme tel résulte des circonstances, car le défendeur ne manquera pas d'alléguer qu'il a payé ces subsides pour prévenir le chantage : Tel a été l'arrêt de la Cour de Caen du 8 juillet 1914 (15), et le jugement du Tribunal de Béziers du 22 juin 1922 précité (16).

(13) *Gazette des Tribunaux* du 9 août 1921. Dans le même sens, voy. : Lyon 26 oct. 1923, G. P. 24-1-78 ; Aix 1924, précité ; on tiendra également compte de la proportion des secours fournis à la maîtresse, par rapport à l'ensemble des ressources du père prétendu. Grenoble 25 avril 1923, *Rec. de Grenoble*, 1923, 39.

(14) D. 1923-1-57, 2^e espèce ; Sirey 1923-1-206.

(15) Dalloz 1920-2-94.

(16) Gaz. Trib. 1922-2-665.

En sanctionnant le principe que les subsides doivent émaner directement du père, la Jurisprudence n'a pas perdu de vue que toute contribution effectuée par un mandataire régulier garde sa pleine valeur : Ceci résulte de la même décision du Tribunal de Béziers de 1922 ci-dessus, où nous relevons, en outre, des attendus déclarant que les subsides qui seraient envoyés par les parents du père prétendu ne permettraient pas de déclarer la paternité de ce dernier, à moins qu'il ne soit établi que ceux-ci n'ont agi qu'en vertu d'un mandat de leur fils.

D'autre part, il semble bien que la libre volonté du père, considérée comme aveu implicite, joue un certain rôle dans la détermination de ce cas d'ouverture, à en juger par les décisions de certains tribunaux qui écartent résolument, en tant que contribution donnant ouverture à la recherche de paternité, tout paiement résultant d'une condamnation prononcée contre le père. Le Tribunal de la Seine, par jugement du 20 mars 1914 (17) et le Tribunal de Melun, par jugement du 1^{er} mai 1914 (18), ont eu à juger des cas d'espèces de ce genre.

Les Tribunaux manifestent ostensiblement leur répulsion pour l'importunité de la mère et encore plus pour le chantage. Chaque fois qu'ils peuvent les dépis-ter, ils ne manquent aucune occasion pour débouter la demanderesse. Allant plus loin, certaines décisions disent : Si le Tribunal estime que la contribution a été arraché au prétendu père par le chantage ou l'importunité de la mère, à tel enseigne que la conduite du père *perde son caractère d'aveu, ou, du moins,*

(17) Gaz. Trib., 13 mai 1914.

(18) Gaz. Trib., 17 déc. 1915.

d'aveu sincère, ladite contribution ne saurait être considérée comme cas de recevabilité de l'action. La plupart des arrêts et décisions cités ci-dessus y font allusion (19).

Un dernier point reste à préciser : Si la Cour de Cassation, dans son Arrêt du 26 juillet 1921, paraît implicitement admettre pour ce cinquième cas de recherche, la possibilité d'une preuve libre, l'admissibilité des présomptions et des témoignages, ainsi que la possibilité de la demande d'enquête sans condition préalable, et si la souveraineté des juges du fond est admise, nous l'avons vu ci-dessus, il reste néanmoins à savoir si, oui ou non, les juges sont obligés de motiver leur sentence à ce sujet. La Jurisprudence n'est pas encore fixée sur ce point, mais la doctrine est unanime à déclarer que la Cour de Cassation est loin d'abdiquer complètement son pouvoir de contrôle entre les mains des Tribunaux qui, par conséquent, auront à indiquer, dans leurs jugements, les faits, d'où résultent, selon eux, la participation régulière à l'entretien, la qualité de père, et, si le défendeur l'avait contesté dans ses conclusions, la liberté de l'aveu. En outre, la Cour de Cassation pourrait intervenir, au cas où la prétendue interprétation de ces faits aboutirait en réalité à les dénaturer.

(19) Trib. de Sens du 13 nov. 1913, Gaz. P. 1914-1-420 ; Trib. de Dunkerque 29 janv. 1914, G. P. 1914-1-343 ; Cour de Caen 8 juillet 1914, Dalloz 1920-2-89 ; et Trib. de Béziers 22 juin 1922, précité.

(20) Chamb. Civ., D. 23-1-57 et S. 23-1-306.

CONCLUSION

Avant de donner une conclusion d'ensemble sur les résultats de la loi de 1912, et avant de formuler nos appréciations, il nous paraît utile de passer sommairement en revue les conceptions des législateurs étrangers en matière de recherche de paternité.

On peut dire d'une manière générale que la majorité des Etats étrangers admettent, d'une façon plus ou moins large, la recherche judiciaire de la paternité et que peu de pays ont traité l'enfant naturel aussi rigoureusement que notre Code de 1804. D'aucuns affirment que les partisans d'une réforme législative de notre ancien article trouvaient, dans le droit comparé, un argument précieux.

En matière d'étude de législation étrangère, les auteurs ont l'habitude de grouper le droit des états suivant leur affinité ethnique : groupe germanique, groupe anglo-saxon, groupe latin (1). M. Gaston Salzes (2), se contente d'une division bipartite, plutôt sché-

(1) Voy, entre autres, Baudin, th. citée, pp. 58 à 83.

(2) Salzes Gaston : *La recherche de la Paternité Naturelle* et la loi du 12 novembre 1912. Thèse de Montpellier, 1920.

matique, mais, de toute façon, moins basée sur des considérations ethniques que sur le droit proprement dit : le premier groupe de législations comprenant les pays où la recherche de la paternité naturelle est admise avec plus ou moins de restrictions, et dans lesquels l'enfant qui a fait déclarer la paternité est assimilé à un enfant volontairement reconnu ; le deuxième groupe comprend les législations qui admettent largement la recherche de la paternité naturelle, mais qui n'attachent à la reconnaissance judiciaire que des effets purement alimentaires.

D'autres auteurs emploient des méthodes pour ainsi dire personnelles et sur les détails desquelles nous n'entrerons pas : Qu'on nous permette seulement de remarquer que, si logiques et si rationnelles soient ces divisions, elles ne répondent qu'imparfaitement à l'état de fait, et n'en demeurent pas moins artificielles. Aussi préférons-nous adopter le système employé par M. Savatier (3), qui, tout en synthétisant cette étude de la façon la plus rationnelle possible, expose les points de vue du législateur étranger sous son angle le plus pratique.

a) Il est d'abord des pays qui prohibent la recherche de la paternité naturelle comme elle l'était chez nous sous l'empire du Code de 1804, sauf réserves peu importantes. Tel est, par exemple, le cas de l'article 189, Code Civil italien, qui n'admet la recherche qu'en cas d'enlèvement ou de viol (4). Telles sont également

(3) Traité cité, p. 227 et suiv., n° 128 et suiv.

(4) Mais l'art. 193 du même Code permet aux enfants incestueux ou adultérins de réclamer des aliments en cas d'aveu exprès ou écrit du père. Ce qui soulève une vive controverse sur le point de savoir si ces enfants seraient mieux traités

les dispositions de la loi roumaine et de certains Etats de l'Amérique du Sud. Ceci formera un premier groupe.

b) Le deuxième groupe comprendra les législations des pays qui admettent la recherche de la paternité naturelle *avec des restrictions*, mais qui, par contre, lui donnent des effets complets. On devine, sans peine, que c'est là le système actuel du Code français, trop large dans les effets qu'il attribue à la paternité naturelle judiciairement établie, et par là même trop strict quant à la preuve exigée. Le Code espagnol de 1889 et le Code portugais de 1867, qui ne permettent la recherche de la paternité : 1° Qu'en cas d'avou écrit et exprès du père ; 2° De viol et de rapt ; 3° Pour le Code espagnol, de possession d'état se rattachent par conséquent à ce groupe.

c) D'autres législations inspirées du droit canonique facilitent beaucoup la recherche de la paternité, mais elles ne lui donnent que des effets limités. Cette influence canonique, qui avait prévalu dans presque toute l'ancienne Europe, s'est conservée, de préférence, dans les pays germaniques et anglo-saxons.

Ainsi, d'après l'article 1717 du Code Civil allemand, est réputé père de l'enfant naturel, l'homme qui a cohabité avec la mère entre les 181^e et 300^e jour avant la naissance, les deux jours extrêmes étant compris dans le délai. Il s'agit de tout homme ayant eu avec la mère des rapports sexuels, même passagers. Alors, pour échapper à la présomption de paternité qui pèse sur lui, cet homme est obligé, ou de prouver qu'un

que les enfants naturels simples (Savatier, p. 227, cf. Della Torre, *La recherche de la paternité naturelle en Italie et en France*).

autre homme a eu, pendant la même période, des rapports avec la mère, ou de démontrer quelque circonstance excluant absolument la possibilité de sa paternité. Mais la paternité ainsi présumée n'a qu'un effet alimentaire unilatéral et temporaire. L'article 1710 stipule que le père est tenu de fournir une *rente* à l'enfant pendant ses seize premières années. Le taux en sera fixé par le Tribunal, à défaut d'accord entre les parties. En outre, l'article 1715 prévoit une indemnité pour frais d'accouchement et de grossesse.

Dans la législation anglaise, la preuve de la paternité se fait librement selon la conviction du juge. La paroisse peut intenter l'action au lieu et à la place de la mère défaillante. La mort du père éteint l'action, qui devient également irrecevable lorsque, le père vivant, offre d'assumer volontairement l'entretien de l'enfant dans les termes fixés par la loi. Une autre particularité est la suivante : l'obligation alimentaire comporte l'application d'un double forfait quant à son chiffre et quant à sa durée, laquelle peut pourtant être prolongée dans certains cas exceptionnels : le père paiera chaque semaine pour l'entretien de l'enfant, une somme fixe, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint l'âge de 13 ans. Même si la mère a la garde de l'enfant, souvent, les versements sont tout de même faits à un « *trustee* » qui les administre. Si la mère n'a pas cette garde, l'enfant sera confié à une personne désignée par le juge, sauf droits privilégiés de la mère, et, à défaut, du père.

Nous rattachons à ce groupe, les dispositions du Code Civil autrichien, les législations de certains Etats de l'Amérique du Sud (Brésil, Argentine, Chili notamment) et celles de la plupart des Etats faisant partie de la Confédération des Etats-Unis d'Améri-

que. En plusieurs de ces derniers, la maxime « *creditur virgini parturienti* » a encore cours.

Bref, dans toutes les législations de ce troisième groupe, la paternité naturelle ne produit guère qu'une obligation alimentaire limitée et unilatérale.

d) Il existe, enfin, des législations qui rendent libre la recherche de la paternité naturelle, tout en lui faisant produire les mêmes effets que la paternité légitime.

Le type le plus parfait de ce groupe est représenté par l'article 133 du Code Civil soviétique, lequel déclare que la filiation de fait étant seule prise en considération, il n'est fait aucune différence entre le cas où les parents étaient mariés et celui où ils ne l'étaient pas. En vérité, le mariage garde l'utilité d'attribuer pour père, aux enfants d'une femme mariée, le mari (5). Mais cette présomption de paternité peut être combattue par la femme, grâce à une déclaration par elle faite à l'Officier de l'état civil avant son accouchement, attribuant un autre père à l'enfant qu'elle attend. De plus, l'article 140 dit que toute femme enceinte et non mariée doit obligatoirement faire la déclaration de paternité à l'Officier de l'état-civil, trois mois au moins avant son accouchement. Enfin, selon l'article 141, le père ainsi désigné et informé, ne peut protester que dans les quinze jours. L'article 144 présente, par ailleurs, une disposition inattendue : le père désigné *qui a eu des relations sexuelles avec la mère*, n'échappera pas à ses devoirs, malgré la désignation des autres individus qui ont pu avoir des relations pendant la période de conception avec la même femme : ceux-ci seront simplement

(5) Cf. Savatier, p. 234.

condamnés *in solidum* dans l'obligation paternelle (6).

La filiation ainsi établie produit les mêmes effets que la filiation résultant du mariage, réserve faite toutefois *des droits de puissance paternelle*, qui sont ici très atténués, ainsi que le reconnaît formellement la législation soviétique.

e) Le quatrième et dernier groupe comprend les législations connaissant à la fois une paternité purement alimentaire, facile à établir, et une paternité à effets complets, de preuve rigoureusement limitée.

Ainsi le Code Civil suisse du 10 décembre 1907, qui admet la recherche de la paternité à fin d'aliments même au cas de filiation adultérine, rentre dans ce groupe. L'action survit, à la mort du père, mais cette recherche aboutit seulement à conférer à l'enfant le droit de réclamer jusqu'à 18 ans, une pension alimentaire calculée par le juge. Les articles 309 et 311 prévoient la nomination d'un curateur par l'autorité tutélaire qui agira à la place de la mère, au cas où celle-ci ne voudrait pas intenter l'action. L'article 314 admet une présomption de paternité, en cas de cohabitation, même passagère, mais le juge peut suivre son intime conviction. Le cas de renonciation à titre onéreux est également prévu, mais, ici, le juge a le droit de s'y opposer, s'il estime que tel est l'intérêt de l'enfant. L'article 317 sauvegarde efficacement l'intérêt de la mère, puisqu'il prévoit le remboursement des frais d'accouchement et de grossesse ainsi que les réparations, en cas de séduction dolosive.

En outre, le même Code prévoit la recherche de la

(6) Disposition empruntée à l'art 11 de la loi Danoise du 27 mai 1908. Cf. Savatier, loc. cit.

paternité naturelle à *effets complets* ; mais l'action n'est, ici, recevable que dans deux cas : a) Promesse de mariage ; b) Et cohabitation, à condition que cette cohabitation avait été le résultat d'un acte criminel ou d'un abus d'autorité. Et, ici, de toute façon, il est interdit d'établir la filiation adultérine (article 323). En cas de succès de l'action, la situation de l'enfant est la même que s'il avait été reconnu volontairement. Or, l'article 325 donne à l'enfant naturel à peu près tous les droits de l'enfant légitime, à part quelque différence au point de vue droits successoraux (concours de l'enfant naturel et de l'enfant légitime : réduction de 1/2 pour le premier) et de puissance paternelle, laquelle est refusée au père naturel.

La loi belge appartient à ce groupe. D'abord, elle consacre une action alimentaire donnée à l'enfant pendant les trois ans qui suivent la naissance ou la *cessation* des secours fournis par le père. Elle exige la preuve des relations sexuelles de la mère et du père entre le 181^e et le 300^e jour avant la naissance. Cette preuve résultera d'un écrit émanant du défendeur, ou, à défaut, des relations notoires, de séduction dolosive ou d'un attentat à la pudeur sur une mineure de 16 ans. L'inconduite notoire de la femme durant la période légale constitue une fin de non recevoir. Le père sera condamné à l'entretien et à l'éducation de l'enfant jusqu'à l'âge de 18 ans. Par ailleurs, la mère a toujours une action personnelle en indemnité.

Ensuite, la loi belge prévoit une autre action en recherche de la paternité naturelle à effets complets. Celle-ci n'est recevable qu'autant qu'il y ait eu, ou *possession d'état*, ou *enlèvement*, *séquestration* ou *viol*. Mais, par contre, elle peut être intentée jusqu'à

ce que l'enfant ait atteint l'âge de 26 ans, et même jusqu'au décès du père en cas de possession d'état. Naturellement, la paternité ainsi déclarée confère à l'enfant tous les droits qu'il aurait eu s'il avait été volontairement reconnu.

Nous trouvons des dispositions analogues dans la Loi hollandaise du 16 novembre 1909. Le père déclaré doit des obligations alimentaires à l'enfant jusqu'à ce que celui-ci ait atteint l'âge de 21 ans. La recherche de paternité à *effets complets* est recevable en cas de *rapt ou de viol*.

La législation monégasque (Ordonnance du 3 juillet 1907) et les législations scandinaves se rattachent enfin à cette dernière famille.



Que penser de cet exposé sommaire de législation comparée ? Ne nous inspire-t-il pas quelques nouvelles idées susceptibles de nous guider dans la voie d'une réforme adéquate à l'état actuel de nos mœurs et de notre culture ? Ou bien, au contraire, ne conviendrait-il pas de laisser à la Jurisprudence seule le soin de rectifier, par des mesures prétoriennes, les insuffisances d'une réglementation qui aurait besoin d'une refonte complète ? Nous donnerons la réponse à cette question si délicate à la fin de cette conclusion. Référons-nous d'abord aux faits. S'il est vrai que, pour les hommes, l'un des plus certains attrait de l'union libre ou passagère, c'est, sans conteste, l'immunité des charges, immunité qu'ils pensent s'assurer et qu'ils s'assurent effectivement s'ils ne rencontrent pas forte partie qui sache triompher de leur mauvaise foi et de leur manque de courage ; s'il est banal de dire que l'intérêt de la femme, c'est le ma-

riage mais pas celui de l'homme (du moins pas son intérêt tel que parfois, trop souvent il l'entend), nous ne pouvons pas de cela conclure que la solution permettant largement la recherche de la paternité naturelle favorise le mariage. Qui supposerait, en effet, que le père judiciairement déclaré, ira, au sortir de l'audience, épouser son adversaire triomphante ? Bien au contraire, la déclaration de paternité reste aussi préjudiciable au mariage que la reconnaissance volontaire, en ce sens qu'elle augmente le nombre des enfants naturels. D'autre part, l'indemnité à laquelle le père est condamné envers la mère délaissée semble bien reconnaître l'existence d'une union inférieure au mariage, par cela seul que cette union est sanctionnée par ce moyen. S'il y a faute, on ne peut raisonnablement soutenir qu'une *institution* telle que le mariage puisse souffrir de la sanction donnée aux « fautes » commises en dehors d'elle. Or donc, en n'admettant la recherche de la paternité que dans des cas limitativement nommés, la loi de 1912, quoiqu'on ait dit, a beaucoup contribué à relever les mœurs, par ce fait qu'elle retient les femmes trop tentées de s'abandonner. Elle a soigneusement prévu des fins de non recevoir pour éviter les scandale et chantage. N'y aurait-il pas raisonnablement intérêt à accorder une certaine protection à l'homme honnête, et à couper court aux manœuvres et entreprises de femmes sans scrupules et sans pudeur, que des conseillers de toute sorte, encore moins intéressants, poussent à des exploits aventuriers ?

Par ailleurs, l'impossibilité de la preuve en matière de recherche de paternité, constitue une objection beaucoup plus sérieuse. *La démonstration positive d'un fait physiologique reste impossible.* L'aveu du

défendeur même n'offre pas une preuve de certitude plus grande. En conséquence, la crainte d'une erreur judiciaire avait logiquement motivé les diverses mesures préventives prises par la loi de 1912. Il est impossible d'imaginer une loi parfaite et au-dessus de toute critique : le législateur de 1912 a mieux fait puisqu'il a su concilier les diverses tendances de son époque. A nous d'apprécier son œuvre qui représente bien les aspirations du peuple de ce temps, et si, aujourd'hui, cette loi peut nous paraître insuffisante, c'est bien plus à l'évolution des mœurs qu'il faut en attribuer la cause qu'à une défaillance de la législation.

Enfin et surtout, qu'on ne perde pas de vue l'existence des deux intérêts opposés qu'il faut sauvegarder au même titre. D'abord, celui de l'Etat : admettre d'une façon illimitée la déclaration judiciaire de paternité, c'est aboutir au système soviétique, c'est, en l'occurrence, discréditer l'institution de mariage, en favorisant notamment l'augmentation du nombre des enfants naturels, dont les droits se rapprochent trop manifestement de ceux de l'enfant légitime. Par contre, interdire ou restreindre abusivement cette recherche, c'est bien trop sacrifier l'intérêt de l'enfant naturel qui, lui, n'a commis aucune faute.

Nous avons vu l'attitude de la Jurisprudence. En jetant un coup d'œil d'ensemble sur ces diverses conceptions, l'on constate, à peu de nuances près, sa velleité de retour à l'ancienne tradition canonique. A en juger par ses tendances, à peine déguisées, à interpréter largement la loi toutes les fois qu'elle le peut, sans en altérer le sens ni se départir de la logique juridique, on peut en tirer la conclusion que la

Jurisprudence manifeste nettement sa volonté d'apporter une modification à une réglementation devenue inadéquate à l'état actuel de nos mœurs.

Ainsi, nous avons vu comment elle a défini le mot « *séduction* », cet acte à la base duquel on doit nécessairement trouver une manœuvre déloyale, une tromperie, tout en laissant une entière liberté aux juges du fond pour apprécier souverainement à quel point un acte est déloyal ; et, dans ces conditions, une simple différence d'âge ou de capacité intellectuelle ou morale a pu être largement retenue comme élément essentiel de séduction. Pour les preuves de cette séduction, la jurisprudence est pratiquement arrivée à ne plus *exiger le commencement de preuve par écrit*, sauf pour la séduction par promesse de mariage. Et encore, si l'on ajoute que ce commencement de preuve par écrit peut être remplacé par l'aveu du défendeur provoqué par son interrogatoire sur faits et articles, par un acte de publication de mariage, par la simple preuve fournie par la demanderesse qu'elle *s'était trouvée dans l'impossibilité de se procurer un document de cette nature*, voire même par un conseil d'avortement qui a été considéré comme aveu non équivoque de paternité, l'on se demande dans quel cas pratique on pourrait désormais poser l'exigence du commencement de preuve par écrit ! Qui plus est, il n'est nullement nécessaire, nous l'avons vu, que la missive soit écrite de la main du défendeur, encore moins signée de lui, qu'elle revête une forme déterminée, et qu'elle soit contemporaine de la séduction. Quelles précautions prend la Jurisprudence pour éviter la fraude et la production d'écrits mensongers non émanés du défendeur ? Absolument aucune. Il y a là une série d'interprétations

larges mais ingénieuses de la loi, ayant pour résultat définitif de rendre vaine une exigence expressément prévue par le texte.

En définitive, la Jurisprudence a étendu le sens du mot séduction pour faciliter la recherche de la paternité naturelle, comme elle a étendu le sens du mot injure grave pour élargir les cas de recevabilité de l'action en divorce.

En matière de *concubinage notoire*, elle ne dissimule pas non plus ses multiples tentatives d'interprétation large de la loi. D'abord, elle entend donner sa propre définition à cette expression, pourtant d'apparence fort claire, si on la prend à la lettre. L'élément essentiel du concubinage notoire n'est plus constitué par la *communauté d'habitation* ; à peine si la Jurisprudence en a retenu la notion de stabilité et de continuité de relation, incluse implicitement dans l'expression : « *concubinage notoire* », pour ne prendre en considération que celle de la *fidélité de la concubine* ; des relations fréquentes, suivies et régulières suffisent désormais, largement. Quand au mot « *notoire* », la Jurisprudence ne l'exige pour ainsi dire plus : il appartient aux amants de prendre la précaution de donner un caractère secret à leurs relations, faute de quoi il y aura « *concubinage notoire* », sans ajouter qu'il suffit que ce concubinage ait lieu à un moment quelconque de la période légale de conception pour que l'action reste pleinement recevable.

En ce qui concerne *l'entretien et l'éducation de l'enfant*, nous avons vu que ni le port du nom du père, ni la possession d'état, ni le *versement de la totalité des frais d'entretien* ou d'éducation, ne sont déclarés nécessaires pour que l'action soit recevable. On devi-

ne aisément la conséquence inévitable d'une telle interprétation. Il suffit pratiquement que le père présumé ait versé une certaine somme à la demanderesse, somme que celle-ci, à tort ou à raison, pourra considérer comme représentant une partie des frais d'entretien et d'éducation de l'enfant, pour que la déclaration judiciaire de paternité devienne possible.

Le caractère restrictif de la loi de 1912 est donc largement perdu de vue par la Jurisprudence. Les cinq cas de recevabilité expressément prévus par le texte, englobent, en réalité, tous les cas pratiques de recherche de paternité, et l'interprétation large donnée par la Jurisprudence telle que nous venons de synthétiser concourt efficacement à rendre vains les quelques caractères essentiellement restrictifs de la loi, qui, aux yeux de certains auteurs autorisés, n'auraient plus de raison d'être.

Ne nous hâtons pourtant pas de conclure que la Jurisprudence contemporaine a fait la même œuvre prétorienne que les juges d'autrefois à l'égard de l'ancien article 340. Nous avons dit plus haut qu'elle n'avait point abdiqué sa mission de gardienne de la loi, et que, sans se départir un seul instant de la logique juridique, elle ne faisait qu'apporter des correctifs nécessaires à une réglementation par elle-même relativement souple.

Nous ne sommes pas de ceux qui pensent qu'il faudrait attendre d'elle un effort encore plus hardi, en déformant du tout au tout l'esprit de la loi de 1912. Nous préférierions, au contraire, voir la Jurisprudence rester dans une expectative réservée, laissant au législateur seul l'initiative d'une réforme, si celle-ci est désirable.

Il appartient, en conséquence, au législateur averti,

dont la tâche devient ainsi singulièrement facile, de suivre la voie tracée par la Jurisprudence qui n'est que le reflet de l'opinion publique.

Nous avons vu que le législateur de 1912 avait donné une sorte de consécration législative à l'œuvre accomplie par la Jurisprudence. Nous admettrons volontiers que celui de demain tire largement profit de l'exemple précédent en tenant compte des nécessités sociales présentes. Or, il ne le pourrait qu'en gênant le moins possible la tâche du juge par la souplesse de sa réglementation.

La première question que nous nous étions posée étant ainsi résolue, il reste néanmoins à savoir dans quel sens précis on pourrait orienter la réforme législative. Pour cela, il nous faut préalablement donner un aperçu sommaire des résultats et des retentissements au point de vue social de l'application de la nouvelle loi, pendant bientôt un quart de siècle.

Il semble actuellement établi que les hommes deviennent plus prudents depuis qu'ils savent que la recherche de la paternité est pratiquement permise. Mais cette prudence n'a pas toujours l'effet salulaire que l'on souhaitait. D'abord, elle détourne l'amant de se compromettre par écrit, ou l'incite à donner à l'union illicite un caractère secret, ou encore à s'abstenir de fournir des secours à la mère ou à l'enfant. D'autre part, s'il est logique d'admettre que la prudence de l'homme favorise la diminution du nombre des relations hors mariage, il serait puéril de méconnaître les autres dangers d'ordre social qu'elle favorise, dangers autrement plus fréquents peut-être qu'on ne voudrait le penser. Nous voulons parler des pratiques dites « néo-malthusiennes », des manœuvres anticonceptionnelles diverses et autres pratiques im-

morales, dont l'homme instruira fâcheusement la femme. Ces pratiques ont, de l'avis de tous les médecins, une influence profondément néfaste, non seulement sur la psychologie populaire, étant donné leur extrême diffusibilité, mais aussi sur celle des générations à venir. Il est à peine besoin de signaler que les statistiques pénitentiaires ne mentionnent que les avortements poursuivis, mais ne nous renseignent point sur les avortements non réprimés. Ce sont là, malheureusement, des maux sociaux auxquels il est difficile de trouver un remède efficace.

Ne pourrait-on pas, toutefois, essayer de rechercher dans notre système législatif actuel une partie de l'origine de la prudence de l'amant ?

D'abord, même en cas de concubinage notoire, celui-ci ne saurait faire à la fidélité de sa maîtresse le même crédit que le mari à la fidélité de sa femme : il a donc rarement une *certitude absolue de sa paternité*. Or, il ne lui échappe pas que, dans notre Droit, la déclaration judiciaire de la paternité l'expose, non pas au simple devoir alimentaire, mais aussi à faire de l'enfant son héritier réservataire. Il serait donc évidemment légitime d'exiger, à défaut d'une certitude mathématique de la paternité naturelle, le consentement exprès de celui dont on n'établit la paternité que par présomptions. C'est une gageure légale que de conférer au père naturel un droit de puissance paternelle fondée sur l'intérêt présumé de l'enfant, alors que cet homme lui a manifesté ouvertement son indifférence en se laissant poursuivre au lieu de le reconnaître volontairement. Et c'est également un illogisme d'ouvrir un droit de succession à l'enfant naturel non volontairement reconnu : car on sait que les droits successoraux sont fondés sur l'idée de vo-

lonté présumée du « de cujus » ou sur la notion de continuité de famille ; or, ni l'un ni l'autre de ces fondements ne saurait jouer ici. Par contre, il reste parfaitement compréhensible que l'enfant puisse réclamer sur la succession du père qui n'a pas voulu le reconnaître, une pension alimentaire.

Quant à nous, s'il nous était permis de formuler un desideratum au point de vue de la réglementation législative, nous souhaiterions plutôt un système qui ferait dériver de toute paternité naturelle le plus essentiel des devoirs de parenté, c'est-à-dire une obligation pécuniaire, et n'accorderait l'ensemble des droits de famille qu'à la paternité volontairement reconnue, ou tout au moins prouvée dans des circonstances exceptionnelles, c'est-à-dire s'il existe des présomptions graves, précises et concordantes.

Préférable au système français nous semble donc le système d'origine canonique, qui domine sous des formes diverses beaucoup de législations étrangères que nous venons de parcourir. A ce titre, le Code suisse du 10 décembre 1907 représente, nous semble-t-il, le type le plus perfectionné des législations modernes. Par ses articles 309, 311 et 314, il facilite énormément la recherche de la paternité même adultérine, mais à fins *purement alimentaires*.

Par son article 325, il ouvre l'action en recherche de la paternité naturelle à effets complets. La paternité ainsi déclarée confère à l'enfant des droits de famille, mais la recevabilité de cette action exige des preuves rigoureuses dans des cas limitatifs. La mère a toujours droit à des réparations pour préjudice causé en cas de séduction dolosive, sans parler de l'article 317, qui lui accorde expressément le remboursement des frais de grossesse et d'accouchement.

Il résulte de ces considérations que le principe adopté par le droit suisse répond aux desiderata que nous nous étions permis de formuler. A notre modeste avis, en effet, les nécessités sociales actuelles semblent bien exiger, en cette matière si délicate une solution *intermédiaire* : à savoir, d'abord, une action en recherche de la paternité naturelle *de preuve relativement facile*, appartenant exclusivement à l'enfant, mais sanctionnant uniquement les devoirs les plus essentiels et les plus élémentaires dérivant de la procréation ; cette action ne saurait porter trop de préjudice à la famille légitime, puisqu'il s'agirait d'une action à fins purement alimentaires ; et, ensuite, une autre action à effets complets, conférant à l'enfant des véritables droits de famille, mais subordonnée à *des conditions et à des preuves rigoureuses*, étant donné les conséquences sociales qu'elle peut engendrer. Bien entendu, on sauvegarderait l'intérêt de la mère par une *autre action distincte*, lui appartenant en propre, sans préjudices de l'action en dommages et intérêts fondés sur l'article 1382, pour les torts qu'elle a subis. Il semble qu'on pourrait arriver ainsi à concilier les divers intérêts en présence, tout en modernisant notre appareil législatif. Telle est la conclusion à laquelle nous avons abouti, après avoir longuement médité sur le problème de la recherche de la paternité naturelle et sur les résultats de la loi de 1912.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDRE CAMILLE. — *Œuvre du droit révolutionnaire, en matière de filiation naturelle*. Th. Nancy 1906.
- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, tome VI, 5^e édit., 1922, revue par M. Bartin.
- BARET P. — *Histoire critique des règles sur la preuve de la filiation naturelle en droit français et étranger*. Paris 1873.
- BAUDIN A. — *La recherche judiciaire de la paternité naturelle et la loi du 12 novembre 1912*. Thèse Toulouse 1913.
- BRUN. — *La recherche de la paternité naturelle* (commentaire théorique et pratique de la Loi du 16 novembre 1912, suivi d'un essai de législation comparée). (N^o 63), Paris 1913.
- BAUDRY-LACANTINERIE, CHAUVEAU et CHENAUX. — *Traité pratique et théorique de Droit Civil*. Tome IV, Paris 1907.
- BONNECASE J. — *Supplément au Traité de Droit Civil publié sous la direction de G. Baudry-Lacantinerie*. Tome I Paris 1924.
- CINQUIN François. — *Etude sur la déclaration judiciaire de la paternité naturelle*. Thèse Lyon 1912.
- CHEVALIER. — *La recherche de la paternité naturelle en droit français*. Th. Poitiers 1917.
- COISSAC Paul. — *De l'interprétation par la jurisprudence des cas dans lesquels la recherche de la paternité est autorisée par la loi de 1912*. Th. Paris 1931.
- COLIN (A) et CAPITANT. — *Cours élémentaire de droit civil français*. 4^e Edition Paris 1925.

- CREMIEU Louis. — *Les preuves de la filiation naturelle non reconnue*. Th. Paris 1907.
- CURTI-FORRER. — *Commentaire du Code civil Suisse*. Recueil Sirey, 1912.
- DASTE. — *De la recherche de la paternité hors mariage*. Th. Toulouse 1873.
- DEMANTE et COLMET DE SANTERRE. — *Cours analytique de code civil* (en 9 vol.) Tome II, 2^e édition. Paris 1895.
- DEMOLOMBE. — *Cours de droit civil*. Tome V - 4^e édition. Paris 1870.
- DUBRISAY et JEANIN. — *Précis d'obstétrique*.
- DUCHESNE. — *La recherche de la Paternité*. Thèse Lyon 1914.
- DUPRE DE LATOUR. — *De la recherche de la paternité en droit comparé*. Paris 1911.
- EISMEIN. — *Mélanges d'histoire du Droit*. Paris 1886.
- FAUVELLE. — *De la possession d'état de sa force probante en matière de filiation illégitime*. Paris 1883.
- FABRE. — *Précis d'accouchement*.
- FOURNEL. — *Traité de la séduction*. Paris 1781.
- FATOUX Raymond. — *La Juridiction correctionnelle du Tribunal Civil en matière de la recherche de la paternité naturelle*. Thèse Paris, 1922.
- FOURNIER. — *La recherche de la paternité d'après les récentes discussions*. Th. Paris 1911.
- GIGOT A. — *La séduction et la recherche de la paternité* (Réforme sociale du premier février 1902, page 189).
- GIRARD. — *Manuel élémentaire de droit romain*. 8^e édition Paris 1929.
- JACQUINOT Ernest. — *De la filiation naturelle dans le droit intermédiaire*. Th. Paris 1913.
- JOSSEMAND. — *Droit Civil*, tome I.
- JULHIET. — *Evolution de la preuve de la paternité naturelle*. Thèse Paris 1907.
- KRUG. — *Le féminisme et le droit français*. Th. Nancy, 1899.
- LACASSAGNE. — *Traité de médecine légale*.
- LAVOLLÉE Henri. — *Code manuel de la recherche de la paternité*. Paris 1913.
- LHOSPIED. — *Etude sur la recherche de la paternité en droit comparé*. Th. Paris 1914.
- LORIN DE REURE F. — *De la réforme des actes de naissance des enfants naturels*. Th. Dijon 1906.

- NOURRY. — *L'établissement de la filiation naturelle en droit international privé*. Th. Paris 1926.
- PÉRIGOT. — *Etude de la législation comparée sur la condition des enfants naturels*. Paris 1896.
- PLANIOL et RIPERT G. — *Traité pratique de droit civil français* tome II - *La Famille* par A. Rouast - Paris 1926.
- PERROT. — *Précis de droit romain*. Paris, 1929.
- PERRUCHOT. — *Résultats de la loi du 16 novembre 1912 sur la recherche de la paternité*. Th. Paris 1931.
- PITON. — *Des enfants adultérins et incestueux*. Th. Paris 1902.
- PINDRAY (DE). — *De l'action en déclaration de paternité naturelle sous l'ancien régime*. Th. Rennes 1910.
- RABETTE Albert. — *Des enfants naturels dans l'ancien Droit français* Th. Poitiers 1907.
- RIGAUD. — *La recherche de la paternité naturelle*. 1913.
- ROUX Adrien. — *De la condition juridique des enfants naturels dans le code civil allemand*. Th. Paris 1902.
- SALZES Gaston. — *La recherche de la paternité naturelle et la loi du 12 novembre 1912*. Thèse Montpellier 1920.
- SAVATIER. — *La recherche de la paternité*. Paris - Dalloz - 1927
- TORRE (della) LOVAGNA. — *La recherche de la Paternité en Italie et en France*. Th. Paris 1898.
- WAHL. — *Revue trimestrielle de droit Civil* 1913 - p. 5. *La recherche de la paternité d'après la loi du 16 novembre 1912*.

Vu :

Montpellier, le 5 mars 1934

Le Président de Thèse,
E. BECQUE

Vu :

Montpellier, le 6 mars 1934

Le Doyen,
G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 6 mars 1934

Le Recteur,
TAILLIART.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	7
--------------------	---

PARTIE PRELIMINAIRE

LA RECHERCHE DE LA PATERNITÉ NATURELLE AVANT LA LOI DE 1912	17
--	----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Evolution historique jus- qu'au Code civil de 1804</i>	19
---	----

§ 1. — Ancien Droit	19
---------------------------	----

§ 2. — Loi de Brumaire an II. Principe de la prohibition, ses résultats pratiques	23
---	----

§ 3. — Code de 1804. Portée de la prohibition de l'ancien article 340	26
--	----

CHAPITRE II. — <i>Antécédents de la réforme de 1912</i>	31
---	----

§ 1. — Critique de la prohibition	31
---	----

§ 2. — Tempéraments à la prohibition résultant de la Jurisprudence	37
---	----

§ 3. — Travaux préparatoires de la loi de 1912	50
--	----

PREMIERE PARTIE

ESPRIT RESTRICTIF DE LA LOI DE 1912	55
---	----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Caractères généraux de la loi de 1912</i>	57
--	----

§ 1. — Caractère facultatif de la déclaration de paternité	57
---	----

§ 2. — Caractère limitatif des cas où la paternité peut être déclarée	59
CHAPITRE II. — <i>Précautions contre les demandes de mauvaise foi : sanctions pénales en cas de rejet. Interdiction de reproduire les débats</i>	65
CHAPITRE III. — <i>Attribution exclusive de l'action à l'enfant. Délai d'exercice à peine de déchéance</i>	69
CHAPITRE IV. — <i>Fins de non recevoir opposables à l'action</i>	75

DEUXIEME PARTIE

POSITION EXTENSIVE DE LA JURISPRUDENCE ET DE LA DOCTRINE DANS L'INTERPRÉTATION DES CAS OU LA RECHERCHE DE LA PATERNITÉ EST AUTORISÉE	83
CHAPITRE PREMIER. — <i>Enlèvement et viol</i>	85
§ 1. — Définition	85
§ 2. — Inutilité d'une condamnation pénale ..	86
CHAPITRE II. — <i>SÉDUCTION</i>	89
§ 1. — Faits à considérer comme manœuvres dolosives	89
§ 2. — Nécessité d'un commencement de preuve par écrit.	98
CHAPITRE III. — <i>Aveu écrit non équivoque</i>	105
§ 1. — Objet de l'aveu	105
§ 2. — Caractères de l'aveu	106
CHAPITRE IV. — <i>Concubinage notoire</i>	109
§ 1. — Définition du concubinage	109
§ 2. — Notoriété du concubinage	115
CHAPITRE V. — <i>Entretien et éducation de l'enfant</i>	123
§ 1. — Fondement	123
§ 2. — Conditions requises	126
CONCLUSION	131
BIBLIOGRAPHIE	148

